



OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R76-2021-203

PUBLIÉ LE 16 NOVEMBRE 2021

Sommaire

Agence Régionale de Santé Occitanie / DOSA SH

R76-2021-11-09-00004 - Arrêté N°2021-5159 CH Ax les Thermes MIGAC 2021 (5 pages)	Page 5
R76-2021-11-09-00005 - Arrêté N°2021-5160 CHIVA MIGAC 2021 (6 pages)	Page 11
R76-2021-11-09-00006 - Arrêté N°2021-5161 CH Ariège Couserans MIGAC 2021 (6 pages)	Page 18
R76-2021-11-09-00007 - Arrêté N°2021-5162 SSR Lordat MIGAC 2021 (5 pages)	Page 25
R76-2021-11-09-00008 - Arrêté N°2021-5163 CH Carcassonne MIGAC 2021 (5 pages)	Page 31
R76-2021-11-09-00009 - Arrêté N°2021-5164 CH Castelnaudary MIGAC 2021 (6 pages)	Page 37
R76-2021-11-09-00010 - Arrêté N°2021-5166 CH Limoux-Quillan MIGAC 2021 (5 pages)	Page 44
R76-2021-10-13-00009 - Décision N°2021-5146 Commission Contrôle ARS (2 pages)	Page 50

Agence Régionale de Santé Occitanie / DOSA-PSH

R76-2021-11-09-00011 - Arrêté N°2021-5165 CH Narbonne MIGAC 2021 (6 pages)	Page 53
R76-2021-11-09-00012 - Arrêté N°2021-5167 CH Lézignan-Corbières MIGAC 2021 (5 pages)	Page 60
R76-2021-11-09-00013 - Arrêté N°2021-5168 CH Port la Nouvelle MIGAC 2021 (5 pages)	Page 66
R76-2021-11-09-00014 - Arrêté N°2021-5169 AASM MIGAC 2021 (5 pages)	Page 72
R76-2021-11-09-00015 - Arrêté N°2021-5170 CH Millau MIGAC 2021 (6 pages)	Page 78
R76-2021-11-09-00016 - Arrêté N°2021-5171 CH Saint Affrique MIGAC 2021 (6 pages)	Page 85
R76-2021-11-09-00017 - Arrêté N°2021-5172 CH Rodez MIGAC 2021 (6 pages)	Page 92
R76-2021-11-09-00018 - Arrêté N°2021-5173 CH Villefranche MIGAC 2021 (6 pages)	Page 99
R76-2021-11-09-00019 - Arrêté N°2021-5174 CH Decazeville MIGAC 2021 (6 pages)	Page 106
R76-2021-11-09-00020 - Arrêté N°2021-5175 CH Saint Geniez d'Olt MIGAC 2021 (5 pages)	Page 113
R76-2021-11-09-00021 - Arrêté N°2021-5176 CH Espalion MIGAC 2021 (5 pages)	Page 119
R76-2021-11-09-00022 - Arrêté N°2021-5177 CSSR la Clauze MIGAC 2021 (5 pages)	Page 125

R76-2021-11-09-00023 - Arrêté N°2021-5178 CHS Sainte Marie MIGAC 2021 (4 pages)	Page 131
R76-2021-11-09-00024 - Arrêté N°2021-5179 CH Maurice Fenaille MIGAC 2021 (5 pages)	Page 136
ARS OCCITANIE /	
R76-2021-11-15-00002 - Arrêté modifiant la composition nominative du Conseil de surveillance du CHU de Toulouse (4 pages)	Page 142
ARS OCCITANIE / DPR	
R76-2021-11-08-00009 - Arrêté ARS-OC n° 2021-5138 du 08/11/2021 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à BESSEGES (Gard) (3 pages)	Page 147
ARS OCCITANIE / DUQUALE	
R76-2021-11-08-00012 - Arrêté portant composition du Comité de Protection des Personnes Sud-Méditerranée 3 situé à Nîmes (4 pages)	Page 151
R76-2021-11-08-00013 - Arrêté portant composition du Comité de Protection des Personnes Sud-Méditerranée 4 situé à Montpellier (4 pages)	Page 156
R76-2021-11-08-00010 - Arrêté portant composition du Comité de Protection des Personnes Sud-Ouest et Outre-Mer 1 situé à Toulouse (4 pages)	Page 161
R76-2021-11-08-00011 - Arrêté portant composition du Comité de Protection des Personnes Sud-Ouest et Outre-Mer 2 situé à Toulouse (4 pages)	Page 166
Direction Départementale des Territoires / Service Économie Agricole et Forestière	
R76-2021-10-27-00008 - Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures, à l'attention du GAEC DE LA CALCELIE. (4 pages)	Page 171
R76-2021-10-20-00008 - Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures, à l'encontre du GAEC DE LA CALCELIE (3 pages)	Page 176
DOUANES (DGDDI) / "Direction régionale des Douanes De Toulouse"	
R76-2021-09-10-00006 - Arrêté du 10 septembre 2021 portant subdélégations de signature en matière contentieuses et gracieuse, douane et contributions indirectes (63 pages)	Page 180
R76-2021-06-17-00015 - Arrêté du 17 juin 2021 portant subdélégations de signature en matière contentieuses et gracieuse, douane et contributions indirectes (60 pages)	Page 244
R76-2021-06-03-00013 - Arrêté du 3 juin 2021 portant subdélégations de signature en matière contentieuses et gracieuse, douane et contributions indirectes (60 pages)	Page 305

R76-2021-10-07-00003 - Arrêté du 7 octobre 2021 portant subdélégations de signature en matière contentieuse et gracieuse, douane et contributions indirectes (63 pages) Page 366

DREETS OCCITANIE / pôle cohésion sociale

R76-2021-11-16-00001 - Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association Pyrénées Terre d'Accueil pour l'exercice 2021 (3 pages) Page 430

RECTORAT / Division de l'expertise et du conseil juridiques et financiers

R76-2021-11-12-00001 - Arrêté portant création d'un bureau de vote électronique dans le cadre de l'élection des représentants des étudiants au CA du CROUS de Montpellier (2 pages) Page 434

R76-2021-11-12-00003 - Arrêté portant modification de la liste électorale dans le cadre de l'élection des représentants des étudiants au CA du CROUS de Montpellier (1 page) Page 437

R76-2021-11-09-00003 - Arrêté portant modification de la liste électorale dans le cadre de l'élection des représentants des étudiants au CA du CROUS de Toulouse (1 page) Page 439

R76-2021-11-16-00002 - Arrêté portant subdélégation de signature de la Rectrice de l'académie de Montpellier (domaine financier) (5 pages) Page 441

R76-2021-11-12-00002 - Arrêté relatif aux listes de candidatures dans le cadre de l'élection des étudiants au CA du CROUS de Montpellier (1 page) Page 447

SGAMI SUD / Cabinet

R76-2021-11-08-00014 - Arrêté portant désignation des membres de la commission administrative paritaire interdépartementale de la région Occitanie compétence à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police nationale (6 pages) Page 449

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00004

Arrêté N°2021-5159 CH Ax les Thermes MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5159

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Ax les Thermes

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 1^o à 3^o du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Ax les Thermes,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 090180019

EG FINESS : 090000019

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Ax les Thermes est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **20 050 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **24 163,46 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **2 293,00 €**
- Aides à la contractualisation : **21 870,46 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **4 075 082,89 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **20 050 €**, soit **1 671 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **12 854,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **1 071,17 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **3 546 007,60 €** (hors crédits non reconductibles), soit **295 500,63 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Ax les Thermes et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, la Directrice de la Délégation Départementale de l'Ariège et le Représentant du Centre Hospitalier Ax les Thermes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00005

Arrêté N°2021-5160 CHIVA MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5160

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Intercommunal des Vallées d'Ariège

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Intercommunal des Vallées d'Ariège,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 090781774

EG FINESS : 090000175

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Intercommunal des Vallées d'Ariège est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe : **119 149 €**

pour le forfait annuel relatif aux activités isolées : **387 438 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **328 592 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **39 996 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **5 315 960 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **111 586 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **6 737 045,69 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **2 884 043,12 €**
- Aides à la contractualisation : **3 853 002,57 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **2 230,75 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **1 498,00 €**
- Aides à la contractualisation : **732,75 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **8 850 968,05 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe (CPO) égal à un douzième de **119 149 €**, soit **9 929 €**

Base de calcul pour le forfait annuel relatif aux activités isolées (FAI) égal à un douzième de **387 438 €**, soit **32 287 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **328 592 €**, soit **27 383 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **39 996 €**, soit **3 333 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **5 315 960 €**, soit **442 997 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **3 188 641,16 €** (hors crédits non reconductibles), soit **265 720,10 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **1 498,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **124,83 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **8 152 465,95 €** (hors crédits non reconductibles), soit **679 372,16 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Intercommunal des Vallées d'Ariège et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivotal de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréfuges citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, la Directrice de la Délégation Départementale de l'Ariège et le Représentant du Centre Hospitalier Intercommunal des Vallées d'Ariège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00006

Arrêté N°2021-5161 CH Ariège Couserans MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5161

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Ariège Couserans

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Ariège Couserans,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 090781816

EG FINESS : 090000183

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Ariège Couserans est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait annuel relatif aux activités isolées : **1 280 695 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **53 221 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **31 078 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **2 128 719 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **31 005 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **1 550 511,32 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **116 724,56 €**
- Aides à la contractualisation : **1 433 786,76 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **30 022,09 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **22 428,00 €**
- Aides à la contractualisation : **7 594,09 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **6 467 141,92 €**

au titre des activités de Psychiatrie : **24 879 680,74 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **731 028,00 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel relatif aux activités isolées (FAI) égal à un douzième de **1 280 695 €**, soit **106 725 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **53 221 €**, soit **4 435 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **31 078 €**, soit **2 590 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **2 128 719 €**, soit **177 393 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **515 325,12 €** (hors crédits non reconductibles), soit **42 943,76 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **22 518,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **1 876,50 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **5 644 765,74 €** (hors crédits non reconductibles), soit **470 397,15 €**

Base de calcul pour la DAF PSY égal à un douzième de **23 116 383,50 €** (hors crédits non reconductibles), soit **1 926 365,29 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **612 975,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **51 081,25 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Ariège Couserans et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, la Directrice de la Délégation Départementale de l'Ariège et le Représentant du Centre Hospitalier Ariège Couserans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00007

Arrêté N°2021-5162 SSR Lordat MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5162

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du SSR Centre de Lordat

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le SSR Centre de Lordat,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110000072

EG FINESS : 110007630

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du SSR Centre de Lordat est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **23 297 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **182 222,77 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **182 222,77 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 905 266,33 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **23 297 €**, soit **1 941 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **30 700,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **2 558,33 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 744 206,38 €** (hors crédits non reconductibles), soit **228 683,87 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le SSR Centre de Lordat et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie et le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00008

Arrêté N°2021-5163 CH Carcassonne MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5163

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Carcassonne

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Carcassonne,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110780061

EG FINESS : 110000023

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Carcassonne est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe : **167 578 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **303 888 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **7 193 966 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **86 020 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **14 453 789,96 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **4 193 554,22 €**
- Aides à la contractualisation : **10 260 235,74 €**
-

Article 5 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de soins de longue durée : **905 021,52 €**

Article 6 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe (CPO) égal à un douzième de **167 578 €**, soit **13 965 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **303 888 €**, soit **25 324 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **7 193 966 €**, soit **599 497 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **10 965 304,02 €** (hors crédits non reconductibles), soit **913 775,34 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **759 493,52 €** (hors crédits non reconductibles), soit **63 291,13 €**

Article 7 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Carcassonne et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 8 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude et le Représentant du Centre Hospitalier Carcassonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00009

Arrêté N°2021-5164 CH Castelnaudary MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5164

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Castelnaudary

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Castelnaudary,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110780087

EG FINESS : 110000049

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Castelnaudary est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **20 741 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **12 274 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **1 062 756 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **32 212 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **926 107,96 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **44 881,38 €**
- Aides à la contractualisation : **881 226,58 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **1 854,76 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **1 854,76 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **1 715 169,47 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 002 623,64 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **20 741 €**, soit **1 728 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **12 274 €**, soit **1 023 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **1 062 756 €**, soit **88 563 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **44 881,38 €** (hors crédits non reconductibles), soit **3 740,12 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **1 484 043,47 €** (hors crédits non reconductibles), soit **123 670,29 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **840 974,64 €** (hors crédits non reconductibles), soit **70 081,22 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Castelnaudary et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude et le Représentant du Centre Hospitalier Castelnaudary sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00010

Arrêté N°2021-5166 CH Limoux-Quillan MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5166

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier de Limoux Quillan

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier de Limoux Quillan,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110780707

EG FINESS : 110000189

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier de Limoux Quillan est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **20 223 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **27 615 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **1 134 453,70 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **37 219,10 €**
- Aides à la contractualisation : **1 097 234,60 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **9 227,47 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **1 770,00 €**
- Aides à la contractualisation : **7 457,47 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **3 287 107,49 €**

Article 6 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **20 223 €**, soit **1 685 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **27 615 €**, soit **2 301 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **37 219,10 €** (hors crédits non reconductibles), soit **3 101,59 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **1 770,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **147,50 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 889 801,49 €** (hors crédits non reconductibles), soit **240 816,79 €**

Article 7 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier de Limoux Quillan et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 8 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude et le Représentant du Centre Hospitalier de Limoux Quillan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-10-13-00009

Décision N°2021-5146 Commission Contrôle ARS

Le Directeur général

Décision ARS Occitanie / 2021- 5146

**DECISION PORTANT :
DESIGNATION DES MEMBRES DU COLLEGE DES REPRESENTANTS
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE SIEGEANT AU
SEIN DE LA COMMISSION DE CONTROLE PREVUE A L'ARTICLE
L.162-23-13 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE**

- Vu** le Code de la sécurité sociale et, notamment les articles L162-23-13, R162-35 et suivants ;
- Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- Vu** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** le décret n° 2011-1209 du 29 septembre 2011 modifiant les dispositions relatives au contrôle de la tarification à l'activité des établissements de santé ;
- Vu** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu** le décret n°2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;
- Vu** le décret n°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie ;

Considérant l'article R. 162-35 du code de la sécurité sociale qui prévoit notamment : « *Les membres de la commission sont nommés pour cinq ans. Des suppléants en nombre égal à celui des titulaires sont désignés dans les mêmes conditions. Le remplacement d'un membre de la commission, en cas de cessation de fonctions au cours du mandat, s'effectue dans les mêmes conditions que sa nomination et pour la durée du mandat qui reste à courir.*

Le président de la commission est désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé parmi les représentants de l'agence. »

Décide

Article 1 :

La composition du collège des représentants de l'Agence régionale de santé Occitanie siégeant au sein de la commission de contrôle prévue par l'article L 162-23-13 du Code de la sécurité sociale est fixée comme suit :

TITULAIRES :

Dr Jean-Jacques MORFOISSE
M. Bertrand PRUDHOMMEAUX
M. Pascal DURAND
Mme Marie-Pierre BATTESTI
Mme Emmanuelle MICHAUD

SUPPLEANTS :

M. Brice GARROS
Mme Laura FABRE-KRAMARZ
Mme Alexia EVESQUE
M. Christophe BONNIER
Mme Andréa NEUF-MARS

Article 2 :

M. Jean-Jacques MORFOISSE est nommé Président de la commission de contrôle. En cas d'absence ou d'indisponibilité de M. Jean-Jacques MORFOISSE, la présidence sera assurée par M. Bertrand PRUDHOMMEAUX.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Article 4 :

Le recours contentieux contre la présente décision peut être formé devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 5 :

Le Directeur de l'offre de soins et de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 octobre 2021

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00011

Arrêté N°2021-5165 CH Narbonne MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5165

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Narbonne

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Narbonne,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110780137

EG FINESS : 110000056

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Narbonne est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **275 095 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **14 502 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **5 453 737 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **89 068 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **5 097 846,18 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **927 374,64 €**
- Aides à la contractualisation : **4 170 471,54 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **139,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **139,00 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 018 396,85 €**

au titre des activités de Psychiatrie : **9 088 963,62 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **2 924 140,24 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **275 095 €**, soit **22 925 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **14 502 €**, soit **1 208 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **5 453 737 €**, soit **454 478 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **1 661 681,60 €** (hors crédits non reconductibles), soit **138 473,47 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **139,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **11,58 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **1 799 107,94 €** (hors crédits non reconductibles), soit **149 925,66 €**

Base de calcul pour la DAF PSY égal à un douzième de **8 397 622,62 €** (hors crédits non reconductibles), soit **699 801,89 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **2 431 361,24 €** (hors crédits non reconductibles), soit **202 613,44 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Narbonne et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivotal de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréfuges citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude et le Représentant du Centre Hospitalier Narbonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00012

Arrêté N°2021-5167 CH Lézignan-Corbières
MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5167

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Lézignan-Corbières

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Lézignan-Corbières,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110780772

EG FINESS : 110000247

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Lézignan-Corbières est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **12 194 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **16 175 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **211 975,70 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **63 256,00 €**
- Aides à la contractualisation : **148 719,70 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **5 994,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **5 994,00 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **3 277 185,21 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 032 800,00 €**

Article 6 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **12 194 €**, soit **1 016 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **16 175 €**, soit **1 348 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **63 256,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **5 271,33 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 966 455,21 €** (hors crédits non reconductibles), soit **247 204,60 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **885 827,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **73 818,92 €**

Article 7 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Lézignan-Corbières et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 8 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude et le Représentant du Centre Hospitalier Lézignan-Corbières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00013

Arrêté N°2021-5168 CH Port la Nouvelle MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5168

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Francis Vals Port-la-Nouvelle

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Francis Vals Port-la-Nouvelle,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110781010
EG FINESS : 110000262

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Francis Vals Port-la-Nouvelle est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **21 780 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **26 839,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **8 186,00 €**
- Aides à la contractualisation : **18 653,00 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **3 408 895,39 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **21 780 €**, soit **1 815 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **26 839,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **2 236,58 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **3 008 950,17 €** (hors crédits non reconductibles), soit **250 745,85 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Francis Vals Port-la-Nouvelle et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude et le Représentant du Centre Hospitalier Francis Vals Port-la-Nouvelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00014

Arrêté N°2021-5169 AASM MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5169

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
de l'USSAP - AAASM

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et l'USSAP - AAASM,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 110786324
EG FINESS : 110785516

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'USSAP - AAASM est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **23 617 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **269 454,18 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **24 462,00 €**
- Aides à la contractualisation : **244 992,18 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **3 352 574,07 €**

au titre des activités de Psychiatrie : **35 998 271,23 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **969 712,00 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **23 617 €**, soit **1 968 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **28 163,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **2 346,92 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **3 180 809,49 €** (hors crédits non reconductibles), soit **265 067,46 €**

Base de calcul pour la DAF PSY égal à un douzième de **33 802 292,62 €** (hors crédits non reconductibles), soit **2 816 857,72 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **885 336,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **73 778,00 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre l'USSAP - AAASM et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie et le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00015

Arrêté N°2021-5170 CH Millau MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5170

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Millau

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Millau,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120004528

EG FINESS : 120004569

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Millau est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **85 724 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **9 436 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **2 150 180 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **37 578 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **2 262 144,58 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **229 276,12 €**
- Aides à la contractualisation : **2 032 868,46 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **0,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **0,00 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **3 167 440,00 €**

au titre des activités de Psychiatrie : **8 123 816,38 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 872 104,12 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **85 724 €**, soit **7 144 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **9 436 €**, soit **786 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **2 150 180 €**, soit **179 182 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **340 189,48 €** (hors crédits non reconductibles), soit **28 349,12 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 818 646,12 €** (hors crédits non reconductibles), soit **234 887,18 €**

Base de calcul pour la DAF PSY égal à un douzième de **7 523 865,18 €** (hors crédits non reconductibles), soit **626 988,77 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **1 615 924,12 €** (hors crédits non reconductibles), soit **134 660,34 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Millau et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivotal de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Millau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00016

Arrêté N°2021-5171 CH Saint Affrique MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5171

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Emile Borel

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Emile Borel,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120004619

EG FINESS : 120004668

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Emile Borel est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait annuel relatif aux activités isolées : **1 130 023 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **49 882 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **15 021 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **2 009 965 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **31 739 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **953 316,27 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **2 735,00 €**
- Aides à la contractualisation : **950 581,27 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **0,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **0,00 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 329 422,80 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 354 795,88 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel relatif aux activités isolées (FAI) égal à un douzième de **1 130 023 €**, soit **94 169 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **49 882 €**, soit **4 157 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **15 021 €**, soit **1 252 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **2 009 965 €**, soit **167 497 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **92 967,64 €** (hors crédits non reconductibles), soit **7 747,30 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 120 061,13 €** (hors crédits non reconductibles), soit **176 671,76 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **1 118 941,88 €** (hors crédits non reconductibles), soit **93 245,16 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Emile Borel et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Emile Borel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00017

Arrêté N°2021-5172 CH Rodez MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5172

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Rodez

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Rodez,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120780044

EG FINESS : 120000039

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Rodez est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe : **178 340 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **395 981 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **10 887 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **5 806 575 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **61 534 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **7 118 192,94 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **2 855 407,81 €**
- Aides à la contractualisation : **4 262 785,13 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **1 678,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **1 678,00 €**
- Aides à la contractualisation : **0,00 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 994 964,73 €**

au titre des activités de Psychiatrie : **4 816 894,05 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 026 476,64 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe (CPO) égal à un douzième de **178 340 €**, soit **14 862 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **395 981 €**, soit **32 998 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **10 887 €**, soit **907 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **5 806 575 €**, soit **483 881 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **4 024 056,55 €** (hors crédits non reconductibles), soit **335 338,05 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **1 678,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **139,83 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 700 672,24 €** (hors crédits non reconductibles), soit **225 056,02 €**

Base de calcul pour la DAF PSY égal à un douzième de **4 439 494,05 €** (hors crédits non reconductibles), soit **369 957,84 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **865 402,64 €** (hors crédits non reconductibles), soit **72 116,89 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Rodez et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Rodez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00018

Arrêté N°2021-5173 CH Villefranche MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5173

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Villefranche de Rouergue

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Villefranche de Rouergue,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120780069

EG FINESS : 120000054

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Villefranche de Rouergue est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait annuel relatif aux activités isolées : **678 016 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **146 975 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **13 260 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **2 047 456 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **31 622 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **1 474 162,62 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **177 931,62 €**
- Aides à la contractualisation : **1 296 231,00 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **16 705,64 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **565,00 €**
- Aides à la contractualisation : **16 140,64 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **3 123 267,16 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **3 086 042,36 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel relatif aux activités isolées (FAI) égal à un douzième de **678 016 €**, soit **56 501 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **146 975 €**, soit **12 248 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **13 260 €**, soit **1 105 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **2 047 456 €**, soit **170 621 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **236 752,66 €** (hors crédits non reconductibles), soit **19 729,39 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **13 277,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **1 106,42 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 870 269,25 €** (hors crédits non reconductibles), soit **239 189,10 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **2 655 329,36 €** (hors crédits non reconductibles), soit **221 277,45 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Villefranche de Rouergue et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Villefranche de Rouergue sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00019

Arrêté N°2021-5174 CH Decazeville MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5174

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Decazeville

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Decazeville,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120780085

EG FINESS : 120000070

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Decazeville est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 6 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **39 903 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **16 129 €**

Article 3 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **2 217 790 €**

Dotation complémentaire à la qualité : **35 439 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **837 040,28 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **37 897,39 €**
- Aides à la contractualisation : **799 142,89 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **0,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **0,00 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 498 157,62 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 051 070,00 €**

Article 7 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **39 903 €**, soit **3 325 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **16 129 €**, soit **1 344 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **2 217 790 €**, soit **184 816 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **53 650,39 €** (hors crédits non reconductibles), soit **4 470,87 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 164 635,06 €** (hors crédits non reconductibles), soit **180 386,26 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **868 004,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **72 333,67 €**

Article 8 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Decazeville et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 9 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Decazeville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00020

Arrêté N°2021-5175 CH Saint Geniez d'Olt
MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5175

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Saint Geniez d'Olt

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Saint Geniez d'Olt,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120780093

EG FINESS : 120000088

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Saint Geniez d'Olt est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **4 164 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **8 071 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **58 870,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **58 870,00 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **3 625,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **3 625,00 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **1 857 352,59 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 182 611,40 €**

Article 6 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **4 164 €**, soit **347 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **8 071 €**, soit **673 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **3 625,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **302,08 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **1 582 173,81 €** (hors crédits non reconductibles), soit **131 847,82 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **1 023 600,40 €** (hors crédits non reconductibles), soit **85 300,03 €**

Article 7 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Saint Geniez d'Olt et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 8 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Saint Geniez d'Olt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00021

Arrêté N°2021-5176 CH Espalion MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5176

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier d'Espalion

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier d'Espalion,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120780101
EG FINESS : 120000096

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier d'Espalion est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD : **3 319 €**

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **22 890 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **209 786,07 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **209 786,07 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **43 419,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **5 935,00 €**
- Aides à la contractualisation : **37 484,00 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **7 489 851,34 €**

Article 6 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de MCO, dialyse et HAD égal à un douzième de **3 319 €**, soit **277 €**

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **22 890 €**, soit **1 908 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **43 419,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **3 618,25 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **6 671 450,98 €** (hors crédits non reconductibles), soit **555 954,25 €**

Article 7 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier d'Espalion et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 8 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier d'Espalion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00022

Arrêté N°2021-5177 CSSR la Clauze MIGAC 2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5177

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du CSSR la Clauze

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le CSSR la Clauze,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120000104
EG FINESS : 120780135

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CSSR la Clauze est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **44 542 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **532 096,18 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **21 180,00 €**
- Aides à la contractualisation : **510 916,18 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **5 458 867,36 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **44 542 €**, soit **3 712 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **32 148,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **2 679,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **5 191 947,14 €** (hors crédits non reconductibles), soit **432 662,26 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le CSSR la Clauze et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie et le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00023

Arrêté N°2021-5178 CHS Sainte Marie MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5178

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Spécialisé Sainte Marie

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Spécialisé Sainte Marie,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 630786754
EG FINESS : 120780283

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Spécialisé Sainte Marie est fixé pour l'année 2021, à l'article 2 :

Article 2 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Psychiatrie : **44 807 645,38 €**

Article 3 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour la DAF PSY égal à un douzième de **42 000 349,47 €** (hors crédits non reconductibles), soit **3 500 029,12 €**

Article 4 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Spécialisé Sainte Marie et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 5 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie et le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2021-11-09-00024

Arrêté N°2021-5179 CH Maurice Fenaille MIGAC
2021

ARRETE ARS OCCITANIE / 2021 - 5179

fixant les recettes d'assurance maladie MIGAC (hors FIR), DAF et forfaits pour l'année 2021
du Centre Hospitalier Maurice Fenaille

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 notamment son article 33 modifié,

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,

Vu l'ordonnance no 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Mr Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L174-6 CSS,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2021 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 23 février 2018 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 5 avril 2018 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en oeuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 relatif aux modalités de calcul pour 2020 du coefficient de transition mentionné à l'article 6 du décret n°2017-500 du 6 avril 2017 modifié relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux 10 à 30 du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie N°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Maurice Fenaille,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 120780291
EG FINESS : 120000153

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Maurice Fenaille est fixé pour l'année 2021, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés comme suit :

pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR : **20 312 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **0,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **0,00 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 794 021,95 €**

au titre des activités de soins de longue durée : **1 627 127,24 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait IFAQ pour les activités de SSR égal à un douzième de **20 312 €**, soit **1 693 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **0,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **0,00 €**

Base de calcul pour la DAF SSR égal à un douzième de **2 455 003,95 €** (hors crédits non reconductibles), soit **204 583,66 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **1 406 941,24 €** (hors crédits non reconductibles), soit **117 245,10 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Maurice Fenaille et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron et le Représentant du Centre Hospitalier Maurice Fenaille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 9 novembre 2021

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

ARS OCCITANIE

R76-2021-11-15-00002

Arrêté modifiant la composition nominative du
Conseil de surveillance du CHU de Toulouse

ARRETE ARS OCITANIE / 2021- 5429

Modifiant la composition nominative du Conseil de surveillance du CHU de Toulouse (31)

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5 et L.6143-6 ; R.6143-1 et R.6143-3 ; R.6143-4 ; R.6143-12 et 13 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu le décret 2016-1264 du 28 novembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;

Vu le décret ministériel du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 5 novembre 2018 ;

Vu la décision ARS LR-MP/2016 AA2 du 4 janvier 2016 portant nomination des directeurs dans le cadre de la nouvelle organisation de l'ARS Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées ;

Vu la décision ARS Occitanie n°2020-0036 du 10 janvier 2020 modifiant la décision ARS Occitanie n° 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur général de l'ARS Occitanie ;

Vu l'arrêté modificatif ARS Occitanie n°2021-2723 du 14 juin 2021 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse ;

Vu l'arrêté du Président du conseil départemental de la Haute-Garonne en date du 8 juillet 2021 désignant **Monsieur Vincent GIBERT**, en qualité de représentant au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil départemental du Tarn en date du 24 septembre 2021 désignant **Monsieur Etienne MOULIN**, en qualité de représentant au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse ;

Vu la délibération en date du 22 octobre 2021 de Madame la Présidente du Conseil Régional Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée désignant **Monsieur Guillaume DE ALMEIDA CHAVES** en qualité de représentant au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse ;

Vu la candidature de **Madame Noëlle GAUDIN** en qualité de représentante des familles des personnes accueillies en USLD ou dans un EHPAD au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse ;

Vu la demande de modification de la composition nominative du conseil de surveillance par courriel du directeur de cabinet du CHU de Toulouse ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

L'article 2 de l'arrêté modificatif ARS Occitanie 2021-2723 susvisé est modifié comme suit :

I Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° En qualité de représentants des collectivités territoriales :

- **Monsieur Vincent GIBERT**, représentant le Conseil Départemental de la Haute-Garonne ;
- **Monsieur Etienne MOULIN**, représentant du Conseil Départemental du Tarn ;
- **Monsieur Guillaume DE ALMEIDA CHAVES**, représentant du Conseil Régional Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée;

II Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- **Madame Noëlle GAUDIN**, représentante des familles des personnes accueillies en USLD ou dans un EHPAD ;

ARTICLE 2:

Par conséquent, la composition du conseil de surveillance du C.H.U. de Toulouse (31), Etablissement public de santé est arrêtée comme suit :

I Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° En qualité de représentants des collectivités territoriales :

- Madame Patricia BEZ, représentante de la ville de Toulouse ;
- Monsieur Jean-Michel LATTES, représentant Toulouse Métropole(nouveau mandat) ;
- **Monsieur Vincent GIBERT**, représentant le Conseil Départemental de la Haute-Garonne ;
- **Monsieur Etienne MOULIN**, représentant du Conseil Départemental du Tarn ;
- **Monsieur Guillaume DE ALMEIDA CHAVES**, représentant du Conseil Régional Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée;

2° En qualité de représentants du personnel :

- Madame Sylvie GARCIA, représentant la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- Mme le Docteur Annick SEVELY, représentant la commission médicale d'établissement ;
- M. le Professeur Michel SOULIE, représentant la commission médicale d'établissement ;
- M. Philippe SORIGNET, représentant de l'organisation syndicale CFDT ;
- M. Julien TERRIE, représentant de l'organisation syndicale CGT ;

3° En qualité de personnalités qualifiées :

- Monsieur le Docteur Michel DUTECH, personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- Monnsieur le Professeur Marcel DAHAN, personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- Monsieur Philippe RAIMBAULT, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de la Haute-Garonne ;
- Madame Ginette ARIAS, représentant l'association France Alzheimer 31, désignée par le Préfet de la Haute-Garonne (renouvellement de mandat) ;
- Madame Gisèle JUCLA, représentant l'association « Les Blouses Roses », désignée par le Préfet de la Haute-Garonne (renouvellement de mandat) ;

II Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le Vice Président du Directoire du C.H.U. de Toulouse ;
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein de l'établissement ;
- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de la Haute-Garonne ;
- Le Directeur de l'unité de formation et de recherche médicale ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical
- **Madame Noëlle GAUDIN**, représentante des familles des personnes accueillies en USLD ou dans un EHPAD ;

ARTICLE 3 :

La durée du mandat des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R.6143-12 du code de la santé publique.
Le mandat prend fin en même temps que le mandat au titre desquels les membres ont été désignés.

ARTICLE 4 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Occitanie.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Directeur Général du CHU de Toulouse sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région-Occitanie.

Fait à Montpellier, le 15/11/2021

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS OCCITANIE

R76-2021-11-08-00009

Arrêté ARS-OC n° 2021-5138 du 08/11/2021
portant autorisation de transfert d une officine
de pharmacie à BESSEGES (Gard)

ARRETE ARS OC n°2021-5138

Portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à BESSEGES (Gard)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Région Occitanie ;

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.5125-3 à L.5125-20 et R 5125-1 à R 5125-11,

Vu l'Ordonnance n°2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie,

Vu le décret n° 2018-671 du 30 juillet 2018 pris en application de l'article L 5125-3,1° du Code de la santé publique définissant les conditions de transport pour l'accès à une officine en vue de caractériser un approvisionnement en médicaments compromis pour la population ;

Vu le décret n° 2018-672 du 30 juillet 2018 relatif aux demandes d'autorisation de création, transfert et regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2018 fixant la liste des pièces justificatives accompagnant toute demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur RICORDEAU Pierre en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

Vu le décret du Conseil d'Etat n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la Région Occitanie ;

Vu la décision ARS Occitanie n°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

Vu la demande adressée le 07 juillet 2021 à l'Agence Régionale de Santé Occitanie, au nom de la SELARL Pharmacie SAINT ETIENNE par Madame Véronique SAINT ETIENNE, pharmacienne titulaire de la pharmacie dénommée « Pharmacie SAINT ETIENNE » sise 14 Rue de la république à BESSEGES (30160), afin d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine qu'elle exploite sous la licence n° 30#000066 depuis le 31 décembre 2019, dans un nouveau local situé Avenue Alphonse Peyric (référence cadastrale référencée Section AE n°644) dans la même commune ;

Vu l'avis du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens d'Occitanie du 14 octobre 2021 ;

Vu l'avis du représentant du Syndicat des Pharmaciens pour la région Occitanie du 30 septembre 2021 ;

Vu l'avis du représentant de l'Union des syndicats des pharmaciens d'officine pour la région Occitanie du 06 septembre 2021 ;

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.occitanie.ars.sante.fr



**Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie**
www.prs.occitanie-sante.fr

CONSIDERANT que la commune de BESSEGES compte une population municipale recensée de 2838 habitants au dernier recensement entré en vigueur au 1^{er} janvier 2021 et une seule officine de pharmacie située 14, rue de la république principale, au rez-de-chaussée d'une maison de village, dans une rue à sens unique de circulation bordée de trottoirs, où les places de stationnement sont peu nombreuses et souvent occupées ;

CONSIDERANT que la configuration des lieux n'offre pas de réelles possibilités d'agrandissement et ne permet pas un exercice adapté aux nouvelles missions du pharmacien ;

CONSIDERANT que le transfert sollicité s'effectue à 400 mètres à pied environ du local d'origine, le long de la rivière « la Cèze » (du même côté que la pharmacie actuelle), à proximité de la seule grande surface de la commune (Carrefour Market) et de la grand Place, la « Place de la révolution » ;

CONSIDERANT que le local d'implantation projeté sera accessible pour les piétons, par l'Avenue Alphonse Peyric, la Rue de la Gare, ainsi que par la voie qui traverse « la Cèze », et pour les véhicules motorisés par l'Avenue la Rue de la république, l'Avenue Alphonse Peyric ; un parking attenant à l'officine disposera de 12 places de stationnement dont une place dédiée aux personnes à mobilité réduite ;

CONSIDERANT que l'officine projetée sera située à proximité (environ 350 mètres) de la maison de santé pluridisciplinaire de la commune, ce qui contribuera davantage à l'offre de soins globale ;

CONSIDERANT que la population du local d'origine situé 14 Rue de la république à BESSEGES pourra continuer à s'approvisionner auprès de la SELARL Pharmacie SAINT ETIENNE qui se déplacera seulement de 400 mètres et poursuivra, ainsi, l'approvisionnement en médicaments des habitants de l'ensemble de la commune ;

CONSIDERANT que, dans ce contexte, le projet n'entraîne pas d'abandon de clientèle au sens de l'article L 5125-3 du Code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le local envisagé se situera Avenue Alphonse Peyric, dans un local à proximité de la place principale de la commune et du seul centre commercial et d'activités commerciales de celle-ci, dans un lieu bénéficiant d'une parfaite visibilité (au carrefour des différents axes desservant la commune), accessible à tous (véhicules, motorisés piétons), où les commodités de stationnement seront développées (12 places de parking dont place PMR) ;

CONSIDERANT que le nouvel emplacement de Madame Véronique SAINT ETIENNE permettra une desserte en médicaments optimale au regard des besoins de la population de tous les habitants de BESSEGES ;

CONSIDERANT que le transfert répond aux conditions posées par les articles L 5125-3, L 5125-3-2, L 5125-3-3 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le rapport d'enquête du pharmacien inspecteur de santé publique conclut que le nouveau local est conforme aux conditions d'installation d'une officine ;

CONSIDERANT que le local projeté en vue du transfert respecte en effet les conditions prévues aux articles R 5125-8 et R 5125-9 et est conforme au 2° de l'article L 5125-3-2 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le dossier présenté par Madame Véronique SAINT ETIENNE au nom de la SELARL « Pharmacie SAINT ETIENNE » enregistré le 22 juillet 2021 sous le n°2021-30-0027 au vu de l'état complet du dossier et instruit par les services de la Direction du Premier Recours de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, répond aux exigences de la réglementation en vigueur ;

ARRETE

Article 1^{er} : Madame Véronique SAINT ETIENNE est autorisée à transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite sise, 14 Rue de la république, à BESSEGES (30620), dans un nouveau local situé Avenue Alphonse Peyric (référence cadastrale référencée Section AE n°644) dans la même commune. La licence ainsi octroyée est enregistrée sous le n° 30#000577

Article 2 : La présente autorisation de transfert ne prendra effet qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation au pharmacien demandeur ;

Article 3 : L'officine faisant l'objet de la présente licence doit être effectivement ouverte au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans qui court à partir du jour de la notification du présent arrêté, sauf prolongation en cas de force majeure ;

Article 4 : Toute fermeture définitive de l'officine entraîne la caducité de la licence qui doit être remise au Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie, par son dernier titulaire ou ses héritiers.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié à l'auteur de la demande.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des solidarités et de la santé et /ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Occitanie.

MONTPELLIER, le 08 novembre 2021

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation
Le Directeur du Premier Recours



Pascal DURAND

ARS OCCITANIE

R76-2021-11-08-00012

Arrêté portant composition du Comité de
Protection des Personnes Sud-Méditerranée 3
situé à Nîmes

ARRETE N° 2021-5147 du 8 novembre 2021

Portant nomination des membres du Comité de Protection des Personnes de Sud-Méditerranée III situé à Nîmes

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- VU la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1123-1 à L. 1123-14, et R. 1123-1 à R. 1123-26 ;
- VU l'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- VU le décret n°2021-301 du 19 mars 2021 modifiant certains articles du titre II du livre 1^{er} de la première partie du code de la santé publique (partie réglementaire) relatif aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 mai 2018 portant renouvellement de l'agrément des comités de protection des personnes ;
- VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU l'instruction n° DGS/PP1/2021/125 du 11 juin 2021 relative au renouvellement des membres des comités de protection des personnes et à leur nomination par arrêté des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU l'appel à candidature diffusé par l'ARS Occitanie en date du 8 octobre 2021 pour siéger au sein des quatre Comités de Protection des Personnes de la région de l'Occitanie » ;
- VU les dossiers de candidature reçus par l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés en qualité de membres du Comité de Protection des Personnes de « Sud-Méditerranée III » :

- **Premier collègue**

- Huit personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche impliquant la personne humaine, dont au moins quatre médecins et deux personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière de biostatistique ou d'épidémiologie :
 - **Professeur Jean-Yves LEFRANT** - Anesthésiste /Réanimateur – CHU de Nîmes
 - **Professeur Denis MOTTET** - Médecin rééducateur – réadaptateur - Université de Montpellier
 - **Dr Valéry ANTOINE** - Oncogériatre - CHU de Nîmes
 - **Dr Massimo DI MAIO** - Pédiatre – Néonatalogie CHU de Nîmes
 - **Dr Ismaël CONEJERO** - Psychiatre – CHU de Nîmes
 - **M. Christophe DEMATTEI** - Ingénieur biostatisticien méthodologiste - CHU de Nîmes
 - **Mme Sophie BASTIDE** -Praticien hospitalo-universitaire – CHU de Nîmes
 - **Mme Sophie GRANIER** - Chargée de mission recherche - Direction de la recherche du CHU de Nîmes
- Deux médecins spécialistes de médecine générale
 - **Dr Philippe SERAYER** - Médecin généraliste libéral
 - **Dr Claudine GRAS-AYGON** - Médecin généraliste libéral
- Deux pharmaciens hospitaliers
 - **Dr Albin MOURGUES** - Pharmacien hospitalier – CH Bagnols sur Cèze
 - **Mme Géraldine LEGUELINEL-BLACHE** - Pharmacien hospitalier – CHU de Nîmes
- Deux auxiliaires médicaux
 - **M. Sébastien GARCIA SIMON** - Infirmier de réanimation - CHU de Nîmes
 - **M. Antoine GIRON** - Infirmier de recherche clinique et coordinateur d'études cliniques – CHU de Nîmes

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

- **Second collège**

- Deux personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthique
 - **Mme Chantal BERHAULT** - Inspectrice de l'action sanitaire et sociale de classe exceptionnelle – échelon spécial
 - **Mme Geneviève BAVILLE VALADE** - Directrice des soins honoraire
- Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en sciences humaines et sociales ou de leur expérience dans le domaine de l'action sociale
 - **Mme Laoridi HERITIER** - Psychologue clinicienne – CHU de Nîmes
 - **Mme Christelle AVELA** - Psychologue clinicienne – CHU de Nîmes
 - **Mme Anne MENSUELLE FERRARI** - Directrice Pôle gériatrique de la Croix rouge française du Gard
 - *Sera désigné ultérieurement*
- Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique
 - **Mme Elisabeth TOULOUSE-MULLER** - Magistrat de l'ordre judiciaire - Conseiller à la Cour d'appel de Nîmes
 - **Mme Morgane GRIT** - Docteur en Droit
 - **M. Christophe ROLLAND** - Juge des tutelles
 - **M. Eric DUPEYRON** - Directeur Adjoint CHU de Nîmes
- Quatre représentants des associations agréées dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades, conformément aux dispositions de l'article L. 1114-1
 - **Mme Lisette PERSILLET** - Représentante départementale de l'Association des paralysés de France (APF)
 - **M. Raoul PIGNARD** - Représentant de la Ligue nationale contre le cancer (LNCC)
 - *Sera désigné ultérieurement*
 - *Sera désigné ultérieurement*

Article 2 : Le mandat des membres du Comité de Protection des Personnes est de 3 ans à compter du 15 novembre 2021.

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

Article 3 : Les membres peuvent être membres d'un autre comité de protection des personnes ou participer en tant que de besoin à une session d'un autre comité de protection des personnes.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux membres ci-avant nommés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Le Directeur de la Direction des droits des usagers et des affaires juridiques (DUAJ) de l'Agence Régionale Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Occitanie.

Montpellier, le 8 novembre 2021

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé

SIGNE

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

ARS OCCITANIE

R76-2021-11-08-00013

Arrêté portant composition du Comité de
Protection des Personnes Sud-Méditerranée 4
situé à Montpellier

ARRETE N° 2021-5148 du 8 novembre 2021

Portant nomination des membres du Comité de Protection des Personnes de Sud-Méditerranée IV situé à Montpellier

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- VU la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1123-1 à L. 1123-14, et R. 1123-1 à R. 1123-26 ;
- VU l'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- VU le décret n°2021-301 du 19 mars 2021 modifiant certains articles du titre II du livre 1^{er} de la première partie du code de la santé publique (partie réglementaire) relatif aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 mai 2018 portant renouvellement de l'agrément des comités de protection des personnes ;
- VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU l'instruction n° DGS/PP1/2021/125 du 11 juin 2021 relative au renouvellement des membres des comités de protection des personnes et à leur nomination par arrêté des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU l'appel à candidature diffusé par l'ARS Occitanie en date du 8 octobre 2021 pour siéger au sein des quatre Comités de Protection des Personnes de la région de l'Occitanie » ;
- VU les dossiers de candidature reçus par l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés en qualité de membres du Comité de Protection des Personnes de « Sud-Méditerranée IV » :

- **Premier collègue**

➤ Huit personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche impliquant la personne humaine, dont au moins quatre médecins et deux personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière de biostatistique ou d'épidémiologie :

- **Dr Thierry CHEVALLIER** - Médecin Praticien hospitalier – biostatisticien et épidémiologiste au CHU de Nîmes
- **Pr Jean- Marc DAVY**- Professeur émérite en cardiologie – Université de Montpellier
- **Dr Farid BEKARA** - Praticien hospitalier - CHU de Montpellier
- **Dr Nicolas VINAY** - Docteur de l'Université de Montpellier - Centre médical Estanove – Montpellier
- **Dr Yves-Marie PERS** - Maître de conférence Hospitalo-Universitaire - CHU de Montpellier
- **Pr Jean RIBSTEIN** - Professeur des Universités émérite
- **Mme Stéphanie DELAINE CLISANT** - Chargée de mission - Direction de la recherche clinique et Innovation
- **M. Simon THEZENAS** - Biostatisticien – Institut du cancer de Montpellier

➤ Deux médecins spécialistes de médecine générale

- **Dr Pierre CAUQUIL** – Médecin – Montpellier
- **Dr Frédéric BERNARD** - Pédiatre - Unité Douleur et Soins Palliatifs Pédiatriques - Hôpital Lapeyronie - CHU Montpellier

➤ Deux pharmaciens hospitaliers

- **Mme Audrey CASTET-NICOLAS** - CHU de Montpellier
- **Mme Fanny LEENHARDT** - Laboratoire de Pharmacocinétique de la Faculté de Pharmacie, Montpellier

- Deux auxiliaires médicaux
 - **M. Albert PRADES** - Infirmier – Hôpital Saint Eloi – CHU Montpellier
 - *Sera désigné ultérieurement*
- **Second collège**
 - Deux personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthique
 - **Mme Sophie LE TURCQ-GROSS** – Infirmière
 - **M. Yannick BARDIE** - Enseignant – chercheur et conférencier
Doctorant en Gestion des Systèmes d'Information, appliqués à la Sécurité Pharmaceutique
 - Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en sciences humaines et sociales ou de leur expérience dans le domaine de l'action sociale
 - **Mme Janine GHIA-PUISSOCHET** - Psychologue clinicienne
 - **Mme Laurence NEGRE-PAGES** - Psychologue Clinicienne - Hôpital La Colombière – Montpellier
 - **M. Jean-Paul RAYNAUD** - Travailleur social – Educateur spécialisé retraité
 - **M. Jean-François LASSALVY** - Formateur à l'Institut Régional du Travail social de Montpellier
 - Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique
 - **M. Bernard VIDAL** - Avocat au Barreau de Montpellier
 - **Mme Virginie RAGE-ANDRIEU** - Maître de conférences en Droit de la Santé – Montpellier
 - *Sera désigné ultérieurement*
 - *Sera désigné ultérieurement*
 - Quatre représentants des associations agréées dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades, conformément aux dispositions de l'article L. 1114-1
 - **M. André PILON** - Représentant de l'association pour le droit de mourir dans la dignité
 - **Mme Micheline CLAES** - Déléguée nationale et représentante de l'association pour le droit de mourir dans la dignité
 - **M. Bernard SAINT AUBERT** - Représentant de la Ligue Nationale contre le cancer
 - *Sera désigné ultérieurement*

Article 2 : La durée du mandat des membres du Comité de Protection des Personnes est de 3 ans à compter du 15 novembre 2021.

Article 3 : Les membres peuvent être membres d'un autre comité de protection des personnes ou participer en tant que de besoin à une session d'un autre comité de protection des personnes.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux membres ci-avant nommés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Le Directeur de la Direction des droits des usagers et des affaires juridiques (DUAJ) de l'Agence Régionale Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Occitanie.

Montpellier, le 8 novembre 2021

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé

SIGNE

Pierre RICORDEAU

ARS OCCITANIE

R76-2021-11-08-00010

Arrêté portant composition du Comité de
Protection des Personnes Sud-Ouest et
Outre-Mer 1 situé à Toulouse

ARRETE N° 2021-5149 du 8 novembre 2021

Portant nomination des membres du Comité de Protection des Personnes de Sud-Ouest et Outre-Mer I situé à Toulouse

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- VU la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1123-1 à L. 1123-14, et R. 1123-1 à R. 1123-26 ;
- VU l'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- VU le décret n°2021-301 du 19 mars 2021 modifiant certains articles du titre II du livre 1^{er} de la première partie du code de la santé publique (partie réglementaire) relatif aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 mai 2018 portant renouvellement de l'agrément des comités de protection des personnes ;
- VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU l'instruction n° DGS/PP1/2021/125 du 11 juin 2021 relative au renouvellement des membres des comités de protection des personnes et à leur nomination par arrêté des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU l'appel à candidature diffusé par l'ARS Occitanie en date du 8 octobre 2021 pour siéger au sein des quatre Comités de Protection des Personnes de la région de l'Occitanie » ;
- VU les dossiers de candidature reçus par l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés en qualité de membres du Comité de Protection des Personnes de « Sud-Ouest et outre-mer II » :

- **Premier collège**

➤ Huit personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche impliquant la personne humaine, dont au moins quatre médecins et deux personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière de biostatistique ou d'épidémiologie :

- **Dr Jean-Michel SENARD** - Médecin Praticien hospitalier en pharmacologie – CHU Toulouse
- **Dr Christine BREFEL-COURBON** - Praticien Hospitalier et maître de conférence des universités - CHU PURPAN
- **Professeur Etienne CHATELUT** - Institut Universitaire du Cancer Toulouse-Oncopole - Secteur pharmacologie
- **M. Franck MOESCH** - Consultant en recherche clinique - Membre de l'institut de recherche « midi recherche clinique » – Tarn et Garonne
- **M. Nicolas SAVY** - Méthodologiste statistique Université Paul Sabatier de Toulouse
- **Mme Jeanne-Hélène DI DONATO**- Fondatrice et dirigeante du réseau pour les ressources biologiques (3C- R) - Personne qualifiée en recherche biomédicale
- *Sera désigné ultérieurement - médecin*
- *Sera désigné ultérieurement - médecin*

➤ Deux médecins spécialistes de médecine générale

- *Sera désignée ultérieurement*
- *Sera désignée ultérieurement*

➤ Deux pharmaciens hospitaliers :

- **Mme Anne GUILLERMIN** – CH de Lavaur
- *Sera désigné ultérieurement*

➤ Deux auxiliaires médicaux :

- **M. Serge BOISSELIER** - Infirmier Hypno praticien – Clinique psychiatrique de Castelveil (31)
- **M. Thibault LANDES** - Masseuse kinésithérapeute à Toulouse

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

- **Second collège**

- Deux personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthique
 - **Mme Christine BARLA** - Pharmacienne hospitalière retraitée
 - *Sera désigné ultérieurement*
- Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en sciences humaines et sociales ou de leur expérience dans le domaine de l'action sociale
 - **Mme Josiane PERISSE** - Psychologue hors classe à l'Hôpital des enfants de Toulouse
 - **M. Jérôme CASTERAN** - Responsable Service d'Education Spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - Saint-Pierre-Espérance (11).
 - *Sera désigné ultérieurement*
 - *Sera désigné ultérieurement*
- Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique
 - **Mme Stéphanie BIMES-ARBUS** - Chargée d'enseignement en droit - Université Paul Sabatier – Faculté de médecine Toulouse Rangueil
 - **Mme Sophie DRUGEON** - Avocate au barreau de Toulouse
 - **Mme Lucie Garnier COUTILD** - Avocate indépendante à Toulouse
 - **Mme Philippine RANCHER** - Avocate à Toulouse
- Quatre représentants des associations agréées dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades, conformément aux dispositions de l'article L. 1114-1
 - **M. Frédéric ESCALA** - Président France Rein Occitanie Midi Pyrénées
 - **M. Jean- Luc PERRIGAULT** - Représentant de l'union régionale des associations familiales (URAF) -
 - *Sera désigné ultérieurement*
 - *Sera désigné ultérieurement*

Article 2 : Le mandat des membres du Comité de Protection des Personnes est de 3 ans à compter du 15 novembre 2021.

Article 3 : Les membres peuvent être membres d'un autre comité de protection des personnes ou participer en tant que de besoin à une session d'un autre comité de protection des personnes.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux membres ci-avant nommés.

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Le Directeur de la Direction des droits des usagers et des affaires juridiques (DUAJ) de l'Agence Régionale Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Occitanie.

Montpellier, le 8 novembre 2021

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé

SIGNE

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie
26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2
www.ars.occitanie.fr

ARS OCCITANIE

R76-2021-11-08-00011

Arrêté portant composition du Comité de
Protection des Personnes Sud-Ouest et
Outre-Mer 2 situé à Toulouse

ARRETE N° 2021-5150 du 8 novembre 2021

Portant nomination des membres du Comité de Protection des Personnes de Sud-Ouest et Outre-Mer II situé à Toulouse

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- VU la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1123-1 à L. 1123-14, et R. 1123-1 à R. 1123-26 ;
- VU l'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- VU le décret n°2021-301 du 19 mars 2021 modifiant certains articles du titre II du livre 1^{er} de la première partie du code de la santé publique (partie réglementaire) relatif aux recherches impliquant la personne humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 mai 2018 portant renouvellement de l'agrément des comités de protection des personnes ;
- VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU l'instruction n° DGS/PP1/2021/125 du 11 juin 2021 relative au renouvellement des membres des comités de protection des personnes et à leur nomination par arrêté des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU l'appel à candidature diffusé par l'ARS Occitanie en date du 8 octobre 2021 pour siéger au sein des quatre Comités de Protection des Personnes de la région de l'Occitanie » ;
- VU les dossiers de candidature reçus par l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés en qualité de membres du Comité de Protection des Personnes de « Sud-Ouest et outre-mer II » :

- **Premier collège**

- Huit personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche impliquant la personne humaine, dont au moins quatre médecins et deux personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière de biostatistique ou d'épidémiologie :
 - **Dr Hugues TOLOU** - Médecin et conseiller scientifique
 - **Dr Marie-Noëlle CUF** - Présidente du Comité de Recherche expert – Castres
 - **Dr Edmundo PEREIRA DE SOUZA NETO** - Médecin anesthésiste – réanimateur
Centre Hospitalier de Montauban
 - **Dr Françoise MAUPAS SCHWALM** - Cardiologue, Médecin du sport
 - **Dr Sébastien LAMY** - Docteur en épidémiologie – méthodologiste - Institut Claudius Régaud – Toulouse
 - **M. Abdel-Kader BOULANOUAR** - Ingénieur de recherche – Epidémiologiste
 - **M. Ronald BARBARAS** - Chercheur en biologie
 - **Mme Françoise AURIOL** - Ingénieur de recherche clinique - Hôpital des enfants - Toulouse
- Deux médecins spécialistes de médecine générale
 - **Dr Vladimir DRUEL** – Médecin généraliste à Deyme
 - *Sera désignée ultérieurement*
- Deux pharmaciens hospitaliers
 - **Mme Elodie CIVADE** - Pôle Neurosciences & Pôle Céphalique - CHU Toulouse
 - **Mme Aline JAMMES** - Hôpitaux de Toulouse

ARS Occitanie

26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2

www.ars.occitanie.fr

- Deux auxiliaires médicaux :
 - **Mme Arianne BLAISE** - Infirmière – Oncologie médicale – Institut Claudius Régaud–Toulouse
 - **Mme Chantal LAURENS** - Infirmière – Cadre supérieur de santé - CHU de Toulouse
- **Second collège**
 - Deux personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthique
 - **Mme Véronique BOISSELIER** - Directrice d'établissement médico-social - Foyer d'accueil médicalisé Fonds Peyré – SAINT JEAN
 - **Professeur Bettina COUDERC** - Institut Claudius Regaud - IUCT- Oncopole de Toulouse
 - Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en sciences humaines et sociales ou de leur expérience dans le domaine de l'action sociale
 - **Mme Hélène DELABAERE** - Psychologue spécialisée en Neuropsychologie et Gériatrie
 - **Mme Stéphanie IANNUZZI** – Psychologue
 - **Mme Anne-Marie BARRERE** - Assistante sociale retraitée
 - **Mme Béatrice BALLESTA** - Responsable régionale Qualité KORIAN
 - Quatre personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique
 - **Mme Marie-Emmanuelle KOPP-LASSERRE** - Avocate à la cour – Toulouse
 - **Mme Christine SAMALENS-COURONNE** - Avocat honoraire au barreau de Toulouse
 - **Mme Delphine REYNAUD-EYMARD** - Avocate – Toulouse
 - **Mme Noémie DUBRUEL** - Juriste en recherche clinique
 - Quatre représentants des associations agréées dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades, conformément aux dispositions de l'article L. 1114-1
 - **Mme Marianne LESCOUZERES** - Représentante de l'association de lutte contre la drépanocytose 31 (DREPA 31)
 - **M. Gilles POIDEVIN** - Représentant de l'association familiale catholique à Toulouse (AFC Toulouse)

ARS Occitanie
 26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2
www.arsoccitanie.fr

- **M. Michel MERCADIER** - Représentant de l'union régionale des associations familiales (URAF)
- *Sera désigné ultérieurement*

Article 2 : Le mandat des membres du Comité de Protection des Personnes est de 3 ans à compter du 15 novembre 2021.

Article 3 : Les membres peuvent être membres d'un autre comité de protection des personnes ou participer en tant que de besoin à une session d'un autre comité de protection des personnes.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux membres ci-avant nommés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Le Directeur des Droits des usagers et des affaires juridiques (DUAJ) de l'Agence Régionale de santé Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Occitanie.

Montpellier, le 8 novembre 2021

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé

SIGNE

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie
26-28 Parc Club du Millénaire – 1025 rue Henri Becquerel – CS30001 – 34067 Montpellier CEDEX 2
www.ars.occitanie.fr

Direction Départementale des Territoires

R76-2021-10-27-00008

Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter
un bien agricole au titre du contrôle des
structures, à l'attention du GAEC DE LA
CALCELIE.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt**

AGRI N°R76-2021-532

**Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole
au titre du contrôle des structures**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime dans ses articles L312-1, L331-1 à L331-12, R312-1 à R312-3, R331-1 à R331-12 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article R133-1 et suivants ;

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

Vu l'arrêté du 26 mars 2021 du préfet de la région Occitanie portant schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Occitanie ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2021 du préfet de la région Occitanie portant délégation de signature à M. Florent GUHL directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Occitanie ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2021 n° R76-2021-09-06-00012/DRAAF du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Occitanie portant subdélégation de signature à certains agents de la DRAAF ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée par le GAEC DE LA CALCELIE (Messieurs Jean-François COMBELLES et Gaëtan BARREAU) à « la Calcelié » commune de MONTREDON-LABESSONNIE auprès de la direction départementale des territoires du Tarn, enregistrée le 29 juin 2021, sous le n° 81211943, relative à un bien foncier agricole d'une superficie de 12,69 ha hectares sis sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE et propriété de l'Indivision BONNEL (Madame Evelyne CROS, Messieurs Michel et Robert BONNEL) ;

Service Régional de l'agriculture et de l'agroalimentaire
697 Avenue Étienne MEHUL CA Croix d'Argent
CS 90077
34078 MONTPELLIER Cedex 3
Tél. 04 67 10 18 80 – Fax. 04 67 10 01 02
Courriel : structures.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr
site internet : <http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/>

1/4

Vu l'arrêté de refus d'exploiter du 20 octobre 2021 au GAEC DE LA CALCELIE le bien foncier agricole d'une superficie de 3,7596 hectares, parcelles cadastrales n° AT004, AT0009, AT0010, AT0011, AT0012, AT0014 et AT0020 sis sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE appartenant à l'Indivision BONNEL (madame Evelyne CROS, messieurs Michel et Robert BONNEL).

Vu le seuil de soumission au contrôle des structures fixé à 74 hectares sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE par le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) Occitanie;

Vu la demande, non soumise à autorisation préalable d'exploiter, déposée le 23 juin 2021 par Madame Magali TRAUTMANN à « Ficartel » commune de MONTREDON-LABESSONNIE, auprès de la direction départementale des territoires du Tarn, sous le n° 81211944, pour la mise en valeur de 21,93 ha, dont 7,159 ha en concurrence avec le GAEC DE LA CALCELIE, soit les parcelles cadastrales n°AT0002, AT0068 (partiellement), AT0231, AT0241, AT0245, AT0248, AT0249 et AT0252 (partiellement);

Vu la web-conférence du 23 septembre 2021, la consultation électronique de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation Agricole réalisée du 16 septembre 2021 au 23 septembre 2021 et les avis rendus lors de cette dernière ;

Considérant que la demande de Madame Magali TRAUTMANN, n'est pas soumise à autorisation préalable d'exploiter ;

Considérant que Madame Magali TRAUTMANN est en cours d'installation avec demande de la dotation jeune agriculteur (DJA) ;

Considérant que Madame Magali TRAUTMANN s'installe dans des conditions de viabilité économique et remplit les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle telles que définies à l'article R331-2-I-2° du code rural et de la pêche maritime, mais que les parcelles cadastrales demandées n°AT0002, AT0068 (partiellement), AT0231, AT0241, AT0245, AT0248, AT0249 et AT0252 (partiellement) d'une surface totale de 7,159 ha objet de la concurrence, ne sont pas prévues dans son Plan d'Entreprise ;

Considérant de ce fait que l'opération envisagée par Madame Magali TRAUTMANN correspond à la **priorité 3**: Installation individuelle ou en société, dans des conditions de viabilité économique, du SDREA Occitanie ;

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter 12,69 hectares, déposée par le GAEC DE LA CALCELIE porte la surface agricole de l'exploitation de 143,46 hectares à 156,15 hectares après opération, soit 78,07 hectares par associé exploitant ;

Considérant que l'opération envisagée par le GAEC DE LA CALCELIE correspond à la **priorité n° 6** :« autre agrandissement d'exploitation atteignant le seuil de viabilité et inférieur au seuil d'agrandissement excessif », du SDREA Occitanie;

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le GAEC DE LA CALCELIE (Messieurs Jean-François COMBELLES et Gaëtan BARREAU) à « la Calcelié » commune de MONTREDON-LABESSONNIE **n'est pas autorisé** à exploiter le bien foncier agricole d'une superficie de **7,159 ha**, sis sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE, parcelles cadastrales :

n°AT0002, AT0231, AT0241, AT0245, AT0248, AT0249 et AT0252 (partiellement), appartenant à l'Indivision BONNEL (Madame Evelyne CROS, Messieurs Michel et Robert BONNEL).

Le GAEC DE LA CALCELIE (Messieurs Jean-François COMBELLES et Gaëtan BARREAU) à « la Calcelié » commune de MONTREDON-LABESSONNIE est autorisé à exploiter le bien foncier agricole d'une superficie de **1,7738 hectares**, sis sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE appartenant à l'Indivision BONNEL (Madame Evelyne CROS, Messieurs Michel et Robert BONNEL), parcelles cadastrales :
AT 0013, AT 0066, AT 0067, AT0068, AT 0243, AT 0246, AT 0251, AT0252 (partiellement), AO 169, AO 170 et AO 184.

Art. 2. – S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après la mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation. Le montant des dites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 € et 914,70 € par hectare (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

Art. 3. – La présente autorisation sera périmée si le fonds n'a pas été mis en culture avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de sa notification ou, dans le cas prévu à l'article L.330-4 du code rural et de la pêche maritime, avant l'expiration de l'année culturale qui suit celle de la fin du versement des aides, Si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur en place, sauf si la situation personnelle du demandeur change au regard du contrôle des structures (article L.331-4 du code rural et de la pêche maritime).

Art. 4. – La présente autorisation n'est valable qu'au titre du contrôle des structures des exploitations agricoles (livre III du code rural et de la pêche maritime). Elle ne préjuge en rien des suites données aux autres demandes effectuées par le bénéficiaire de la présente autorisation dans le cadre d'autres réglementations. Elle ne dispense en aucun cas le dit bénéficiaire d'entreprendre les démarches au titre d'autres réglementations.

Art. 5. – Le secrétaire général aux affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires du Tarn sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, à l'exploitant antérieur et aux propriétaires, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie et affiché en mairie de la commune intéressée.

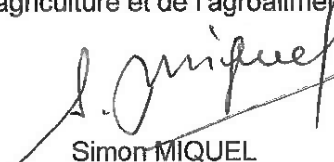
Recours : Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre en charge de l'agriculture ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus expresse ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours), vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Montpellier, le **27 OCT. 2021**

Pour le Directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt et par délégation,
L'adjoint du Chef de service régional
de l'agriculture et de l'agroalimentaire



Simon MIQUEL

ANNEXE 1

Tableau de répartition des parcelles demandées entre les différents concurrents

Commune	Section	Plan	Contenance en ha	Propriétaire	GAEC DE LA CALCELIE	TRAUTMANN
MONTREDON-LABESSONNIE	AT	1	1,1935	Indivision BONNEL		1,1935
	AT	2	0,734		0,734	0,734
	AT	4	0,3111		0,3111	
	AT	9	0,88		0,88	
	AT	10	1,1715		1,1715	
	AT	11	0,237		0,237	
	AT	12	0,1565		0,1565	
	AT	13	0,1026		0,1026	
	AT	14	0,6995		0,6995	
	AT	20	0,304		0,304	
	AT	21	0,3425			0,3425
	AT	66	0,0862		0,0862	
	AT	67	0,1086		0,1086	
	AT	68	0,6099		0,609	0,609
	AT	231	1,24		1,24	1,24
	AT	237	0,1905			0,1905
	AT	238	0,759			0,759
	AT	241	0,557		0,557	0,557
	AT	243	0,1042		0,1042	
	AT	245	1,4075		1,4075	1,4075
	AT	246	0,1695		0,1695	
	AT	248	0,7965		0,7965	0,7965
	AT	249	1,3205		1,3205	1,3205
	AT	251	0,0795		0,0795	
	AT	252	0,668		0,668	0,4945
	AT	262	0,6375			0,6375
	AO	169	0,3585		0,3585	
	AO	170	0,335		0,335	
	AO	184	0,2562		0,2562	
	AS	31	1,0041			1,0041
	AS	35	1,1475			1,1475
	AS	37	0,2623			0,2623
	AS	38	0,1269			0,1269
	AS	39	6,2884			6,2884
	AS	41	0,2625			0,2625
	AS	42	0,1905			0,1905
	AS	46	1,1935			1,1935
	AS	50	1,1736			1,1736
				Total	12,6924	21,9313
				Autorisation :	1,7738	
				Refus :	7,159	
				Arrêté de refus d'exploiter du 20/10/21	3,7596	

Direction Départementale des Territoires

R76-2021-10-20-00008

Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole
au titre du contrôle des structures, à l'encontre
du GAEC DE LA CALCELIE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt**

AGRI N°R76-2021-594

**Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole
au titre du contrôle des structures**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime dans ses articles L312-1, L331-1 à L331-12, R312-1 à R312-3, R331-1 à R331-12 ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2016 du préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées portant schéma directeur régional des exploitations agricoles pour les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, des Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté du 26 mars 2021 du préfet de la région Occitanie portant schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Occitanie ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2021 du préfet de la région Occitanie portant délégation de signature à M. Florent GUHL directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Occitanie ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2021 n° R76-2021-09-06-00012/DRAAF du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Occitanie portant subdélégation de signature à certains agents de la DRAAF ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée par monsieur Claudian CROS demeurant à « le Gris » commune de MONTREDON-LABESSONNIE auprès de la direction départementale des territoires du Tarn, enregistrée le 31 mars 2021 sous le numéro 81213305, relative à un bien foncier agricole d'une superficie de 13,57 hectares sis sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE et propriété de l'Indivision BONNEL (madame Evelyne CROS, messieurs Michel et Robert BONNEL) ;

Vu la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Occitanie en date du 26 juillet 2021 de prolongation du délai d'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter déposée par monsieur Claudian CROS ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter 12,6933 ha déposée par le GAEC DE LA CALCELIE (messieurs Jean-François COMBELLES et Gaëtan BARREAU) sis à « la Calcelié » commune de MONTREDON-LABESSONNIE, auprès de la direction départementale des territoires du Tarn, et enregistrée le 29 juin 2021 sous le n° 81211943, dont 3,7596 ha en concurrence : parcelles cadastrales n° AT004, AT0009, AT0010, AT0011, AT0012, AT0014 et AT0020 sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE ;

Vu le seuil de soumission au contrôle des structures fixé à 52 hectares sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE par le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) pour les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, des Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne ;

Vu le seuil de viabilité économique fixé à 36,40 hectares par associé exploitant, par le SDREA sus-cité, sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE ;

Vu la web-conférence du 23 septembre 2021, la consultation électronique de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation Agricole réalisée du 16 septembre 2021 au 23 septembre 2021 et les avis rendus lors de cette dernière ;

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter 13,57 hectares, déposée par monsieur Claudian CROS porte la surface agricole de l'exploitation de 19,41 hectares à 32,98 hectares après opération ;

Considérant que l'opération envisagée par monsieur Claudian CROS ne permet pas de porter la surface agricole de l'exploitation au-dessus du seuil de viabilité ;

Considérant, de ce fait, que l'opération envisagée par monsieur Claudian CROS correspond à la **priorité n° 5** : « consolidation d'exploitation n'atteignant pas le seuil de viabilité », du SDREA sus-cité ;

Considérant l'autorisation implicite accordée à la fin du délai de 6 mois faisant suite à la demande de monsieur Claudian CROS, en application de l'article R 331-6 III du code rural et de la pêche maritime ;

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter 12,69 hectares, déposée par le GAEC DE LA CALCELIE porte la surface agricole de l'exploitation de 143,46 hectares à 156,15 hectares après opération, soit 78,07 hectares par associé exploitant ;

Considérant, de ce fait, que l'opération envisagée par le GAEC DE LA CALCELIE correspond à la **priorité n° 6**: « autre agrandissement », du SDREA sus-cité ;

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le GAEC DE LA CALCELIE (messieurs Jean-François COMBELLES et Gaëtan BARREAU) dont le siège d'exploitation est situé à « la Calcelié » commune de MONTREDON-LABESSONNIE **n'est pas autorisé** à exploiter le bien foncier agricole d'une superficie de 3,7596 hectares, parcelles cadastrales n° AT004, AT0009, AT0010, AT0011, AT0012, AT0014 et AT0020 sis sur la commune de MONTREDON-LABESSONNIE appartenant à l'Indivision BONNEL (madame Evelyne CROS, messieurs Michel et Robert BONNEL).

Art. 2. – S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après la mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation. Le montant des dites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 € et 914,70 € par hectare (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

Art. 3. – Le secrétaire général aux affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires du Tarn sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, à l'exploitant antérieur et aux propriétaires, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie et affiché en mairie de la commune intéressée.

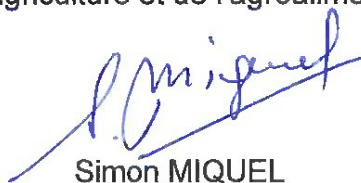
Recours : Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre en charge de l'agriculture ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours), vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Montpellier, le **20 OCT. 2021**

Pour le Directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt et par délégation,
L'adjoint du Chef de service régional
de l'agriculture et de l'agroalimentaire



Simon MIQUEL

DOUANES (DGDDI)

R76-2021-09-10-00006

Arrêté du 10 septembre 2021 portant
subdélégations de signature en matière
contentieuses et gracieuse, douane et
contributions indirectes

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 10 SEPT. 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/11 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

PILLON Jean-Michel

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

Annexe II à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
LAFAGE Sylvie	50000	50000	50000	50000	15000
LASSERRE Jean-Marc	50000	50000	50000	50000	6000
SENTEX Sabine	40000	40000	40000	40000	3000
MASLIES LATAPIE Philippe	50000	50000	50000	50000	15000
HARIOT Lucien	50000	50000	50000	50000	6000
DELQUE Nathalie	30000	30000	30000	30000	1500
MONIE Stephanie	40000	40000	40000	40000	3000
NAUDY Jean-Marc	30000	30000	30000	30000	1500
BAGAGE Romain	30000	30000	30000	30000	1500
POMIES Julien	30000	30000	30000	30000	1500
SPADOTTI Jean-Jacques	30000	30000	30000	30000	3000
HERBETH Joseph	30000	30000	30000	30000	3000
RAGARU Agnes	50000	50000	50000	50000	3000
SEGOUFFIN Romain	30000	30000	30000	30000	3000
BENDJEMLA Smain	50000	50000	50000	50000	3000
AUDAP Catherine	40000	40000	40000	40000	3000
RAGARU Francois-Xavier	50000	50000	50000	50000	3000
CABELLO Muriel	40000	40000	40000	40000	3000
ESPINASSE Laetitia	30000	30000	30000	30000	1500
GERON Olivier	30000	30000	30000	30000	1500
DARRIET Beatrice	50000	50000	50000	50000	3000
MASSE Françoise	50000	50000	50000	50000	3000
COULONGEON Sandrine	50000	50000	50000	50000	6000
GARRIC Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	6000
ARNAL Nadine	50000	50000	50000	50000	3000
DORIATH Marie-Line	50000	50000	50000	50000	3000
LESTRADE Nicole	50000	50000	50000	50000	3000
CROS Emmanuelle	50000	50000	50000	50000	3000
CABANEL Corinne	30000	30000	30000	30000	3000
CHAILLAN Michele	30000	30000	30000	30000	3000
PELISSOU Daniel	50000	50000	50000	50000	3000
LETIERCE Herve	50000	50000	50000	50000	3000
WICHTREY Nathalie	30000	30000	30000	30000	3000

CALVET DE FRANCESCHI Alexis	50000	50000	50000	50000	3000
LESCUYER Eric	30000	30000	30000	30000	3000
DUCLAY Mylene	40000	40000	40000	40000	3000
ESCATARY Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	3000
VAN POUCKE Pascal	30000	30000	30000	30000	1500
DURIF Sandra	30000	30000	30000	30000	1500
JULIEN Marielle	30000	30000	30000	30000	1500
PORADKA Sylvie	30000	30000	30000	30000	1500
LANNES Jean-Luc	30000	30000	30000	30000	1500
SABATO Valerie	30000	30000	30000	30000	1500

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	7000	3500	700	7000
CASASOLA Sylvain	15000	7500	1500	15000
DUPIELLET Andre	15000	7500	1500	15000
GERARD Guillaume	15000	7500	1500	15000
LACROIX Sophie	15000	7500	1500	15000
LASSERRE Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
PELISSIER Audrey	15000	7500	1500	15000
SERANO GROCQ Sabine	15000	7500	1500	15000
WELLER Gwenaëlle	15000	7500	1500	15000
SENTEX Sabine	15000	7500	1500	15000
DUPONT Sarah	7000	3500	700	7000
NGUYEN Claire	15000	7500	1500	15000
HARIOT Lucien	15000	7500	1500	15000
MENVIELLE Catherine	15000	7500	1500	15000
AOUSSAR Bouazza	15000	7500	1500	15000
BAGAN Amandine	7000	3500	700	7000
BERTRAND Thomas	7000	3500	700	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	7000	3500	700	7000
BREUNE Sylvain	15000	7500	1500	15000
CABANNE Sandrine	7000	3500	700	7000
CORRADINI Muriel	15000	7500	1500	15000
DELAUX Julien	7000	3500	700	7000
DELQUE Nathalie	15000	7500	1500	15000
DEMOUGEOT Stephane	7000	3500	700	7000
DJENIAH Lila	15000	7500	1500	15000
ESPOSITO Julien	7000	3500	700	7000
FABRE Alexandre	7000	3500	700	7000
FOURCADE Nicolas	7000	3500	700	7000

GOSSE Renaud	15000	7500	1500	15000
GOURINAL Annie	7000	3500	700	7000
GRAY Julien	7000	3500	700	7000
GUIBERT Baptiste	7000	3500	700	7000
HEROUALI Abdelkader	7000	3500	700	7000
HONNAY David	7000	3500	700	7000
JULIEN Yannick	7000	3500	700	7000
KADRI Celine	15000	7500	1500	15000
LANDREAU Charline	7000	3500	700	7000
LECUTIER Olivier	7000	3500	700	7000
MARLE Aurore	7000	3500	700	7000
MATEU Julien	7000	3500	700	7000
MEREL Laura	7000	3500	700	7000
MONIE Stephanie	15000	7500	1500	15000
MOROTTI Thomas	7000	3500	700	7000
NAUDY Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
RIBERE Stephane	15000	7500	1500	15000
ROBERT Giovanni	7000	3500	700	7000
ROCA ARANDA Carine	15000	7500	1500	15000
ROQUE Joelle	15000	7500	1500	15000
SEGUI Sebastien	7000	3500	700	7000
VO THANH Maixent	7000	3500	700	7000
ZALITACZ Arthur	15000	7500	1500	15000
ZUBELI Xavier	7000	3500	700	7000
BAGAGE Romain	15000	7500	1500	15000
BRICARD Romain	7000	3500	700	7000
CHAMPEAU Emmanuel	15000	7500	1500	15000
COLIN Arnaud	7000	3500	700	7000
DOUMEKSA Abderrahim	15000	7500	1500	15000
DUTAUD Julien	7000	3500	700	7000
GUERIN Jeremy	15000	7500	1500	15000
HARTZ Romain	7000	3500	700	7000
JULIAN Anais	15000	7500	1500	15000
MAHIOUS Salim	15000	7500	1500	15000
MOSSAN Alix	15000	7500	1500	15000
POMIES Julien	15000	7500	1500	15000
SCHUTT Victoria	15000	7500	1500	15000

YASSIN Victor	15000	7500	1500	15000
PREVOT Damien	15000	7500	1500	15000
RANNOU Florence	15000	7500	1500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	15000	7500	1500	15000
HERBETH Joseph	15000	7500	1500	15000
MIGNARD-SERE Severine	15000	7500	1500	15000
RAGARU Agnes	15000	7500	1500	15000
SEGOUFFIN Romain	15000	7500	1500	15000
BENDJEMLA Smain	15000	7500	1500	15000
CAUBET Marie-Chantal	15000	7500	1500	15000
ROQUES Alain	15000	7500	1500	15000
TIBERI Andree	7000	3500	700	7000
AUDAP Catherine	15000	7500	1500	15000
BONALDO Stephane	7000	3500	700	7000
FABRE Renaud	7000	3500	700	7000
GONDRY Karine	15000	7500	1500	15000
MESPLE Isabelle	15000	7500	1500	15000
MORICHON Herve	7000	3500	700	7000
PAYEN Sylvie	7000	3500	700	7000
PEREZ Alain	15000	7500	1500	15000
PIETRON Alain	15000	7500	1500	15000
RAGARU Francois-Xavier	15000	7500	1500	15000
RANOUILLE Richard	15000	7500	1500	15000
SABIDO Laurent	15000	7500	1500	15000
CABELLO Muriel	15000	7500	1500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	7000	3500	700	7000
CONSTANS Philippe	15000	7500	1500	15000
CORREIA Mikael	7000	3500	700	7000
DENJEAN Patrice	7000	3500	700	7000
DUPLAN Antoine	15000	7500	1500	15000
ESPINASSE Laetitia	15000	7500	1500	15000
ESTIBAL Florent	15000	7500	1500	15000
GESSE Aurelie	7000	3500	700	7000
GROS Jennifer	7000	3500	700	7000
HAMON Thomas	15000	7500	1500	15000
ILLY Lucas	7000	3500	700	7000
MANDER Mathieu	7000	3500	700	7000

MARTINS Guillaume	7000	3500	700	7000
PERICHON Francois	7000	3500	700	7000
PORTIER Guillaume	7000	3500	700	7000
QUARANTA Mickael	7000	3500	700	7000
RIVALLAND Benoit	15000	7500	1500	15000
TERRIER Ludvine	15000	7500	1500	15000
THIBAUT Frederic	7000	3500	700	7000
TOTARO Adeline	15000	7500	1500	15000
TOURNEL Xavier	15000	7500	1500	15000
ARSICAUD Christophe	15000	7500	1500	15000
BONA Helene	7000	3500	700	7000
BOUSQUIE Samantha	7000	3500	700	7000
BRISE Florian	15000	7500	1500	15000
CATHALA Carole	15000	7500	1500	15000
CHASSAIN Gaelle	7000	3500	700	7000
CHICOT Florence	7000	3500	700	7000
CRABOL Guilhem	15000	7500	1500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	15000	7500	1500	15000
DUBICKI Alexandre	15000	7500	1500	15000
GENDRE Simon	7000	3500	700	7000
GERON Olivier	15000	7500	1500	15000
GRIMART Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
LAMART Amael	7000	3500	700	7000
NICOD Christophe	7000	3500	700	7000
OMBRET Regis	7000	3500	700	7000
ROHART Yann	7000	3500	700	7000
STACCHETTI Fabienne	15000	7500	1500	15000
ALLOUCH Daniel	15000	7500	1500	15000
BLANCHOIN Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
BRAHIM Nadia	15000	7500	1500	15000
BRAS Maxime	15000	7500	1500	15000
CALVO Marie-Louise	15000	7500	1500	15000
CASTERA Evelyne	7000	3500	700	7000
CHAINET Claude	15000	7500	1500	15000
DARRIET Beatrice	15000	7500	1500	15000
ELHORGA Yves	15000	7500	1500	15000
FUNES Severine	15000	7500	1500	15000

GAUTIER Carole	15000	7500	1500	15000
HAMBLI Said	15000	7500	1500	15000
LOULMET Pierre	15000	7500	1500	15000
MASSE Françoise	15000	7500	1500	15000
MAZIERES Evelyne	15000	7500	1500	15000
MESTRIES Sandra	15000	7500	1500	15000
NIFENECKER Jean	15000	7500	1500	15000
RODIERE Monique	15000	7500	1500	15000
ROGET Gerard	15000	7500	1500	15000
STEFANIAK Nancy	7000	3500	700	7000
CAMPAGNAC Elisabeth	15000	7500	1500	15000
LENDE Georgette	15000	7500	1500	15000
COULONGEON Sandrine	15000	7500	1500	15000
GARRIC Jean-Claude	15000	7500	1500	15000
ABBAD Manon	15000	7500	1500	15000
AGUERO Marc	15000	7500	1500	15000
AGUERO Brigitte	15000	7500	1500	15000
ARMENGAUD Sandrine	15000	7500	1500	15000
ARNAL Nadine	15000	7500	1500	15000
AUDROIN Clement	7000	3500	700	7000
BESNEHARD Cassandre	15000	7500	1500	15000
BOISNOIR Yvelise	7000	3500	700	7000
BOUCHARDY Eric	15000	7500	1500	15000
BOURREAU Vincent	15000	7500	1500	15000
BRIOUX Marine	15000	7500	1500	15000
CASAUX Nathalie	15000	7500	1500	15000
CORTADE Cathy	15000	7500	1500	15000
COURSIN Guillaume	15000	7500	1500	15000
DASTREVIGNE Thomas	15000	7500	1500	15000
DELMAS Audrey	15000	7500	1500	15000
DIAS DAS ALMAS Yvan	7000	3500	700	7000
DORIATH Marie-Line	15000	7500	1500	15000
DUFEE Kevin	15000	7500	1500	15000
ER ROUSSI Khalid	15000	7500	1500	15000
FABRE Celine	15000	7500	1500	15000
FAUCANIE Caroline	15000	7500	1500	15000
FAYE Beatrice	15000	7500	1500	15000

GARBES Pierre	15000	7500	1500	15000
HARMEL Sandra	15000	7500	1500	15000
LALANDE Elodie	15000	7500	1500	15000
LANGLOIS Cyril	15000	7500	1500	15000
LAXAGUE Herve	15000	7500	1500	15000
LE MAGUER Nolwenn	15000	7500	1500	15000
LESCLAUX Vincent	15000	7500	1500	15000
LESTRADE Nicole	15000	7500	1500	15000
LOUVRIER Maxime	15000	7500	1500	15000
MONTELEONE Olivier	15000	7500	1500	15000
MOREL Flavie	15000	7500	1500	15000
MOREL Djamila	15000	7500	1500	15000
NARDARI Lionel	15000	7500	1500	15000
NICOLAS Marlene	15000	7500	1500	15000
NUNC Sophie	15000	7500	1500	15000
OCCHIPINTI Bernard	15000	7500	1500	15000
OMARI Zorha	15000	7500	1500	15000
OSER Emeline	15000	7500	1500	15000
OTTOGALLI Genevieve	15000	7500	1500	15000
PAVY Laurence	15000	7500	1500	15000
PETIT Francoise	15000	7500	1500	15000
PICOT Sandrine	7000	3500	700	7000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	15000	7500	1500	15000
QUERRY Nathalie	7000	3500	700	7000
RIBOULEAU Christophe	15000	7500	1500	15000
ROUQUET Jerome	15000	7500	1500	15000
SAJOUS Laurent	15000	7500	1500	15000
SANVEE Sophie	15000	7500	1500	15000
SCHWAM Marion	15000	7500	1500	15000
SOULET Nathalie	7000	3500	700	7000
STRZELECKI Aurelie	15000	7500	1500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	15000	7500	1500	15000
BOSCH Pierre	7000	3500	700	7000
CROS Emmanuelle	15000	7500	1500	15000
GAVALDA Elodie	15000	7500	1500	15000
VIDALAIN Claudine	7000	3500	700	7000
CABANEL Corinne	15000	7500	1500	15000

CALVET Anne	7000	3500	700	7000
CHAILLAN Michele	15000	7500	1500	15000
DABROWSKI Luc	15000	7500	1500	15000
LARROQUE Didier	15000	7500	1500	15000
MIKULANIEC Laure	7000	3500	700	7000
PELISSOU Daniel	15000	7500	1500	15000
CHEVALIER Laura	7000	3500	700	7000
JAUGEAS Christele	7000	3500	700	7000
LETIERCE Herve	15000	7500	1500	15000
MOUHIB Mylene	15000	7500	1500	15000
PAYET Jean-Thierry	15000	7500	1500	15000
VERGNE Bruno	15000	7500	1500	15000
WICHTREY Nathalie	15000	7500	1500	15000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	15000	7500	1500	15000
CAVAILLES Jerome	7000	3500	700	7000
ESPEROU Nolwenn	15000	7500	1500	15000
FRAICHE Christine	15000	7500	1500	15000
LESCUYER Eric	15000	7500	1500	15000
PEREZ Sandra	15000	7500	1500	15000
ABADIE Dominique	7000	3500	700	7000
AIRAUDI Bruno	7000	3500	700	7000
BENRELEM Sofiane	15000	7500	1500	15000
BERGES Thierry	7000	3500	700	7000
BLANCO GIL Pedro	7000	3500	700	7000
BOHORQUEZ Christian	15000	7500	1500	15000
BROUCKE Herve	15000	7500	1500	15000
BUFFEL Daniel	15000	7500	1500	15000
CIVADIER Julien	7000	3500	700	7000
DHUGUES Sandrine	15000	7500	1500	15000
DUCLAY Mylene	15000	7500	1500	15000
ESCATARY Jean-Claude	15000	7500	1500	15000
GALENT Norbert	15000	7500	1500	15000
GARBAJOSA Arnaud	15000	7500	1500	15000
GAUBERT Frederique	7000	3500	700	7000
GIROUSSENS Fabien	7000	3500	700	7000
JUSTAMON Elise	15000	7500	1500	15000
L'HOTE Romaric	15000	7500	1500	15000

LACOSTE Alain	7000	3500	700	7000
LAFFITAU Frank	7000	3500	700	7000
LECLERC Cecile	7000	3500	700	7000
MANNE Sebastien	15000	7500	1500	15000
MARY Jean-Luc	7000	3500	700	7000
MEURISSE Muriel	15000	7500	1500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	7000	3500	700	7000
MONTAGNINI Laurent	7000	3500	700	7000
MORGANT Jacky	7000	3500	700	7000
MULLER Jean-Claude	7000	3500	700	7000
PERILHOU Pierre	7000	3500	700	7000
POMAREDE Eric	7000	3500	700	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	15000	7500	1500	15000
SAGNES Jerome	15000	7500	1500	15000
SCLAFFER Laurent	7000	3500	700	7000
VAN POUCKE Pascal	15000	7500	1500	15000
ACITORES Axel	7000	3500	700	7000
BERET Rene	7000	3500	700	7000
BOYER Frederic	7000	3500	700	7000
CHEVALDONNET Benjamin	7000	3500	700	7000
COREIXAS Stephane	15000	7500	1500	15000
CROUZET Florian	7000	3500	700	7000
DELAMAIDE Vincent	7000	3500	700	7000
DUMONT Laura	7000	3500	700	7000
DURIF Sandra	15000	7500	1500	15000
GARZO Lionel	7000	3500	700	7000
GONZALEZ Miguel	7000	3500	700	7000
GRIMAUD Herve	15000	7500	1500	15000
JULIEN Marielle	15000	7500	1500	15000
LAURAIN Damien	15000	7500	1500	15000
LECUPPRE Guillaume	7000	3500	700	7000
MINICI Laura	15000	7500	1500	15000
MORCILLO Jeremy	7000	3500	700	7000
PETIT Marine	15000	7500	1500	15000
PINQUIE Sebastien	7000	3500	700	7000
PORADKA Sylvie	15000	7500	1500	15000
PUEL Nicolas	15000	7500	1500	15000

PULBY Jerome	15000	7500	1500	15000
RAIMBAULT Bertrand	7000	3500	700	7000
ROLLAND Stephanie	7000	3500	700	7000
ROUVIER Morgan	7000	3500	700	7000
SAVAJOLS Joseph	7000	3500	700	7000
ULPAT Caroline	15000	7500	1500	15000
BOUCHEMA Philippe	15000	7500	1500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	15000	7500	1500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	7000	3500	700	7000
DELMAS Lilian	7000	3500	700	7000
DULUC Axel	7000	3500	700	7000
GAUBERT Guillaume	7000	3500	700	7000
GOUAUX Jean-Louis	15000	7500	1500	15000
HEBRARD Frederic	15000	7500	1500	15000
LANNES Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
MALLERON Cristelle	7000	3500	700	7000
MASCOT Gerard	7000	3500	700	7000
MERIC Sofia	7000	3500	700	7000
MEZAILLES Christopher	7000	3500	700	7000
SABATO Valerie	15000	7500	1500	15000
SCENNER Sandrine	7000	3500	700	7000
TARDIF Philippe	7000	3500	700	7000
TUCOU Amaury	15000	7500	1500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	100000	250000
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	60000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000

MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000

GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	1500	15000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000

PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000

BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	illimité	illimité
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	6000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000

MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anais	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000

GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
OMBRET Regis	700	3500	7000
ROHART Yann	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000

CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000

ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000

TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
LAFAGE Sylvie	300000	150000
SENTEX Sabine	300000	150000
NGUYEN Claire	300000	150000
MASLIES LATAPIE Philippe	300000	150000
HARIOT Lucien	300000	150000
MENVIELLE Catherine	300000	150000
DELQUE Nathalie	300000	150000
MONIE Stephanie	300000	150000
NAUDY Jean-Marc	300000	150000
BAGAGE Romain	300000	150000
POMIES Julien	300000	150000
SPADOTTI Jean-Jacques	300000	150000
RAGARU Agnes	300000	150000
SEGOUFFIN Romain	300000	150000
BENDJEMLA Smain	300000	150000
ROQUES Alain	300000	150000
RAGARU Francois-Xavier	300000	150000
CABELLO Muriel	300000	150000
ESPINASSE Laetitia	300000	150000
GERON Olivier	300000	150000
DARRIET Beatrice	300000	150000
MASSE Francoise	300000	150000
COULONGEON Sandrine	300000	150000
GARRIC Jean-Claude	300000	150000
DORIATH Marie-Line	300000	150000
LESTRADE Nicole	300000	150000
CROS Emmanuelle	300000	150000
CHAILLAN Michele	300000	150000
PELISSOU Daniel	300000	150000
LETIERCE Herve	300000	150000
WICHTREY Nathalie	300000	150000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	300000	150000
DUCLAY Mylene	300000	150000

ESCATARY Jean-Claude	300000	150000
VAN POUCKE Pascal	300000	150000
DURIF Sandra	300000	150000
JULIEN Marielle	300000	150000
PORADKA Sylvie	300000	150000
LANNES Jean-Luc	300000	150000
SABATO Valerie	300000	150000

Annexe VII à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
HARIOT Lucien	1500	7500	15000
MENVIELLE Catherine	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000

NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000

HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
OMBRET Regis	700	3500	7000
ROHART Yann	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHOIN Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000

MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000
MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
COULONGEON Sandrine	1500	7500	15000
GARRIC Jean-Claude	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BRIOUX Marine	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
ER ROUSSI Khalid	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LANGLOIS Cyril	1500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000

OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Francoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000

LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000

BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Annexe VIII à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
WELLER Gwenaëlle	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000

RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000

ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
OMBRET Regis	700	3500	7000
ROHART Yann	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000

MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BRIOUX Marine	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
ER ROUSSI Khalid	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LANGLOIS Cyril	1500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000

PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Françoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000

MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000

DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 10 SEPT. 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/11 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de

contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE
PILLON Jean-Michel

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	3000	10000	30000
Matricule 26923	6000	15000	60000
Matricule 36965	3000	10000	30000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39411	3000	10000	30000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39976	3000	10000	30000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	3000	10000	30000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 41064	3000	10000	30000
Matricule 41223	3000	10000	30000
Matricule 41627	3000	10000	30000
Matricule 41630	3000	10000	30000
Matricule 41711	6000	15000	60000
Matricule 41827	3000	10000	30000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000
Matricule 43328	700	3500	7000
Matricule 43345	3000	10000	30000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43993	illimité	100000	250000
Matricule 44009	3000	10000	30000
Matricule 44421	1500	7500	15000

Matricule 44462	3000	10000	30000
Matricule 44522	3000	10000	30000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44744	3000	10000	30000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	3000	10000	30000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45525	3000	10000	30000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46571	3000	10000	30000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	3000	10000	30000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51366	3000	10000	30000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000
Matricule 51844	1500	7500	15000
Matricule 51944	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52093	6000	15000	60000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	3000	10000	30000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000

Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 53853	6000	15000	60000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54286	1500	7500	15000
Matricule 54386	700	3500	7000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54855	3000	10000	30000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55511	15000	50000	125000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55926	3000	10000	30000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56184	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56689	3000	10000	30000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57949	1500	1500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000

Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000
Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 59984	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62672	1500	7500	15000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63389	700	3500	7000

Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63619	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63880	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63958	1500	7500	15000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000
Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65142	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66014	1500	7500	15000
Matricule 66254	700	3500	7000
Matricule 66282	1500	7500	15000

Matricule 66290	1500	7500	15000
Matricule 66316	1500	7500	15000
Matricule 66338	1500	7500	15000
Matricule 66360	1500	7500	15000

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	1500	7500	15000
Matricule 35457	1500	7500	15000
Matricule 36965	1500	7500	15000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38103	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39283	1500	7500	15000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39659	1500	7500	15000
Matricule 39886	1500	7500	15000
Matricule 39976	1500	7500	15000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	1500	7500	15000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 40779	1500	7500	15000
Matricule 41064	1500	7500	15000
Matricule 41223	1500	7500	15000
Matricule 41321	1500	7500	15000
Matricule 41627	1500	7500	15000
Matricule 41630	1500	7500	15000
Matricule 41711	1500	7500	15000
Matricule 42356	1500	7500	15000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42445	1500	7500	15000
Matricule 42798	1500	7500	15000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000
Matricule 43328	700	3500	7000

Matricule 43345	1500	7500	15000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43870	1500	7500	15000
Matricule 44009	1500	7500	15000
Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	1500	7500	15000
Matricule 44522	1500	7500	15000
Matricule 44632	1500	7500	15000
Matricule 44687	1500	7500	15000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44738	1500	7500	15000
Matricule 44744	1500	7500	15000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	1500	7500	15000
Matricule 44953	1500	7500	15000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45515	1500	7500	15000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46185	1500	7500	15000
Matricule 46187	1500	7500	15000
Matricule 46446	1500	7500	15000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46833	1500	7500	15000
Matricule 46839	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50247	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	1500	7500	15000
Matricule 50576	1500	7500	15000
Matricule 51049	1500	7500	15000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51116	1500	7500	15000
Matricule 51366	1500	7500	15000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000
Matricule 51844	1500	7500	15000

Matricule 51944	1500	7500	15000
Matricule 51965	1500	7500	15000
Matricule 51973	1500	7500	15000
Matricule 52038	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52093	1500	7500	15000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52221	1500	7500	15000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	1500	7500	15000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 52717	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53140	1500	7500	15000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000
Matricule 53682	1500	7500	15000
Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 53853	1500	7500	15000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54286	1500	7500	15000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54629	1500	7500	15000
Matricule 54630	1500	7500	15000
Matricule 54671	1500	7500	15000
Matricule 54855	1500	7500	15000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55810	1500	7500	15000

Matricule 55867	1500	7500	15000
Matricule 55918	1500	7500	15000
Matricule 55926	1500	7500	15000
Matricule 55931	1500	7500	15000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56184	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56229	1500	7500	15000
Matricule 56287	1500	7500	15000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56660	1500	7500	15000
Matricule 56689	1500	7500	15000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56799	1500	7500	15000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57067	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57292	1500	7500	15000
Matricule 57313	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57947	1500	7500	15000
Matricule 57949	1500	7500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58141	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58249	1500	7500	15000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59311	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000

Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59554	1500	7500	15000
Matricule 59657	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 59984	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60384	1500	7500	15000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60457	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60667	1500	7500	15000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60710	1500	7500	15000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60825	1500	7500	15000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61273	1500	7500	15000
Matricule 61276	700	3500	7000
Matricule 61415	1500	7500	15000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000

Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62617	1500	7500	15000
Matricule 62665	1500	7500	15000
Matricule 62672	1500	7500	15000
Matricule 62695	1500	7500	15000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62840	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 62994	1500	7500	15000
Matricule 63040	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63389	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63619	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63958	1500	7500	15000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64047	1500	7500	15000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64229	1500	7500	15000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64345	1500	7500	15000
Matricule 64365	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000

Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000
Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65142	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65742	1500	7500	15000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66014	1500	7500	15000
Matricule 66254	700	3500	7000
Matricule 66282	1500	7500	15000
Matricule 66290	1500	7500	15000
Matricule 66316	1500	7500	15000
Matricule 66338	1500	7500	15000
Matricule 66360	1500	7500	15000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/11 du 10 sept. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

DOUANES (DGDDI)

R76-2021-06-17-00015

Arrêté du 17 juin 2021 portant subdélégations de signature en matière contentieuses et gracieuse, douane et contributions indirectes

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 17 JUIN 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/8 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

PILLON Jean-Michel

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

Annexe II à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
LAFAGE Sylvie	50000	50000	50000	50000	15000
LASSERRE Jean-Marc	50000	50000	50000	50000	6000
SENTEX Sabine	40000	40000	40000	40000	3000
MASLIES LATAPIE Philippe	50000	50000	50000	50000	15000
HARIOT Lucien	50000	50000	50000	50000	6000
DELQUE Nathalie	30000	30000	30000	30000	1500
MONIE Stephanie	40000	40000	40000	40000	3000
NAUDY Jean-Marc	30000	30000	30000	30000	1500
BAGAGE Romain	30000	30000	30000	30000	1500
POMIES Julien	30000	30000	30000	30000	1500
SPADOTTI Jean-Jacques	30000	30000	30000	30000	3000
HERBETH Joseph	30000	30000	30000	30000	3000
RAGARU Agnes	50000	50000	50000	50000	3000
SEGOUFFIN Romain	30000	30000	30000	30000	3000
BENDJEMLA Smain	50000	50000	50000	50000	3000
AUDAP Catherine	40000	40000	40000	40000	3000
RAGARU Francois-Xavier	50000	50000	50000	50000	3000
CABELLO Muriel	40000	40000	40000	40000	3000
ESPINASSE Laetitia	30000	30000	30000	30000	1500
GAUFFRE Didier	30000	30000	30000	30000	1500
GERON Olivier	30000	30000	30000	30000	1500
DARRIET Beatrice	50000	50000	50000	50000	3000
MASSE Francoise	50000	50000	50000	50000	3000
COULONGEON Sandrine	50000	50000	50000	50000	6000
GARRIC Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	6000
ARNAL Nadine	50000	50000	50000	50000	3000
DORIATH Marie-Line	50000	50000	50000	50000	3000
LESTRADE Nicole	50000	50000	50000	50000	3000
CROS Emmanuelle	50000	50000	50000	50000	3000
CABANEL Corinne	30000	30000	30000	30000	3000
CHAILLAN Michele	30000	30000	30000	30000	3000
PELISSOU Daniel	50000	50000	50000	50000	3000
LETIERCE Herve	50000	50000	50000	50000	3000

WICHTREY Nathalie	30000	30000	30000	30000	3000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	50000	50000	50000	50000	3000
LESCUYER Eric	30000	30000	30000	30000	3000
DUCLAY Mylene	40000	40000	40000	40000	3000
ESCATARY Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	3000
VAN POUCKE Pascal	30000	30000	30000	30000	1500
DURIF Sandra	30000	30000	30000	30000	1500
JULIEN Marielle	30000	30000	30000	30000	1500
PORADKA Sylvie	30000	30000	30000	30000	1500
LANNES Jean-Luc	30000	30000	30000	30000	1500
SABATO Valerie	30000	30000	30000	30000	1500

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
GUILLAUME Marie	15000	7500	1500	15000
ARZOT Magali	7000	3500	700	7000
CASASOLA Sylvain	15000	7500	1500	15000
DUPIELLET Andre	15000	7500	1500	15000
GERARD Guillaume	15000	7500	1500	15000
LACROIX Sophie	15000	7500	1500	15000
LAREE Florian	15000	7500	1500	15000
LASSERRE Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
PELISSIER Audrey	15000	7500	1500	15000
SERANO GROCQ Sabine	15000	7500	1500	15000
WELLER Gwenaëlle	15000	7500	1500	15000
SENTEX Sabine	15000	7500	1500	15000
DUPONT Sarah	7000	3500	700	7000
NGUYEN Claire	15000	7500	1500	15000
BAGAN Amandine	7000	3500	700	7000
BERTRAND Thomas	7000	3500	700	7000
BREUNE Sylvain	15000	7500	1500	15000
CABANNE Sandrine	7000	3500	700	7000
CORRADINI Muriel	15000	7500	1500	15000
DELAUX Julien	7000	3500	700	7000
DELQUE Nathalie	15000	7500	1500	15000
DEMOUGEOT Stephane	7000	3500	700	7000
DJENIAH Lila	15000	7500	1500	15000
EL MAQHOR Taoufik	15000	7500	1500	15000
ESPOSITO Julien	7000	3500	700	7000
FABRE Alexandre	7000	3500	700	7000
FOURCADE Nicolas	7000	3500	700	7000
GOSSE Renaud	15000	7500	1500	15000

GOURINAL Annie	7000	3500	700	7000
GRAY Julien	7000	3500	700	7000
GUIBERT Baptiste	7000	3500	700	7000
HEROUALI Abdelkader	7000	3500	700	7000
HONNAY David	7000	3500	700	7000
JULIEN Yannick	7000	3500	700	7000
KADRI Celine	15000	7500	1500	15000
LECUTIER Olivier	7000	3500	700	7000
MARLE Aurore	7000	3500	700	7000
MATEU Julien	7000	3500	700	7000
MEREL Laura	7000	3500	700	7000
MILLEROU Marie-Francoise	15000	7500	1500	15000
MONIE Stephanie	15000	7500	1500	15000
NAUDY Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
RIBERE Stephane	15000	7500	1500	15000
ROBERT Giovanni	7000	3500	700	7000
ROCA ARANDA Carine	15000	7500	1500	15000
ROQUE Joelle	15000	7500	1500	15000
SEGUI Sebastien	7000	3500	700	7000
VO THANH Maixent	7000	3500	700	7000
ZALITACZ Arthur	15000	7500	1500	15000
ZUBELI Xavier	7000	3500	700	7000
BAGAGE Romain	15000	7500	1500	15000
BONALDO Stephane	7000	3500	700	7000
BRICARD Romain	7000	3500	700	7000
COLIN Arnaud	7000	3500	700	7000
DUTAUD Julien	7000	3500	700	7000
ESTEFFE Franck	7000	3500	700	7000
HARTZ Romain	7000	3500	700	7000
POMIES Julien	15000	7500	1500	15000
PREVOT Damien	15000	7500	1500	15000
RANNOU Florence	15000	7500	1500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	15000	7500	1500	15000
HERBETH Joseph	15000	7500	1500	15000
MIGNARD-SERE Severine	15000	7500	1500	15000
RAGARU Agnes	15000	7500	1500	15000
SEGOUFFIN Romain	15000	7500	1500	15000

BENDJEMLA Smain	15000	7500	1500	15000
CAUBET Marie-Chantal	15000	7500	1500	15000
ROQUES Alain	15000	7500	1500	15000
TIBERI Andree	7000	3500	700	7000
AUDAP Catherine	15000	7500	1500	15000
FABRE Renaud	7000	3500	700	7000
GONDRY Karine	15000	7500	1500	15000
MESPLE Isabelle	15000	7500	1500	15000
MORICHON Herve	7000	3500	700	7000
PAYEN Sylvie	7000	3500	700	7000
PEREZ Alain	15000	7500	1500	15000
PIETRON Alain	15000	7500	1500	15000
RAGARU Francois-Xavier	15000	7500	1500	15000
RANOUILLE Richard	15000	7500	1500	15000
SABIDO Laurent	15000	7500	1500	15000
CABELLO Muriel	15000	7500	1500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	7000	3500	700	7000
CONSTANS Philippe	15000	7500	1500	15000
CORREIA Mikael	7000	3500	700	7000
DENJEAN Patrice	7000	3500	700	7000
DUPLAN Antoine	15000	7500	1500	15000
ESPINASSE Laetitia	15000	7500	1500	15000
ESTIBAL Florent	15000	7500	1500	15000
GESSE Aurelie	7000	3500	700	7000
GROS Jennifer	7000	3500	700	7000
HAMON Thomas	15000	7500	1500	15000
ILLY Lucas	7000	3500	700	7000
MANDER Mathieu	7000	3500	700	7000
MARTINS Guillaume	7000	3500	700	7000
PERICHON Francois	7000	3500	700	7000
PORTIER Guillaume	7000	3500	700	7000
QUARANTA Mickael	7000	3500	700	7000
RIVALLAND Benoit	15000	7500	1500	15000
TERRIER Ludivine	15000	7500	1500	15000
THIBAUT Frederic	7000	3500	700	7000
TOTARO Adeline	15000	7500	1500	15000
TOURNEL Xavier	15000	7500	1500	15000

ARSICAUD Christophe	15000	7500	1500	15000
BONA Helene	7000	3500	700	7000
BOUSQUIE Samantha	7000	3500	700	7000
BRISE Florian	15000	7500	1500	15000
CATHALA Carole	15000	7500	1500	15000
CHASSAIN Gaelle	7000	3500	700	7000
CHICOT Florence	7000	3500	700	7000
CRABOL Guilhem	15000	7500	1500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	15000	7500	1500	15000
DUBICKI Alexandre	15000	7500	1500	15000
GAUFFRE Didier	15000	7500	1500	15000
GENDRE Simon	7000	3500	700	7000
GERON Olivier	15000	7500	1500	15000
GRIMART Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
GROSFILLEY Robin	7000	3500	700	7000
LAMART Amael	7000	3500	700	7000
NICOD Christophe	7000	3500	700	7000
STACCHETTI Fabienne	15000	7500	1500	15000
VAISSIERE Quentin	15000	7500	1500	15000
ALLOUCH Daniel	15000	7500	1500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
BRAHIM Nadia	15000	7500	1500	15000
BRAS Maxime	15000	7500	1500	15000
CALVO Marie-Louise	15000	7500	1500	15000
CASTERA Evelyne	7000	3500	700	7000
CHAINET Claude	15000	7500	1500	15000
DARRIET Beatrice	15000	7500	1500	15000
ELHORGA Yves	15000	7500	1500	15000
FUNES Severine	15000	7500	1500	15000
GAUTIER Carole	15000	7500	1500	15000
HAMBLI Said	15000	7500	1500	15000
LOULMET Pierre	15000	7500	1500	15000
MASSE Francoise	15000	7500	1500	15000
MAZIERES Evelyne	15000	7500	1500	15000
MESTRIES Sandra	15000	7500	1500	15000
NIFENECKER Jean	15000	7500	1500	15000
RODIERE Monique	15000	7500	1500	15000

ROGET Gerard	15000	7500	1500	15000
STEFANIAK Nancy	7000	3500	700	7000
CAMPAGNAC Elisabeth	15000	7500	1500	15000
LENDE Georgette	15000	7500	1500	15000
ABBAD Manon	15000	7500	1500	15000
AGUERO Brigitte	15000	7500	1500	15000
AGUERO Marc	15000	7500	1500	15000
ARMENGAUD Sandrine	15000	7500	1500	15000
ARNAL Nadine	15000	7500	1500	15000
AUDROIN Clement	7000	3500	700	7000
BESNEHARD Cassandre	15000	7500	1500	15000
BOISNOIR Yvelise	7000	3500	700	7000
BOURREAU Vincent	15000	7500	1500	15000
BOUTIN Thierry	15000	7500	1500	15000
CASAUX Nathalie	15000	7500	1500	15000
CORTADE Cathy	15000	7500	1500	15000
COURSIN Guillaume	15000	7500	1500	15000
DASTREVIGNE Thomas	15000	7500	1500	15000
DELMAS Audrey	15000	7500	1500	15000
DIAS DAS ALMAS Yvan	7000	3500	700	7000
DORIATH Marie-Line	15000	7500	1500	15000
DUFEE Kevin	15000	7500	1500	15000
FABRE Celine	15000	7500	1500	15000
FAUCANIE Caroline	15000	7500	1500	15000
FAYE Beatrice	15000	7500	1500	15000
GARBES Pierre	15000	7500	1500	15000
HARMEL Sandra	15000	7500	1500	15000
HERNANDEZ Marie-Francoise	15000	7500	1500	15000
LALANDE Elodie	15000	7500	1500	15000
LE CLEUYOU Stephanie	15000	7500	1500	15000
LE MAGUER Nolwenn	15000	7500	1500	15000
LESCLAUX Vincent	15000	7500	1500	15000
LESTAND Yves	15000	7500	1500	15000
LESTRADE Nicole	15000	7500	1500	15000
LOUVRIER Maxime	15000	7500	1500	15000
MONTELEONE Olivier	15000	7500	1500	15000
MOREL Flavie	15000	7500	1500	15000

MOREL Djamila	15000	7500	1500	15000
NARDARI Lionel	15000	7500	1500	15000
NICOLAS Marlene	15000	7500	1500	15000
NUNC Sophie	15000	7500	1500	15000
OCCHIPINTI Bernard	15000	7500	1500	15000
OMARI Zorha	15000	7500	1500	15000
OSER Emeline	15000	7500	1500	15000
OTTOGALLI Genevieve	15000	7500	1500	15000
PAVY Laurence	15000	7500	1500	15000
PETIT Francoise	15000	7500	1500	15000
PICOT Sandrine	7000	3500	700	7000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	15000	7500	1500	15000
QUERRY Nathalie	7000	3500	700	7000
RIBOULEAU Christophe	15000	7500	1500	15000
ROUQUET Jerome	15000	7500	1500	15000
SAJOUS Laurent	15000	7500	1500	15000
SANVEE Sophie	15000	7500	1500	15000
SCHWAM Marion	15000	7500	1500	15000
SOULET Nathalie	7000	3500	700	7000
STRZELECKI Aurelie	15000	7500	1500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	15000	7500	1500	15000
BOSCH Pierre	7000	3500	700	7000
CROS Emmanuelle	15000	7500	1500	15000
GAVALDA Elodie	15000	7500	1500	15000
VIDALAIN Claudine	7000	3500	700	7000
CABANEL Corinne	15000	7500	1500	15000
CALVET Anne	7000	3500	700	7000
CHAILLAN Michele	15000	7500	1500	15000
DABROWSKI Luc	15000	7500	1500	15000
LARROQUE Didier	15000	7500	1500	15000
MIKULANIEC Laure	7000	3500	700	7000
PELISSOU Daniel	15000	7500	1500	15000
CHEVALIER Laura	7000	3500	700	7000
JAUGEAS Christele	7000	3500	700	7000
LETIERCE Herve	15000	7500	1500	15000
MOUHIB Mylene	15000	7500	1500	15000
PAYET Jean-Thierry	15000	7500	1500	15000

VERGNE Bruno	15000	7500	1500	15000
WICHTREY Nathalie	15000	7500	1500	15000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	15000	7500	1500	15000
CAVAILLES Jerome	7000	3500	700	7000
ESPEROU Nolwenn	15000	7500	1500	15000
FRAICHE Christine	15000	7500	1500	15000
LESCUYER Eric	15000	7500	1500	15000
PEREZ Sandra	15000	7500	1500	15000
PY Ghislain	15000	7500	1500	15000
ABADIE Dominique	7000	3500	700	7000
AIRAUDI Bruno	7000	3500	700	7000
BENRELEM Sofiane	15000	7500	1500	15000
BERGES Thierry	7000	3500	700	7000
BLANCO GIL Pedro	7000	3500	700	7000
BOHORQUEZ Christian	15000	7500	1500	15000
BROUCKE Herve	15000	7500	1500	15000
BUFFEL Daniel	15000	7500	1500	15000
CIVADIER Julien	7000	3500	700	7000
DHUGUES Sandrine	15000	7500	1500	15000
DUCLAY Mylene	15000	7500	1500	15000
ESCATARY Jean-Claude	15000	7500	1500	15000
GALENT Norbert	15000	7500	1500	15000
GARBAJOSA Arnaud	15000	7500	1500	15000
GAUBERT Frederique	7000	3500	700	7000
GIROUSSENS Fabien	7000	3500	700	7000
JUSTAMON Elise	15000	7500	1500	15000
L'HOTE Romaric	15000	7500	1500	15000
LACOSTE Alain	7000	3500	700	7000
LAFFITAU Frank	7000	3500	700	7000
LECLERC Cecile	7000	3500	700	7000
MANNE Sebastien	15000	7500	1500	15000
MARY Jean-Luc	7000	3500	700	7000
MEURISSE Muriel	15000	7500	1500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	7000	3500	700	7000
MONTAGNINI Laurent	7000	3500	700	7000
MORGANT Jacky	7000	3500	700	7000
MULLER Jean-Claude	7000	3500	700	7000

PERILHOU Pierre	7000	3500	700	7000
POMAREDE Eric	7000	3500	700	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	15000	7500	1500	15000
SAGNES Jerome	15000	7500	1500	15000
SCLAFER Laurent	7000	3500	700	7000
VAN POUCKE Pascal	15000	7500	1500	15000
ACITORES Axel	7000	3500	700	7000
BERET Rene	7000	3500	700	7000
BOYER Frederic	7000	3500	700	7000
CHEVALDONNET Benjamin	7000	3500	700	7000
COREIXAS Stephane	15000	7500	1500	15000
CROUZET Florian	7000	3500	700	7000
DELAMAIDE Vincent	7000	3500	700	7000
DUMONT Laura	7000	3500	700	7000
DURIF Sandra	15000	7500	1500	15000
GARZO Lionel	7000	3500	700	7000
GONZALEZ Miguel	7000	3500	700	7000
JULIEN Marielle	15000	7500	1500	15000
LAURAIN Damien	15000	7500	1500	15000
LECUPPRE Guillaume	7000	3500	700	7000
MORCILLO Jeremy	7000	3500	700	7000
PETIT Marine	15000	7500	1500	15000
PINQUIE Sebastien	7000	3500	700	7000
PORADKA Sylvie	15000	7500	1500	15000
PULBY Jerome	15000	7500	1500	15000
RAIMBAULT Bertrand	7000	3500	700	7000
ROLLAND Stephanie	7000	3500	700	7000
ROUVIER Morgan	7000	3500	700	7000
SAVAJOLS Joseph	7000	3500	700	7000
ULPAT Caroline	15000	7500	1500	15000
BOUCHEMA Philippe	15000	7500	1500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	15000	7500	1500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	7000	3500	700	7000
DELMAS Lilian	7000	3500	700	7000
DULUC Axel	7000	3500	700	7000
GAUBERT Guillaume	7000	3500	700	7000
GOUAUX Jean-Louis	15000	7500	1500	15000

HEBRARD Frederic	15000	7500	1500	15000
LANNES Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
LOUEY Dominique	7000	3500	700	7000
MALLERON Cristelle	7000	3500	700	7000
MASCOT Gerard	7000	3500	700	7000
MERIC Sofia	7000	3500	700	7000
MEZAILLES Christopher	7000	3500	700	7000
SABATO Valerie	15000	7500	1500	15000
SCENNER Sandrine	7000	3500	700	7000
TARDIF Philippe	7000	3500	700	7000
TUCOU Amaury	15000	7500	1500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	100000	250000
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	60000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000

MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000

RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	1500	15000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000

CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000

DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	illimité	illimité
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	6000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000

MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000

RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000

AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000

GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
LAFAGE Sylvie	300000	150000
SENTEX Sabine	300000	150000
NGUYEN Claire	300000	150000
MASLIES LATAPIE Philippe	300000	150000
DELQUE Nathalie	300000	150000
MONIE Stephanie	300000	150000
NAUDY Jean-Marc	300000	150000
BAGAGE Romain	300000	150000
POMIES Julien	300000	150000
SPADOTTI Jean-Jacques	300000	150000
RAGARU Agnes	300000	150000
SEGOUFFIN Romain	300000	150000
BENDJEMLA Smain	300000	150000
ROQUES Alain	300000	150000
RAGARU Francois-Xavier	300000	150000
CABELLO Muriel	300000	150000
ESPINASSE Laetitia	300000	150000
GAUFFRE Didier	300000	150000
GERON Olivier	300000	150000
DARRIET Beatrice	300000	150000
MASSE Françoise	300000	150000
DORIATH Marie-Line	300000	150000
LESTRADE Nicole	300000	150000
CROS Emmanuelle	300000	150000
CHAILLAN Michele	300000	150000
PELISSOU Daniel	300000	150000
LETIERCE Herve	300000	150000
WICHTREY Nathalie	300000	150000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	300000	150000
DUCLAY Mylene	300000	150000
ESCATARY Jean-Claude	300000	150000
VAN POUCKE Pascal	300000	150000
DURIF Sandra	300000	150000

JULIEN Marielle	300000	150000
PORADKA Sylvie	300000	150000
LANNES Jean-Luc	300000	150000
SABATO Valerie	300000	150000

Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
GUILLAUME Marie	1500	7500	15000
ARZOT Magali	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000

ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000

TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000
MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000

AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BOUTIN Thierry	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
HERNANDEZ Marie-Francoise	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LE CLEUYOU Stephanie	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTAND Yves	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Francoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000

SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000

PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000

MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
GUILLAUME Marie	1500	7500	15000
ARZOT Magali	1500	7500	15000
WELLER Gwenaëlle	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000

RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000

RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHOIN Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000
MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000

AGUERO Marc	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BOUTIN Thierry	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
HERNANDEZ Marie-Francoise	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LE CLEUYOU Stephanie	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTAND Yves	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Francoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000

SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000

MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000

MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 17 JUIN 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/8 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de

contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE
PILLON Jean-Michel

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	3000	10000	30000
Matricule 26923	6000	15000	60000
Matricule 36965	3000	10000	30000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39411	3000	10000	30000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39976	3000	10000	30000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	3000	10000	30000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 41064	3000	10000	30000
Matricule 41162	1500	7500	15000
Matricule 41223	3000	10000	30000
Matricule 41627	3000	10000	30000
Matricule 41630	3000	10000	30000
Matricule 41711	6000	15000	60000
Matricule 41827	3000	10000	30000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42610	700	3500	7000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000
Matricule 43328	700	3500	7000
Matricule 43345	3000	10000	30000
Matricule 43350	1500	7500	15000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000

Matricule 43993	illimité	100000	250000
Matricule 44009	3000	10000	30000
Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	3000	10000	30000
Matricule 44522	3000	10000	30000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44744	3000	10000	30000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	3000	10000	30000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45525	3000	10000	30000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46571	3000	10000	30000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	3000	10000	30000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51366	3000	10000	30000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000
Matricule 51844	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52093	6000	15000	60000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	3000	10000	30000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000

Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000
Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 53853	6000	15000	60000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54386	700	3500	7000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54855	3000	10000	30000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55511	15000	50000	125000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55926	3000	10000	30000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56184	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56689	3000	10000	30000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57949	1500	1500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000

Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000
Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 60154	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62674	700	3500	7000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000

Matricule 63276	1500	7500	15000
Matricule 63392	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63880	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000
Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66254	700	3500	7000

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	1500	7500	15000
Matricule 35457	1500	7500	15000
Matricule 36965	1500	7500	15000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38103	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39659	1500	7500	15000
Matricule 39886	1500	7500	15000
Matricule 39976	1500	7500	15000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	1500	7500	15000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 40779	1500	7500	15000
Matricule 41064	1500	7500	15000
Matricule 41118	1500	7500	15000
Matricule 41162	1500	7500	15000
Matricule 41223	1500	7500	15000
Matricule 41321	1500	7500	15000
Matricule 41627	1500	7500	15000
Matricule 41630	1500	7500	15000
Matricule 42356	1500	7500	15000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42445	1500	7500	15000
Matricule 42610	700	3500	7000
Matricule 42798	1500	7500	15000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000

Matricule 43328	700	3500	7000
Matricule 43345	1500	7500	15000
Matricule 43350	1500	7500	15000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43870	1500	7500	15000
Matricule 44009	1500	7500	15000
Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	1500	7500	15000
Matricule 44522	1500	7500	15000
Matricule 44632	1500	7500	15000
Matricule 44687	1500	7500	15000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44738	1500	7500	15000
Matricule 44744	1500	7500	15000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	1500	7500	15000
Matricule 44953	1500	7500	15000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46185	1500	7500	15000
Matricule 46187	1500	7500	15000
Matricule 46446	1500	7500	15000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46833	1500	7500	15000
Matricule 46839	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50212	1500	7500	15000
Matricule 50247	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	1500	7500	15000
Matricule 51049	1500	7500	15000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51116	1500	7500	15000
Matricule 51366	1500	7500	15000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000

Matricule 51844	1500	7500	15000
Matricule 51965	1500	7500	15000
Matricule 51973	1500	7500	15000
Matricule 52038	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52221	1500	7500	15000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	1500	7500	15000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 52717	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53140	1500	7500	15000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000
Matricule 53682	1500	7500	15000
Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54629	1500	7500	15000
Matricule 54630	1500	7500	15000
Matricule 54671	1500	7500	15000
Matricule 54855	1500	7500	15000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55473	1500	7500	15000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55810	1500	7500	15000
Matricule 55867	1500	7500	15000
Matricule 55918	1500	7500	15000

Matricule 55926	1500	7500	15000
Matricule 55931	1500	7500	15000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56184	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56229	1500	7500	15000
Matricule 56287	1500	7500	15000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56660	1500	7500	15000
Matricule 56689	1500	7500	15000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56799	1500	7500	15000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57067	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57292	1500	7500	15000
Matricule 57313	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57915	1500	7500	15000
Matricule 57947	1500	7500	15000
Matricule 57949	1500	7500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58141	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58249	1500	7500	15000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58589	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59311	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000

Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59554	1500	7500	15000
Matricule 59657	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 60154	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60457	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60667	1500	7500	15000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60710	1500	7500	15000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60825	1500	7500	15000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61273	1500	7500	15000
Matricule 61415	1500	7500	15000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62617	1500	7500	15000

Matricule 62665	1500	7500	15000
Matricule 62674	700	3500	7000
Matricule 62695	1500	7500	15000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 62994	1500	7500	15000
Matricule 63040	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63276	1500	7500	15000
Matricule 63392	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63880	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64047	1500	7500	15000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64229	1500	7500	15000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000

Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65742	1500	7500	15000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66254	700	3500	7000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/8 du 17 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

DOUANES (DGDDI)

R76-2021-06-03-00013

Arrêté du 3 juin 2021 portant subdélégations de signature en matière contentieuses et gracieuse, douane et contributions indirectes

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 3 JUIN 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/6 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

PILLON Jean-Michel

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

Annexe II à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
LAFAGE Sylvie	50000	50000	50000	50000	15000
LASSERRE Jean-Marc	50000	50000	50000	50000	6000
SENTEX Sabine	40000	40000	40000	40000	3000
MASLIES LATAPIE Philippe	50000	50000	50000	50000	15000
HARIOT Lucien	50000	50000	50000	50000	6000
DELQUE Nathalie	30000	30000	30000	30000	1500
MONIE Stephanie	40000	40000	40000	40000	3000
NAUDY Jean-Marc	30000	30000	30000	30000	1500
BAGAGE Romain	30000	30000	30000	30000	1500
POMIES Julien	30000	30000	30000	30000	1500
SPADOTTI Jean-Jacques	30000	30000	30000	30000	3000
HERBETH Joseph	30000	30000	30000	30000	3000
RAGARU Agnes	50000	50000	50000	50000	3000
SEGOUFFIN Romain	30000	30000	30000	30000	3000
BENDJEMLA Smain	50000	50000	50000	50000	50000
AUDAP Catherine	40000	40000	40000	40000	3000
RAGARU Francois-Xavier	50000	50000	50000	50000	3000
CABELLO Muriel	40000	40000	40000	40000	3000
ESPINASSE Laetitia	30000	30000	30000	30000	1500
GAUFFRE Didier	30000	30000	30000	30000	1500
GERON Olivier	30000	30000	30000	30000	30000
DARRIET Beatrice	50000	50000	50000	50000	50000
MASSE Francoise	50000	50000	50000	50000	3000
COULONGEON Sandrine	50000	50000	50000	50000	6000
GARRIC Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	6000
ARNAL Nadine	50000	50000	50000	50000	50000
DORIATH Marie-Line	50000	50000	50000	50000	3000
LESTRADE Nicole	50000	50000	50000	50000	50000
CROS Emmanuelle	50000	50000	50000	50000	3000
CABANEL Corinne	30000	30000	30000	30000	3000
CHAILLAN Michele	30000	30000	30000	30000	3000
PELISSOU Daniel	50000	50000	50000	50000	3000
LETIERCE Herve	50000	50000	50000	50000	3000

WICHTREY Nathalie	30000	30000	30000	30000	3000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	50000	50000	50000	50000	3000
LESCUYER Eric	30000	30000	30000	30000	3000
DUCLAY Mylene	40000	40000	40000	40000	3000
ESCATARY Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	50000
VAN POUCKE Pascal	30000	30000	30000	30000	1500
DURIF Sandra	30000	30000	30000	30000	1500
JULIEN Marielle	30000	30000	30000	30000	1500
PORADKA Sylvie	30000	30000	30000	30000	1500
LANNES Jean-Luc	30000	30000	30000	30000	1500
SABATO Valerie	30000	30000	30000	30000	1500

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
GUILLAUME Marie	15000	7500	1500	15000
ARZOT Magali	7000	3500	700	7000
CASASOLA Sylvain	15000	7500	1500	15000
CORTES Maurice	15000	7500	1500	15000
DUPIELLET Andre	15000	7500	1500	15000
GERARD Guillaume	15000	7500	1500	15000
LACROIX Sophie	15000	7500	1500	15000
LAREE Florian	15000	7500	1500	15000
LASSERRE Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
PELISSIER Audrey	15000	7500	1500	15000
SERANO GROCQ Sabine	15000	7500	1500	15000
WELLER Gwenaelle	15000	7500	1500	15000
SENTEX Sabine	15000	7500	1500	15000
DUPONT Sarah	7000	3500	700	7000
NGUYEN Claire	15000	7500	1500	15000
BAGAN Amandine	7000	3500	700	7000
BERTRAND Thomas	7000	3500	700	7000
BREUNE Sylvain	15000	7500	1500	15000
CABANNE Sandrine	7000	3500	700	7000
CORRADINI Muriel	15000	7500	1500	15000
DELAUX Julien	7000	3500	700	7000
DELQUE Nathalie	15000	7500	1500	15000
DEMOUGEOT Stephane	7000	3500	700	7000
DJENIAH Lila	15000	7500	1500	15000
EL MAQHOR Taoufik	15000	7500	1500	15000
ESPOSITO Julien	7000	3500	700	7000
FABRE Alexandre	7000	3500	700	7000
FOURCADE Nicolas	7000	3500	700	7000

GOSSE Renaud	15000	7500	1500	15000
GOURINAL Annie	7000	3500	700	7000
GRAY Julien	7000	3500	700	7000
GUIBERT Baptiste	7000	3500	700	7000
HEROUALI Abdelkader	7000	3500	700	7000
HONNAY David	7000	3500	700	7000
JULIEN Yannick	7000	3500	700	7000
KADRI Celine	15000	7500	1500	15000
LECUTIER Olivier	7000	3500	700	7000
MARLE Aurore	7000	3500	700	7000
MATEU Julien	7000	3500	700	7000
MEREL Laura	7000	3500	700	7000
MILLEROU Marie-Francoise	15000	7500	1500	15000
MONIE Stephanie	15000	7500	1500	15000
NAUDY Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
RIBERE Stephane	15000	7500	1500	15000
ROBERT Giovanni	7000	3500	700	7000
ROCA ARANDA Carine	15000	7500	1500	15000
ROQUE Joelle	15000	7500	1500	15000
SEGUI Sebastien	7000	3500	700	7000
VO THANH Maixent	7000	3500	700	7000
ZALITACZ Arthur	15000	7500	1500	15000
ZUBELI Xavier	7000	3500	700	7000
BAGAGE Romain	15000	7500	1500	15000
BONALDO Stephane	7000	3500	700	7000
BRICARD Romain	7000	3500	700	7000
COLIN Arnaud	7000	3500	700	7000
DUTAUD Julien	7000	3500	700	7000
ESTEFFE Franck	7000	3500	700	7000
HARTZ Romain	7000	3500	700	7000
POMIES Julien	15000	7500	1500	15000
PREVOT Damien	15000	7500	1500	15000
RANNOU Florence	15000	7500	1500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	15000	7500	1500	15000
HERBETH Joseph	15000	7500	1500	15000
MIGNARD-SERE Severine	15000	7500	1500	15000
RAGARU Agnes	15000	7500	1500	15000

SEGOUFFIN Romain	15000	7500	1500	15000
BENDJEMLA Smain	15000	7500	1500	15000
CAUBET Marie-Chantal	15000	7500	1500	15000
ROQUES Alain	15000	7500	1500	15000
TIBERI Andree	7000	3500	700	7000
AUDAP Catherine	15000	7500	1500	15000
FABRE Renaud	7000	3500	700	7000
GONDRY Karine	15000	7500	1500	15000
MESPLE Isabelle	15000	7500	1500	15000
MORICHON Herve	7000	3500	700	7000
PAYEN Sylvie	7000	3500	700	7000
PEREZ Alain	15000	7500	1500	15000
PIETRON Alain	15000	7500	1500	15000
RAGARU Francois-Xavier	15000	7500	1500	15000
RANOUILLE Richard	15000	7500	1500	15000
SABIDO Laurent	15000	7500	1500	15000
CABELLO Muriel	15000	7500	1500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	7000	3500	700	7000
CONSTANS Philippe	15000	7500	1500	15000
CORREIA Mikael	7000	3500	700	7000
DENJEAN Patrice	7000	3500	700	7000
DUPLAN Antoine	15000	7500	1500	15000
ESPINASSE Laetitia	15000	7500	1500	15000
ESTIBAL Florent	15000	7500	1500	15000
GESSE Aurelie	7000	3500	700	7000
GROS Jennifer	7000	3500	700	7000
HAMON Thomas	15000	7500	1500	15000
ILLY Lucas	7000	3500	700	7000
MANDER Mathieu	7000	3500	700	7000
MARTINS Guillaume	7000	3500	700	7000
PERICHON Francois	7000	3500	700	7000
PORTIER Guillaume	7000	3500	700	7000
QUARANTA Mickael	7000	3500	700	7000
RIVALLAND Benoit	15000	7500	1500	15000
TERRIER Ludvine	15000	7500	1500	15000
THIBAULT Frederic	7000	3500	700	7000
TOTARO Adeline	15000	7500	1500	15000

TOURNEL Xavier	15000	7500	1500	15000
ARSICAUD Christophe	15000	7500	1500	15000
BONA Helene	7000	3500	700	7000
BOUSQUIE Samantha	7000	3500	700	7000
BRISE Florian	15000	7500	1500	15000
CATHALA Carole	15000	7500	1500	15000
CHASSAIN Gaelle	7000	3500	700	7000
CHICOT Florence	7000	3500	700	7000
CRABOL Guilhem	15000	7500	1500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	15000	7500	1500	15000
DUBICKI Alexandre	15000	7500	1500	15000
GAUFFRE Didier	15000	7500	1500	15000
GENDRE Simon	7000	3500	700	7000
GERON Olivier	15000	7500	1500	15000
GRIMART Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
GROSFILLEY Robin	7000	3500	700	7000
LAMART Amael	7000	3500	700	7000
NICOD Christophe	7000	3500	700	7000
STACCHETTI Fabienne	15000	7500	1500	15000
VAISSIERE Quentin	15000	7500	1500	15000
ALLOUCH Daniel	15000	7500	1500	15000
BLANCHAIN Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
BRAHIM Nadia	15000	7500	1500	15000
BRAS Maxime	15000	7500	1500	15000
CALVO Marie-Louise	15000	7500	1500	15000
CASTERA Evelyne	7000	3500	700	7000
CHAINET Claude	15000	7500	1500	15000
DARRIET Beatrice	15000	7500	1500	15000
ELHORGA Yves	15000	7500	1500	15000
FUNES Severine	15000	7500	1500	15000
GAUTIER Carole	15000	7500	1500	15000
HAMBLI Said	15000	7500	1500	15000
LOULMET Pierre	15000	7500	1500	15000
MASSE Francoise	15000	7500	1500	15000
MAZIERES Evelyne	15000	7500	1500	15000
MESTRIES Sandra	15000	7500	1500	15000
NIFENECKER Jean	15000	7500	1500	15000

RODIERE Monique	15000	7500	1500	15000
ROGET Gerard	15000	7500	1500	15000
STEFANIAK Nancy	7000	3500	700	7000
CAMPAGNAC Elisabeth	15000	7500	1500	15000
LENDE Georgette	15000	7500	1500	15000
ABBAD Manon	15000	7500	1500	15000
AGUERO Marc	15000	7500	1500	15000
AGUERO Brigitte	15000	7500	1500	15000
ARMENGAUD Sandrine	15000	7500	1500	15000
ARNAL Nadine	15000	7500	1500	15000
AUDROIN Clement	7000	3500	700	7000
BESNEHARD Cassandre	15000	7500	1500	15000
BOISNOIR Yvelise	7000	3500	700	7000
BOURREAU Vincent	15000	7500	1500	15000
BOUTIN Thierry	15000	7500	1500	15000
CASAUX Nathalie	15000	7500	1500	15000
CORTADE Cathy	15000	7500	1500	15000
COURSIN Guillaume	15000	7500	1500	15000
DASTREVIGNE Thomas	15000	7500	1500	15000
DELMAS Audrey	15000	7500	1500	15000
DIAS DAS ALMAS Yvan	7000	3500	700	7000
DORIATH Marie-Line	15000	7500	1500	15000
DUFEE Kevin	15000	7500	1500	15000
FABRE Celine	15000	7500	1500	15000
FAUCANIE Caroline	15000	7500	1500	15000
FAYE Beatrice	15000	7500	1500	15000
GARBES Pierre	15000	7500	1500	15000
HARMEL Sandra	15000	7500	1500	15000
HERNANDEZ Marie-Francoise	15000	7500	1500	15000
LALANDE Elodie	15000	7500	1500	15000
LE CLEUYOU Stephanie	15000	7500	1500	15000
LE MAGUER Nolwenn	15000	7500	1500	15000
LESCLAUX Vincent	15000	7500	1500	15000
LESTAND Yves	15000	7500	1500	15000
LESTRADE Nicole	15000	7500	1500	15000
LOUVRIER Maxime	15000	7500	1500	15000
MONTELEONE Olivier	15000	7500	1500	15000

MOREL Flavie	15000	7500	1500	15000
MOREL Djamila	15000	7500	1500	15000
NARDARI Lionel	15000	7500	1500	15000
NICOLAS Marlene	15000	7500	1500	15000
NUNC Sophie	15000	7500	1500	15000
OCCHIPINTI Bernard	15000	7500	1500	15000
OMARI Zorha	15000	7500	1500	15000
OSER Emeline	15000	7500	1500	15000
OTTOGALLI Genevieve	15000	7500	1500	15000
PAVY Laurence	15000	7500	1500	15000
PETIT Francoise	15000	7500	1500	15000
PICOT Sandrine	7000	3500	700	7000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	15000	7500	1500	15000
QUERRY Nathalie	7000	3500	700	7000
RIBOULEAU Christophe	15000	7500	1500	15000
ROUQUET Jerome	15000	7500	1500	15000
SAJOUS Laurent	15000	7500	1500	15000
SANVEE Sophie	15000	7500	1500	15000
SCHWAM Marion	15000	7500	1500	15000
SOULET Nathalie	7000	3500	700	7000
STRZELECKI Aurelie	15000	7500	1500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	15000	7500	1500	15000
BOSCH Pierre	7000	3500	700	7000
CROS Emmanuelle	15000	7500	1500	15000
GAVALDA Elodie	15000	7500	1500	15000
VIDALAIN Claudine	7000	3500	700	7000
CABANEL Corinne	15000	7500	1500	15000
CALVET Anne	7000	3500	700	7000
CHAILLAN Michele	15000	7500	1500	15000
DABROWSKI Luc	15000	7500	1500	15000
LARROQUE Didier	15000	7500	1500	15000
MIKULANIEC Laure	7000	3500	700	7000
PELISSOU Daniel	15000	7500	1500	15000
CHEVALIER Laura	7000	3500	700	7000
JAUGEAS Christele	7000	3500	700	7000
LETIERCE Herve	15000	7500	1500	15000
MOUHIB Mylene	15000	7500	1500	15000

PAYET Jean-Thierry	15000	7500	1500	15000
VERGNE Bruno	15000	7500	1500	15000
WICHTREY Nathalie	15000	7500	1500	15000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	15000	7500	1500	15000
CAVAILLES Jerome	7000	3500	700	7000
ESPEROU Nolwenn	15000	7500	1500	15000
FRAICHE Christine	15000	7500	1500	15000
LESCUYER Eric	15000	7500	1500	15000
PEREZ Sandra	15000	7500	1500	15000
PY Ghislain	15000	7500	1500	15000
ABADIE Dominique	7000	3500	700	7000
AIRAUDI Bruno	7000	3500	700	7000
BENRELEM Sofiane	15000	7500	1500	15000
BERGES Thierry	7000	3500	700	7000
BLANCO GIL Pedro	7000	3500	700	7000
BOHORQUEZ Christian	15000	7500	1500	15000
BROUCKE Herve	15000	7500	1500	15000
BUFFEL Daniel	15000	7500	1500	15000
CIVADIER Julien	7000	3500	700	7000
DHUGUES Sandrine	15000	7500	1500	15000
DUCLAY Mylene	15000	7500	1500	15000
ESCATARY Jean-Claude	15000	7500	1500	15000
GALENT Norbert	15000	7500	1500	15000
GARBAJOSA Arnaud	15000	7500	1500	15000
GAUBERT Frederique	7000	3500	700	7000
GIROUSSENS Fabien	7000	3500	700	7000
JUSTAMON Elise	15000	7500	1500	15000
L'HOTE Romaric	15000	7500	1500	15000
LACOSTE Alain	7000	3500	700	7000
LAFFITAU Frank	7000	3500	700	7000
LECLERC Cecile	7000	3500	700	7000
MANNE Sebastien	15000	7500	1500	15000
MARY Jean-Luc	7000	3500	700	7000
MEURISSE Muriel	15000	7500	1500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	7000	3500	700	7000
MONTAGNINI Laurent	7000	3500	700	7000
MORGANT Jacky	7000	3500	700	7000

MULLER Jean-Claude	7000	3500	700	7000
PERILHOU Pierre	7000	3500	700	7000
POMAREDE Eric	7000	3500	700	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	15000	7500	1500	15000
SAGNES Jerome	15000	7500	1500	15000
SCLAFER Laurent	7000	3500	700	7000
VAN POUCKE Pascal	15000	7500	1500	15000
ACITORES Axel	7000	3500	700	7000
BERET Rene	7000	3500	700	7000
BOYER Frederic	7000	3500	700	7000
CHEVALDONNET Benjamin	7000	3500	700	7000
COREIXAS Stephane	15000	7500	1500	15000
CROUZET Florian	7000	3500	700	7000
DELAMAIDE Vincent	7000	3500	700	7000
DUMONT Laura	7000	3500	700	7000
DURIF Sandra	15000	7500	1500	15000
GARZO Lionel	7000	3500	700	7000
GONZALEZ Miguel	7000	3500	700	7000
JULIEN Marielle	15000	7500	1500	15000
LAURAIN Damien	15000	7500	1500	15000
LECUPPRE Guillaume	7000	3500	700	7000
MORCILLO Jeremy	7000	3500	700	7000
PETIT Marine	15000	7500	1500	15000
PINQUIE Sebastien	7000	3500	700	7000
PORADKA Sylvie	15000	7500	1500	15000
PULBY Jerome	15000	7500	1500	15000
RAIMBAULT Bertrand	7000	3500	700	7000
ROLLAND Stephanie	7000	3500	700	7000
ROUVIER Morgan	7000	3500	700	7000
SAVAJOLS Joseph	7000	3500	700	7000
ULPAT Caroline	15000	7500	1500	15000
BOUCHEMA Philippe	15000	7500	1500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	15000	7500	1500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	7000	3500	700	7000
DELMAS Lilian	7000	3500	700	7000
DULUC Axel	7000	3500	700	7000
GAUBERT Guillaume	7000	3500	700	7000

GOUAUX Jean-Louis	15000	7500	1500	15000
HEBRARD Frederic	15000	7500	1500	15000
LANNES Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
LOUEY Dominique	7000	3500	700	7000
MALLERON Cristelle	7000	3500	700	7000
MASCOT Gerard	7000	3500	700	7000
MERIC Sofia	7000	3500	700	7000
MEZAILLES Christopher	7000	3500	700	7000
SABATO Valerie	15000	7500	1500	15000
SCENNER Sandrine	7000	3500	700	7000
TARDIF Philippe	7000	3500	700	7000
TUCOU Amaury	15000	7500	1500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	100000	250000
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	60000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000

MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000

RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAULT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000

AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000

GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	illimité	illimité
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	6000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000

MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000

RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000

AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000

GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
LAFAGE Sylvie	300000	150000
SENTEX Sabine	300000	150000
NGUYEN Claire	300000	150000
MASLIES LATAPIE Philippe	300000	150000
DELQUE Nathalie	300000	150000
MONIE Stephanie	300000	150000
NAUDY Jean-Marc	300000	150000
BAGAGE Romain	300000	150000
POMIES Julien	300000	150000
SPADOTTI Jean-Jacques	300000	150000
RAGARU Agnes	300000	150000
SEGOUFFIN Romain	300000	150000
BENDJEMLA Smain	300000	150000
ROQUES Alain	300000	150000
RAGARU Francois-Xavier	300000	150000
CABELLO Muriel	300000	150000
ESPINASSE Laetitia	300000	150000
GAUFFRE Didier	300000	150000
GERON Olivier	300000	150000
DARRIET Beatrice	300000	150000
MASSE Françoise	300000	150000
DORIATH Marie-Line	300000	150000
LESTRADE Nicole	300000	150000
CROS Emmanuelle	300000	150000
CHAILLAN Michele	300000	150000
PELISSOU Daniel	300000	150000
LETIERCE Herve	300000	150000
WICHTREY Nathalie	300000	150000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	300000	150000
DUCLAY Mylene	300000	150000
ESCATARY Jean-Claude	300000	150000
VAN POUCKE Pascal	300000	150000
DURIF Sandra	300000	150000

JULIEN Marielle	300000	150000
PORADKA Sylvie	300000	150000
LANNES Jean-Luc	300000	150000
SABATO Valerie	300000	150000

Annexe VII à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
GUILLAUME Marie	1500	7500	15000
ARZOT Magali	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000

ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000

TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000
MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000
AGUERO Marc	1500	7500	15000

AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BOUTIN Thierry	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
HERNANDEZ Marie-Francoise	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LE CLEUYOU Stephanie	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTAND Yves	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Francoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000

SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000

PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000

MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Annexe VIII à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
GUILLAUME Marie	1500	7500	15000
ARZOT Magali	1500	7500	15000
WELLER Gwenaëlle	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
EL MAQHOR Taoufik	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MILLEROU Marie-Francoise	1500	7500	15000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000

RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
BRICARD Romain	700	3500	7000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
ESTEFFE Franck	700	3500	7000
HARTZ Romain	700	3500	7000
POMIES Julien	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000

RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
DUBICKI Alexandre	1500	7500	15000
GAUFFRE Didier	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
GROSFILLEY Robin	700	3500	7000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
VAISSIERE Quentin	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000
MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000

AGUERO Marc	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BOUTIN Thierry	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
HERNANDEZ Marie-Francoise	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LE CLEUYOU Stephanie	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTAND Yves	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
NARDARI Lionel	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Francoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000

SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000

MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
LOUEY Dominique	700	3500	7000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000

MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 3 JUIN 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/6 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de

contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE
PILLON Jean-Michel

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	3000	10000	30000
Matricule 26923	6000	15000	60000
Matricule 36965	3000	10000	30000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39411	3000	10000	30000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39976	3000	10000	30000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	3000	10000	30000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 41064	3000	10000	30000
Matricule 41162	1500	7500	15000
Matricule 41223	3000	10000	30000
Matricule 41627	3000	10000	30000
Matricule 41630	3000	10000	30000
Matricule 41711	6000	15000	60000
Matricule 41827	3000	10000	30000
Matricule 42610	700	3500	7000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000
Matricule 43328	700	3500	7000
Matricule 43345	3000	10000	30000
Matricule 43350	1500	7500	15000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43993	illimité	100000	250000

Matricule 44009	3000	10000	30000
Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	3000	10000	30000
Matricule 44522	3000	10000	30000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44744	3000	10000	30000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	3000	10000	30000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45525	3000	10000	30000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46571	3000	10000	30000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	3000	10000	30000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51366	3000	10000	30000
Matricule 51794	1500	7500	15000
Matricule 51844	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52093	6000	15000	60000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	3000	10000	30000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000

Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 53853	6000	15000	60000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54386	700	3500	7000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54855	3000	10000	30000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55511	15000	50000	125000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55926	3000	10000	30000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56184	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56689	3000	10000	30000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000

Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 60154	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62674	700	3500	7000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63276	1500	7500	15000
Matricule 63392	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000

Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63880	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000
Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66254	700	3500	7000

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	1500	7500	15000
Matricule 35457	1500	7500	15000
Matricule 36965	1500	7500	15000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38103	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39659	1500	7500	15000
Matricule 39886	1500	7500	15000
Matricule 39976	1500	7500	15000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	1500	7500	15000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 40779	1500	7500	15000
Matricule 41064	1500	7500	15000
Matricule 41118	1500	7500	15000
Matricule 41162	1500	7500	15000
Matricule 41223	1500	7500	15000
Matricule 41321	1500	7500	15000
Matricule 41627	1500	7500	15000
Matricule 41630	1500	7500	15000
Matricule 42356	1500	7500	15000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42445	1500	7500	15000
Matricule 42610	700	3500	7000
Matricule 42798	1500	7500	15000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000

Matricule 43328	700	3500	7000
Matricule 43345	1500	7500	15000
Matricule 43350	1500	7500	15000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43870	1500	7500	15000
Matricule 44009	1500	7500	15000
Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	1500	7500	15000
Matricule 44522	1500	7500	15000
Matricule 44632	1500	7500	15000
Matricule 44687	1500	7500	15000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44738	1500	7500	15000
Matricule 44744	1500	7500	15000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	1500	7500	15000
Matricule 44953	1500	7500	15000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46185	1500	7500	15000
Matricule 46187	1500	7500	15000
Matricule 46446	1500	7500	15000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46833	1500	7500	15000
Matricule 46839	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50212	1500	7500	15000
Matricule 50247	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	1500	7500	15000
Matricule 51049	1500	7500	15000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51116	1500	7500	15000
Matricule 51366	1500	7500	15000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000

Matricule 51844	1500	7500	15000
Matricule 51965	1500	7500	15000
Matricule 51973	1500	7500	15000
Matricule 52038	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52221	1500	7500	15000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	1500	7500	15000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 52717	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53140	1500	7500	15000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000
Matricule 53682	1500	7500	15000
Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54629	1500	7500	15000
Matricule 54630	1500	7500	15000
Matricule 54671	1500	7500	15000
Matricule 54855	1500	7500	15000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55473	1500	7500	15000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55810	1500	7500	15000
Matricule 55867	1500	7500	15000
Matricule 55918	1500	7500	15000

Matricule 55926	1500	7500	15000
Matricule 55931	1500	7500	15000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56184	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56229	1500	7500	15000
Matricule 56287	1500	7500	15000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56660	1500	7500	15000
Matricule 56689	1500	7500	15000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56799	1500	7500	15000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57067	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57292	1500	7500	15000
Matricule 57313	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57915	1500	7500	15000
Matricule 57947	1500	7500	15000
Matricule 57949	1500	7500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58141	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58249	1500	7500	15000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58589	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59311	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000

Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59554	1500	7500	15000
Matricule 59657	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 60154	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60457	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60667	1500	7500	15000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60710	1500	7500	15000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60825	1500	7500	15000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61273	1500	7500	15000
Matricule 61415	1500	7500	15000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62617	1500	7500	15000

Matricule 62665	1500	7500	15000
Matricule 62674	700	3500	7000
Matricule 62695	1500	7500	15000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 62994	1500	7500	15000
Matricule 63040	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63276	1500	7500	15000
Matricule 63392	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63880	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64047	1500	7500	15000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64229	1500	7500	15000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000

Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65742	1500	7500	15000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66254	700	3500	7000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/6 du 3 juin 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

DOUANES (DGDDI)

R76-2021-10-07-00003

Arrêté du 7 octobre 2021 portant subdélégations
de signature en matière contentieuse et
gracieuse, douane et contributions indirectes

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 7 OCT. 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/12 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

PILLON Jean-Michel

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

Annexe II à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
LAFAGE Sylvie	50000	50000	50000	50000	15000
LASSERRE Jean-Marc	50000	50000	50000	50000	6000
SENTEX Sabine	40000	40000	40000	40000	3000
MASLIES LATAPIE Philippe	50000	50000	50000	50000	15000
HARIOT Lucien	50000	50000	50000	50000	6000
DELQUE Nathalie	30000	30000	30000	30000	1500
MONIE Stephanie	40000	40000	40000	40000	3000
NAUDY Jean-Marc	30000	30000	30000	30000	1500
BAGAGE Romain	30000	30000	30000	30000	1500
POMIES Julien	30000	30000	30000	30000	1500
SPADOTTI Jean-Jacques	30000	30000	30000	30000	3000
HERBETH Joseph	30000	30000	30000	30000	3000
RAGARU Agnes	50000	50000	50000	50000	3000
SEGOUFFIN Romain	30000	30000	30000	30000	3000
BENDJEMLA Smain	50000	50000	50000	50000	3000
AUDAP Catherine	40000	40000	40000	40000	3000
RAGARU Francois-Xavier	50000	50000	50000	50000	3000
CABELLO Muriel	40000	40000	40000	40000	3000
ESPINASSE Laetitia	30000	30000	30000	30000	1500
GERON Olivier	30000	30000	30000	30000	1500
DARRIET Beatrice	50000	50000	50000	50000	3000
MASSE Françoise	50000	50000	50000	50000	3000
COULONGEON Sandrine	50000	50000	50000	50000	6000
GARRIC Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	6000
ARNAL Nadine	50000	50000	50000	50000	3000
DORIATH Marie-Line	50000	50000	50000	50000	3000
LESTRADE Nicole	50000	50000	50000	50000	3000
CROS Emmanuelle	50000	50000	50000	50000	3000
CABANEL Corinne	30000	30000	30000	30000	3000
CHAILLAN Michele	30000	30000	30000	30000	3000
PELISSOU Daniel	50000	50000	50000	50000	3000
LETIERCE Herve	50000	50000	50000	50000	3000
WICHTREY Nathalie	30000	30000	30000	30000	3000

CALVET DE FRANCESCHI Alexis	50000	50000	50000	50000	3000
LESCUYER Eric	30000	30000	30000	30000	3000
DUCLAY Mylene	40000	40000	40000	40000	3000
ESCATARY Jean-Claude	50000	50000	50000	50000	3000
VAN POUCKE Pascal	30000	30000	30000	30000	1500
DURIF Sandra	30000	30000	30000	30000	1500
JULIEN Marielle	30000	30000	30000	30000	1500
PORADKA Sylvie	30000	30000	30000	30000	1500
LANNES Jean-Luc	30000	30000	30000	30000	1500
SABATO Valerie	30000	30000	30000	30000	1500

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	7000	3500	700	7000
CASASOLA Sylvain	15000	7500	1500	15000
DUPIELLET Andre	15000	7500	1500	15000
GERARD Guillaume	15000	7500	1500	15000
LACROIX Sophie	15000	7500	1500	15000
LASSERRE Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
PELISSIER Audrey	15000	7500	1500	15000
SERANO GROCQ Sabine	15000	7500	1500	15000
WELLER Gwenaelle	15000	7500	1500	15000
SENTEX Sabine	15000	7500	1500	15000
DUPONT Sarah	7000	3500	700	7000
NGUYEN Claire	15000	7500	1500	15000
HARIOT Lucien	15000	7500	1500	15000
MENVIELLE Catherine	15000	7500	1500	15000
AOUSSAR Bouazza	15000	7500	1500	15000
BAGAN Amandine	7000	3500	700	7000
BERTRAND Thomas	7000	3500	700	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	7000	3500	700	7000
BREUNE Sylvain	15000	7500	1500	15000
CABANNE Sandrine	7000	3500	700	7000
CORRADINI Muriel	15000	7500	1500	15000
DELAUX Julien	7000	3500	700	7000
DELQUE Nathalie	15000	7500	1500	15000
DEMOUGEOT Stephane	7000	3500	700	7000
DJENIAH Lila	15000	7500	1500	15000
ESPOSITO Julien	7000	3500	700	7000
FABRE Alexandre	7000	3500	700	7000
FOURCADE Nicolas	7000	3500	700	7000

GOSSE Renaud	15000	7500	1500	15000
GOURINAL Annie	7000	3500	700	7000
GRAY Julien	7000	3500	700	7000
GUIBERT Baptiste	7000	3500	700	7000
HEROUALI Abdelkader	7000	3500	700	7000
HONNAY David	7000	3500	700	7000
JULIEN Yannick	7000	3500	700	7000
KADRI Celine	15000	7500	1500	15000
LANDREAU Charline	7000	3500	700	7000
LECUTIER Olivier	7000	3500	700	7000
MARLE Aurore	7000	3500	700	7000
MATEU Julien	7000	3500	700	7000
MEREL Laura	7000	3500	700	7000
MONIE Stephanie	15000	7500	1500	15000
MOROTTI Thomas	7000	3500	700	7000
NAUDY Jean-Marc	15000	7500	1500	15000
RIBERE Stephane	15000	7500	1500	15000
ROBERT Giovanni	7000	3500	700	7000
ROCA ARANDA Carine	15000	7500	1500	15000
ROQUE Joelle	15000	7500	1500	15000
SEGUI Sebastien	7000	3500	700	7000
VO THANH Maixent	7000	3500	700	7000
ZALITACZ Arthur	15000	7500	1500	15000
ZUBELI Xavier	7000	3500	700	7000
BAGAGE Romain	15000	7500	1500	15000
BRICARD Romain	7000	3500	700	7000
CHAMPEAU Emmanuel	15000	7500	1500	15000
COLIN Arnaud	7000	3500	700	7000
DOUMEKSA Abderrahim	15000	7500	1500	15000
DUTAUD Julien	7000	3500	700	7000
GUERIN Jeremy	15000	7500	1500	15000
HARTZ Romain	7000	3500	700	7000
JULIAN Anaïs	15000	7500	1500	15000
MAHIOUS Salim	15000	7500	1500	15000
MOSSAN Alix	15000	7500	1500	15000
POMIES Julien	15000	7500	1500	15000
SCHUTT Victoria	15000	7500	1500	15000

YASSIN Victor	15000	7500	1500	15000
PREVOT Damien	15000	7500	1500	15000
RANNOU Florence	15000	7500	1500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	15000	7500	1500	15000
HERBETH Joseph	15000	7500	1500	15000
MIGNARD-SERE Severine	15000	7500	1500	15000
RAGARU Agnes	15000	7500	1500	15000
SEGOUFFIN Romain	15000	7500	1500	15000
BENDJEMLA Smain	15000	7500	1500	15000
CAUBET Marie-Chantal	15000	7500	1500	15000
ROQUES Alain	15000	7500	1500	15000
TIBERI Andree	7000	3500	700	7000
AUDAP Catherine	15000	7500	1500	15000
BONALDO Stephane	7000	3500	700	7000
FABRE Renaud	7000	3500	700	7000
GONDRY Karine	15000	7500	1500	15000
MESPLE Isabelle	15000	7500	1500	15000
MORICHON Herve	7000	3500	700	7000
PAYEN Sylvie	7000	3500	700	7000
PEREZ Alain	15000	7500	1500	15000
PIETRON Alain	15000	7500	1500	15000
RAGARU Francois-Xavier	15000	7500	1500	15000
RANOUILLE Richard	15000	7500	1500	15000
SABIDO Laurent	15000	7500	1500	15000
CABELLO Muriel	15000	7500	1500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	7000	3500	700	7000
CONSTANS Philippe	15000	7500	1500	15000
CORREIA Mikael	7000	3500	700	7000
DENJEAN Patrice	7000	3500	700	7000
DUPLAN Antoine	15000	7500	1500	15000
ESPINASSE Laetitia	15000	7500	1500	15000
ESTIBAL Florent	15000	7500	1500	15000
GESSE Aurelie	7000	3500	700	7000
GROS Jennifer	7000	3500	700	7000
HAMON Thomas	15000	7500	1500	15000
ILLY Lucas	7000	3500	700	7000
MANDER Mathieu	7000	3500	700	7000

MARTINS Guillaume	7000	3500	700	7000
PERICHON Francois	7000	3500	700	7000
PORTIER Guillaume	7000	3500	700	7000
QUARANTA Mickael	7000	3500	700	7000
RIVALLAND Benoit	15000	7500	1500	15000
TERRIER Ludivine	15000	7500	1500	15000
THIBAULT Frederic	7000	3500	700	7000
TOTARO Adeline	15000	7500	1500	15000
TOURNEL Xavier	15000	7500	1500	15000
ARSICAUD Christophe	15000	7500	1500	15000
BONA Helene	7000	3500	700	7000
BOUSQUIE Samantha	7000	3500	700	7000
BRISE Florian	15000	7500	1500	15000
CATHALA Carole	15000	7500	1500	15000
CHASSAIN Gaelle	7000	3500	700	7000
CHICOT Florence	7000	3500	700	7000
CRABOL Guilhem	15000	7500	1500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	15000	7500	1500	15000
GENDRE Simon	7000	3500	700	7000
GERON Olivier	15000	7500	1500	15000
GRIMART Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
LAMART Amael	7000	3500	700	7000
NICOD Christophe	7000	3500	700	7000
OMBRET Regis	7000	3500	700	7000
ROHART Yann	7000	3500	700	7000
STACCHETTI Fabienne	15000	7500	1500	15000
ALLOUCH Daniel	15000	7500	1500	15000
BLANCHOIN Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
BRAHIM Nadia	15000	7500	1500	15000
BRAS Maxime	15000	7500	1500	15000
CALVO Marie-Louise	15000	7500	1500	15000
CASTERA Evelyne	7000	3500	700	7000
CHAINET Claude	15000	7500	1500	15000
DARRIET Beatrice	15000	7500	1500	15000
ELHORGA Yves	15000	7500	1500	15000
FUNES Severine	15000	7500	1500	15000
GAUTIER Carole	15000	7500	1500	15000

HAMBLI Said	15000	7500	1500	15000
LOULMET Pierre	15000	7500	1500	15000
MASSE Francoise	15000	7500	1500	15000
MAZIERES Evelyne	15000	7500	1500	15000
MESTRIES Sandra	15000	7500	1500	15000
NIFENECKER Jean	15000	7500	1500	15000
RODIERE Monique	15000	7500	1500	15000
ROGET Gerard	15000	7500	1500	15000
STEFANIAK Nancy	7000	3500	700	7000
CAMPAGNAC Elisabeth	15000	7500	1500	15000
LENDE Georgette	15000	7500	1500	15000
COULONGEON Sandrine	15000	7500	1500	15000
GARRIC Jean-Claude	15000	7500	1500	15000
ABBAD Manon	15000	7500	1500	15000
AGUERO Brigitte	15000	7500	1500	15000
AGUERO Marc	15000	7500	1500	15000
ARMENGAUD Sandrine	15000	7500	1500	15000
ARNAL Nadine	15000	7500	1500	15000
AUDROIN Clement	7000	3500	700	7000
BESNEHARD Cassandre	15000	7500	1500	15000
BOISNOIR Yvelise	7000	3500	700	7000
BOUCHARDY Eric	15000	7500	1500	15000
BOURREAU Vincent	15000	7500	1500	15000
BRIOUX Marine	15000	7500	1500	15000
CASAUX Nathalie	15000	7500	1500	15000
CORTADE Cathy	15000	7500	1500	15000
COURSIN Guillaume	15000	7500	1500	15000
DASTREVIGNE Thomas	15000	7500	1500	15000
DELMAS Audrey	15000	7500	1500	15000
DIAS DAS ALMAS Yvan	7000	3500	700	7000
DORIATH Marie-Line	15000	7500	1500	15000
DUFEE Kevin	15000	7500	1500	15000
ER ROUSSI Khalid	15000	7500	1500	15000
FABRE Celine	15000	7500	1500	15000
FAUCANIE Caroline	15000	7500	1500	15000
FAYE Beatrice	15000	7500	1500	15000
GARBES Pierre	15000	7500	1500	15000

HARMEL Sandra	15000	7500	1500	15000
LALANDE Elodie	15000	7500	1500	15000
LANGLOIS Cyril	15000	7500	1500	15000
LAXAGUE Herve	15000	7500	1500	15000
LE MAGUER Nolwenn	15000	7500	1500	15000
LESCLAUX Vincent	15000	7500	1500	15000
LESTRADE Nicole	15000	7500	1500	15000
LOUVRIER Maxime	15000	7500	1500	15000
MONTELEONE Olivier	15000	7500	1500	15000
MOREL Djamil	15000	7500	1500	15000
MOREL Flavie	15000	7500	1500	15000
NICOLAS Marlene	15000	7500	1500	15000
NUNC Sophie	15000	7500	1500	15000
OCCHIPINTI Bernard	15000	7500	1500	15000
OMARI Zorha	15000	7500	1500	15000
OSER Emeline	15000	7500	1500	15000
OTTOGALLI Genevieve	15000	7500	1500	15000
PAVY Laurence	15000	7500	1500	15000
PETIT Françoise	15000	7500	1500	15000
PICOT Sandrine	7000	3500	700	7000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	15000	7500	1500	15000
QUERRY Nathalie	7000	3500	700	7000
RIBOULEAU Christophe	15000	7500	1500	15000
ROUQUET Jerome	15000	7500	1500	15000
SAJOUS Laurent	15000	7500	1500	15000
SANVEE Sophie	15000	7500	1500	15000
SCHWAM Marion	15000	7500	1500	15000
SOULET Nathalie	7000	3500	700	7000
STRZELECKI Aurelie	15000	7500	1500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	15000	7500	1500	15000
BOSCH Pierre	7000	3500	700	7000
CROS Emmanuelle	15000	7500	1500	15000
GAVALDA Elodie	15000	7500	1500	15000
VIDALAIN Claudine	7000	3500	700	7000
CABANEL Corinne	15000	7500	1500	15000
CALVET Anne	7000	3500	700	7000
CHAILLAN Michele	15000	7500	1500	15000

DABROWSKI Luc	15000	7500	1500	15000
LARROQUE Didier	15000	7500	1500	15000
MIKULANIEC Laure	7000	3500	700	7000
PELISSOU Daniel	15000	7500	1500	15000
CHEVALIER Laura	7000	3500	700	7000
JAUGEAS Christele	7000	3500	700	7000
LETIERCE Herve	15000	7500	1500	15000
MOUHIB Mylene	15000	7500	1500	15000
PAYET Jean-Thierry	15000	7500	1500	15000
VERGNE Bruno	15000	7500	1500	15000
WICHTREY Nathalie	15000	7500	1500	15000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	15000	7500	1500	15000
CAVAILLES Jerome	7000	3500	700	7000
ESPEROU Nolwenn	15000	7500	1500	15000
FRAICHE Christine	15000	7500	1500	15000
LESCUYER Eric	15000	7500	1500	15000
PEREZ Sandra	15000	7500	1500	15000
ABADIE Dominique	7000	3500	700	7000
AIRAUDI Bruno	7000	3500	700	7000
BENRELEM Sofiane	15000	7500	1500	15000
BERGES Thierry	7000	3500	700	7000
BLANCO GIL Pedro	7000	3500	700	7000
BOHORQUEZ Christian	15000	7500	1500	15000
BROUCKE Herve	15000	7500	1500	15000
BUFFEL Daniel	15000	7500	1500	15000
CIVADIER Julien	7000	3500	700	7000
DHUGUES Sandrine	15000	7500	1500	15000
DUCLAY Mylene	15000	7500	1500	15000
ESCATARY Jean-Claude	15000	7500	1500	15000
GALENT Norbert	15000	7500	1500	15000
GARBAJOSA Arnaud	15000	7500	1500	15000
GAUBERT Frederique	7000	3500	700	7000
GIROUSSENS Fabien	7000	3500	700	7000
JUSTAMON Elise	15000	7500	1500	15000
L'HOTE Romaric	15000	7500	1500	15000
LACOSTE Alain	7000	3500	700	7000
LAFFITAU Frank	7000	3500	700	7000

LECLERC Cecile	7000	3500	700	7000
MANNE Sebastien	15000	7500	1500	15000
MARY Jean-Luc	7000	3500	700	7000
MEURISSE Muriel	15000	7500	1500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	7000	3500	700	7000
MONTAGNINI Laurent	7000	3500	700	7000
MORGANT Jacky	7000	3500	700	7000
MULLER Jean-Claude	7000	3500	700	7000
PERILHOU Pierre	7000	3500	700	7000
POMAREDE Eric	7000	3500	700	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	15000	7500	1500	15000
SAGNES Jerome	15000	7500	1500	15000
SCLAFER Laurent	7000	3500	700	7000
VAN POUCKE Pascal	15000	7500	1500	15000
ACITORES Axel	7000	3500	700	7000
BERET Rene	7000	3500	700	7000
BOYER Frederic	7000	3500	700	7000
CHEVALDONNET Benjamin	7000	3500	700	7000
COREIXAS Stephane	15000	7500	1500	15000
CROUZET Florian	7000	3500	700	7000
DELAMAIDE Vincent	7000	3500	700	7000
DUMONT Laura	7000	3500	700	7000
DURIF Sandra	15000	7500	1500	15000
GARZO Lionel	7000	3500	700	7000
GONZALEZ Miguel	7000	3500	700	7000
GRIMAUD Herve	15000	7500	1500	15000
JULIEN Marielle	15000	7500	1500	15000
LAURAIN Damien	15000	7500	1500	15000
LECUPPRE Guillaume	7000	3500	700	7000
MINICI Laura	15000	7500	1500	15000
MORCILLO Jeremy	7000	3500	700	7000
PETIT Marine	15000	7500	1500	15000
PINQUIE Sebastien	7000	3500	700	7000
PORADKA Sylvie	15000	7500	1500	15000
PUEL Nicolas	15000	7500	1500	15000
PULBY Jerome	15000	7500	1500	15000
RAIMBAULT Bertrand	7000	3500	700	7000

ROLLAND Stephanie	7000	3500	700	7000
ROUVIER Morgan	7000	3500	700	7000
SAVAJOLS Joseph	7000	3500	700	7000
ULPAT Caroline	15000	7500	1500	15000
BOUCHEMA Philippe	15000	7500	1500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	15000	7500	1500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	7000	3500	700	7000
DELMAS Lilian	7000	3500	700	7000
DULUC Axel	7000	3500	700	7000
GAUBERT Guillaume	7000	3500	700	7000
GOUAUX Jean-Louis	15000	7500	1500	15000
HEBRARD Frederic	15000	7500	1500	15000
LANNES Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
MALLERON Cristelle	7000	3500	700	7000
MASCOT Gerard	7000	3500	700	7000
MERIC Sofia	7000	3500	700	7000
MEZAILLES Christopher	7000	3500	700	7000
SABATO Valerie	15000	7500	1500	15000
SCENNER Sandrine	7000	3500	700	7000
TARDIF Philippe	7000	3500	700	7000
TUCOU Amaury	15000	7500	1500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	100000	250000
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	60000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000

MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000

GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
AUDROIN Clement	700	3500	7000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELLUC Hugo	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000

DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
FABRE Celine	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LANGLOIS Cyril	1500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PICOT Sandrine	700	3500	7000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
QUERRY Nathalie	700	3500	7000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SOULET Nathalie	700	3500	7000
STRZELECKI Aurelie	1500	1500	15000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000

CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000

PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
LAFAGE Sylvie	illimité	illimité	illimité
LASSERRE Jean-Marc	6000	15000	6000
SENTEX Sabine	3000	10000	30000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	3000	10000	30000
MASLIES LATAPIE Philippe	15000	50000	125000
HARIOT Lucien	6000	15000	60000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	3000	10000	30000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000

MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	3000	10000	30000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	3000	10000	30000
HERBETH Joseph	3000	10000	30000
RAGARU Agnes	3000	10000	30000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	3000	10000	30000
AUDAP Catherine	3000	10000	30000
BONALDO Stephane	700	3500	7000
RAGARU Francois-Xavier	3000	10000	30000
CABELLO Muriel	3000	10000	30000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000

GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
OMBRET Regis	700	3500	7000
ROHART Yann	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	3000	10000	30000
MASSE Francoise	3000	10000	30000
COULONGEON Sandrine	6000	15000	60000
GARRIC Jean-Claude	6000	15000	60000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	3000	10000	30000
AUDROIN Clement	700	3500	7000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000

DELLUC Hugo	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	3000	10000	30000
FABRE Celine	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LANGLOIS Cyril	1500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	3000	10000	30000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PICOT Sandrine	700	3500	7000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
QUERRY Nathalie	700	3500	7000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SOULET Nathalie	700	3500	7000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	3000	10000	30000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	3000	10000	30000
LETIERCE Herve	3000	10000	30000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	3000	10000	30000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	3000	10000	30000
CAVAILLES Jerome	700	3500	7000
LESCUYER Eric	3000	10000	30000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000

BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	3000	10000	30000
ESCATARY Jean-Claude	3000	10000	30000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000

MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
LAFAGE Sylvie	300000	150000
SENTEX Sabine	300000	150000
NGUYEN Claire	300000	150000
MASLIES LATAPIE Philippe	300000	150000
HARIOT Lucien	300000	150000
MENVIELLE Catherine	300000	150000
DELQUE Nathalie	300000	150000
MONIE Stephanie	300000	150000
NAUDY Jean-Marc	300000	150000
BAGAGE Romain	300000	150000
POMIES Julien	300000	150000
SPADOTTI Jean-Jacques	300000	150000
RAGARU Agnes	300000	150000
SEGOUFFIN Romain	300000	150000
BENDJEMLA Smain	300000	150000
ROQUES Alain	300000	150000
RAGARU Francois-Xavier	300000	150000
CABELLO Muriel	300000	150000
ESPINASSE Laetitia	300000	150000
GERON Olivier	300000	150000
DARRIET Beatrice	300000	150000
MASSE Francoise	300000	150000
COULONGEON Sandrine	300000	150000
GARRIC Jean-Claude	300000	150000
DORIATH Marie-Line	300000	150000
LESTRADE Nicole	300000	150000
CROS Emmanuelle	300000	150000
CHAILLAN Michele	300000	150000
PELISSOU Daniel	300000	150000
LETIERCE Herve	300000	150000
WICHTREY Nathalie	300000	150000
CALVET DE FRANCESCHI Alexis	300000	150000
DUCLAY Mylene	300000	150000

ESCATARY Jean-Claude	300000	150000
VAN POUCKE Pascal	300000	150000
DURIF Sandra	300000	150000
JULIEN Marielle	300000	150000
PORADKA Sylvie	300000	150000
LANNES Jean-Luc	300000	150000
SABATO Valerie	300000	150000

Annexe VII à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
HARIOT Lucien	1500	7500	15000
MENVIELLE Catherine	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000

NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000
RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000

HAMON Thomas	1500	7500	15000
ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
OMBRET Regis	700	3500	7000
ROHART Yann	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000

MESTRIES Sandra	1500	7500	15000
NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
COULONGEON Sandrine	1500	7500	15000
GARRIC Jean-Claude	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BRIOUX Marine	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
ER ROUSSI Khalid	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LANGLOIS Cyril	1500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Djamila	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000

OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Françoise	1500	7500	15000
QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000

LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000
MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000

COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000
GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

Annexe VIII à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional *PILLON Jean-Michel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ARZOT Magali	1500	7500	15000
WELLER Gwenaëlle	1500	7500	15000
SENTEX Sabine	1500	7500	15000
DUPONT Sarah	700	3500	7000
NGUYEN Claire	1500	7500	15000
AOUSSAR Bouazza	1500	7500	15000
BAGAN Amandine	700	3500	7000
BERTRAND Thomas	700	3500	7000
BINTZ GILIBERT Agathe	700	3500	7000
BREUNE Sylvain	1500	7500	15000
CABANNE Sandrine	700	3500	7000
CORRADINI Muriel	1500	7500	15000
DELAUX Julien	700	3500	7000
DELQUE Nathalie	1500	7500	15000
DEMOUGEOT Stephane	700	3500	7000
DJENIAH Lila	1500	7500	15000
ESPOSITO Julien	700	3500	7000
FABRE Alexandre	700	3500	7000
FOURCADE Nicolas	700	3500	7000
GOSSE Renaud	1500	7500	15000
GOURINAL Annie	700	3500	7000
GRAY Julien	700	3500	7000
GUIBERT Baptiste	700	3500	7000
HEROUALI Abdelkader	700	3500	7000
HONNAY David	700	3500	7000
JULIEN Yannick	700	3500	7000
KADRI Celine	1500	7500	15000
LANDREAU Charline	700	3500	7000
LECUTIER Olivier	700	3500	7000
MARLE Aurore	700	3500	7000
MATEU Julien	700	3500	7000
MEREL Laura	700	3500	7000
MONIE Stephanie	1500	7500	15000
MOROTTI Thomas	700	3500	7000
NAUDY Jean-Marc	1500	7500	15000

RIBERE Stephane	1500	7500	15000
ROBERT Giovanni	700	3500	7000
ROCA ARANDA Carine	1500	7500	15000
ROQUE Joelle	1500	7500	15000
SEGUI Sebastien	700	3500	7000
VO THANH Maixent	700	3500	7000
ZALITACZ Arthur	1500	7500	15000
ZUBELI Xavier	700	3500	7000
BAGAGE Romain	1500	7500	15000
BRICARD Romain	700	3500	7000
CHAMPEAU Emmanuel	1500	7500	15000
COLIN Arnaud	700	3500	7000
DOUMEKSA Abderrahim	1500	7500	15000
DUTAUD Julien	700	3500	7000
GUERIN Jeremy	1500	7500	15000
HARTZ Romain	700	3500	7000
JULIAN Anaïs	1500	7500	15000
MAHIOUS Salim	1500	7500	15000
MOSSAN Alix	1500	7500	15000
POMIES Julien	1500	7500	15000
SCHUTT Victoria	1500	7500	15000
YASSIN Victor	1500	7500	15000
PREVOT Damien	1500	7500	15000
RANNOU Florence	1500	7500	15000
SPADOTTI Jean-Jacques	1500	7500	15000
HERBETH Joseph	1500	7500	15000
MIGNARD-SERE Severine	1500	7500	15000
RAGARU Agnes	1500	7500	15000
SEGOUFFIN Romain	1500	7500	15000
BENDJEMLA Smain	1500	7500	15000
CAUBET Marie-Chantal	1500	7500	15000
ROQUES Alain	1500	7500	15000
CABELLO Muriel	1500	7500	15000
CASSOU-LENS Roselyne	700	3500	7000
CONSTANS Philippe	1500	7500	15000
CORREIA Mikael	700	3500	7000
DENJEAN Patrice	700	3500	7000
DUPLAN Antoine	1500	7500	15000
ESPINASSE Laetitia	1500	7500	15000
ESTIBAL Florent	1500	7500	15000
GESSE Aurelie	700	3500	7000
GROS Jennifer	700	3500	7000
HAMON Thomas	1500	7500	15000

ILLY Lucas	700	3500	7000
MANDER Mathieu	700	3500	7000
MARTINS Guillaume	700	3500	7000
PERICHON Francois	700	3500	7000
PORTIER Guillaume	700	3500	7000
QUARANTA Mickael	700	3500	7000
RIVALLAND Benoit	1500	7500	15000
TERRIER Ludivine	1500	7500	15000
THIBAUT Frederic	700	3500	7000
TOTARO Adeline	1500	7500	15000
TOURNEL Xavier	1500	7500	15000
ARSICAUD Christophe	1500	7500	15000
BONA Helene	700	3500	7000
BOUSQUIE Samantha	700	3500	7000
BRISE Florian	1500	7500	15000
CATHALA Carole	1500	7500	15000
CHASSAIN Gaelle	700	3500	7000
CHICOT Florence	700	3500	7000
CRABOL Guilhem	1500	7500	15000
D'HERBOMEZ Pascal	1500	7500	15000
GENDRE Simon	700	3500	7000
GERON Olivier	1500	7500	15000
GRIMART Jean-Christophe	1500	7500	15000
LAMART Amael	700	3500	7000
NICOD Christophe	700	3500	7000
OMBRET Regis	700	3500	7000
ROHART Yann	700	3500	7000
STACCHETTI Fabienne	1500	7500	15000
ALLOUCH Daniel	1500	7500	15000
BLANCHON Jean-Pierre	1500	7500	15000
BRAHIM Nadia	1500	7500	15000
BRAS Maxime	1500	7500	15000
CALVO Marie-Louise	1500	7500	15000
CHAINET Claude	1500	7500	15000
DARRIET Beatrice	1500	7500	15000
ELHORGA Yves	1500	7500	15000
FUNES Severine	1500	7500	15000
GAUTIER Carole	1500	7500	15000
HAMBLI Said	1500	7500	15000
LOULMET Pierre	1500	7500	15000
MASSE Francoise	1500	7500	15000
MAZIERES Evelyne	1500	7500	15000
MESTRIES Sandra	1500	7500	15000

NIFENECKER Jean	1500	7500	15000
RODIERE Monique	1500	7500	15000
ROGET Gerard	1500	7500	15000
ABBAD Manon	1500	7500	15000
AGUERO Brigitte	1500	7500	15000
AGUERO Marc	1500	7500	15000
ARMENGAUD Sandrine	1500	7500	15000
ARNAL Nadine	1500	7500	15000
BESNEHARD Cassandre	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
BOURREAU Vincent	1500	7500	15000
BRIOUX Marine	1500	7500	15000
CASAUX Nathalie	1500	7500	15000
CORTADE Cathy	1500	7500	15000
COURSIN Guillaume	1500	7500	15000
DASTREVIGNE Thomas	1500	7500	15000
DELMAS Audrey	1500	7500	15000
DORIATH Marie-Line	1500	7500	15000
DUFEE Kevin	1500	7500	15000
ER ROUSSI Khalid	1500	7500	15000
FABRE Celine	1500	7500	15000
FAUCANIE Caroline	1500	7500	15000
FAYE Beatrice	1500	7500	15000
GARBES Pierre	1500	7500	15000
HARMEL Sandra	1500	7500	15000
LALANDE Elodie	1500	7500	15000
LANGLOIS Cyril	1500	7500	15000
LAXAGUE Herve	1500	7500	15000
LE MAGUER Nolwenn	1500	7500	15000
LESCLAUX Vincent	1500	7500	15000
LESTRADE Nicole	1500	7500	15000
LOUVRIER Maxime	1500	7500	15000
MONTELEONE Olivier	1500	7500	15000
MOREL Djamil	1500	7500	15000
MOREL Flavie	1500	7500	15000
NICOLAS Marlene	1500	7500	15000
NUNC Sophie	1500	7500	15000
OCCHIPINTI Bernard	1500	7500	15000
OMARI Zorha	1500	7500	15000
OSER Emeline	1500	7500	15000
OTTOGALLI Genevieve	1500	7500	15000
PAVY Laurence	1500	7500	15000
PETIT Françoise	1500	7500	15000

QUEFFELEC Jean-Baptiste	1500	7500	15000
RIBOULEAU Christophe	1500	7500	15000
ROUQUET Jerome	1500	7500	15000
SAJOUS Laurent	1500	7500	15000
SANVEE Sophie	1500	7500	15000
SCHWAM Marion	1500	7500	15000
STRZELECKI Aurelie	1500	7500	15000
ZOELINIRINA-RAJAONESY Chantal	1500	7500	15000
CROS Emmanuelle	1500	7500	15000
GAVALDA Elodie	1500	7500	15000
CABANEL Corinne	1500	7500	15000
CHAILLAN Michele	1500	7500	15000
DABROWSKI Luc	1500	7500	15000
LARROQUE Didier	1500	7500	15000
PELISSOU Daniel	1500	7500	15000
LETIERCE Herve	1500	7500	15000
MOUHIB Mylene	1500	7500	15000
PAYET Jean-Thierry	1500	7500	15000
VERGNE Bruno	1500	7500	15000
WICHTREY Nathalie	1500	7500	15000
ABADIE Dominique	1500	7500	15000
AIRAUDI Bruno	700	3500	7000
BENRELEM Sofiane	1500	7500	15000
BERGES Thierry	1500	7500	15000
BLANCO GIL Pedro	700	3500	7000
BOHORQUEZ Christian	1500	7500	15000
BROUCKE Herve	1500	7500	15000
BUFFEL Daniel	1500	7500	15000
CIVADIER Julien	700	3500	7000
DHUGUES Sandrine	1500	7500	15000
DUCLAY Mylene	1500	7500	15000
ESCATARY Jean-Claude	1500	7500	15000
GALENT Norbert	1500	7500	15000
GARBAJOSA Arnaud	1500	7500	15000
GAUBERT Frederique	700	3500	7000
GIROUSSENS Fabien	700	3500	7000
JUSTAMON Elise	1500	7500	15000
L'HOTE Romaric	1500	7500	15000
LACOSTE Alain	700	3500	7000
LAFFITAU Frank	700	3500	7000
LECLERC Cecile	700	3500	7000
MANNE Sebastien	1500	7500	15000
MARY Jean-Luc	700	3500	7000

MEURISSE Muriel	1500	7500	15000
MONRIBOT Jean-Jerome	700	3500	7000
MONTAGNINI Laurent	700	3500	7000
MORGANT Jacky	700	3500	7000
MULLER Jean-Claude	700	3500	7000
PERILHOU Pierre	700	3500	7000
POMAREDE Eric	700	3500	7000
RWALINDA Pierre-Celestin	1500	7500	15000
SAGNES Jerome	1500	7500	15000
SCLAFER Laurent	700	3500	7000
VAN POUCKE Pascal	1500	7500	15000
ACITORES Axel	700	3500	7000
BERET Rene	700	3500	7000
BOYER Frederic	700	3500	7000
CHEVALDONNET Benjamin	700	3500	7000
COREIXAS Stephane	1500	7500	15000
CROUZET Florian	700	3500	7000
DELAMAIDE Vincent	700	3500	7000
DUMONT Laura	700	3500	7000
DURIF Sandra	1500	7500	15000
GARZO Lionel	700	3500	7000
GONZALEZ Miguel	700	3500	7000
GRIMAUD Herve	1500	7500	15000
JULIEN Marielle	1500	7500	15000
LAURAIN Damien	1500	7500	15000
LECUPPRE Guillaume	700	3500	7000
MINICI Laura	1500	7500	15000
MORCILLO Jeremy	700	3500	7000
PETIT Marine	1500	7500	15000
PINQUIE Sebastien	700	3500	7000
PORADKA Sylvie	1500	7500	15000
PUEL Nicolas	1500	7500	15000
PULBY Jerome	1500	7500	15000
RAIMBAULT Bertrand	700	3500	7000
ROLLAND Stephanie	700	3500	7000
ROUVIER Morgan	700	3500	7000
SAVAJOLS Joseph	700	3500	7000
ULPAT Caroline	1500	7500	15000
BOUCHEMA Philippe	1500	7500	15000
CAPDEBOSCQ Nicolas	1500	7500	15000
COURREGES Marie-Gabrielle	700	3500	7000
DELMAS Lilian	700	3500	7000
DULUC Axel	700	3500	7000

GAUBERT Guillaume	700	3500	7000
GOUAUX Jean-Louis	1500	7500	15000
HEBRARD Frederic	1500	7500	15000
LANNES Jean-Luc	1500	7500	15000
MALLERON Cristelle	700	3500	7000
MASCOT Gerard	700	3500	7000
MERIC Sofia	700	3500	7000
MEZAILLES Christopher	700	3500	7000
SABATO Valerie	1500	7500	15000
SCENNER Sandrine	700	3500	7000
TARDIF Philippe	700	3500	7000
TUCOU Amaury	1500	7500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

TOULOUSE, LE 7 OCT. 2021

DR Toulouse
7 PLACE ALFONSE JOURDAIN
31080 TOULOUSE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : HOULLIER Philippe
Téléphone : 09 70 27 60 00
Télécopie : 05 61 21 81 65
Mél : dr-toulouse@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/12 du directeur régional à TOULOUSE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de

contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE
PILLON Jean-Michel

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	3000	10000	30000
Matricule 26923	6000	15000	60000
Matricule 36965	3000	10000	30000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39411	3000	10000	30000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39976	3000	10000	30000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	3000	10000	30000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 41064	3000	10000	30000
Matricule 41223	3000	10000	30000
Matricule 41321	1500	7500	15000
Matricule 41627	3000	10000	30000
Matricule 41630	3000	10000	30000
Matricule 41711	6000	15000	60000
Matricule 41827	3000	10000	30000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000
Matricule 43328	700	3500	7000
Matricule 43345	3000	10000	30000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43993	illimité	100000	250000
Matricule 44009	3000	10000	30000

Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	3000	10000	30000
Matricule 44522	3000	10000	30000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44692	700	3500	7000
Matricule 44744	3000	10000	30000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	3000	10000	30000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45515	1500	7500	15000
Matricule 45525	3000	10000	30000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46185	1500	7500	15000
Matricule 46571	3000	10000	30000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	3000	10000	30000
Matricule 50576	1500	7500	15000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51366	3000	10000	30000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000
Matricule 51844	1500	7500	15000
Matricule 51944	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52093	6000	15000	60000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	3000	10000	30000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53156	700	3500	7000

Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000
Matricule 53682	1500	7500	15000
Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 53853	6000	15000	60000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54286	1500	7500	15000
Matricule 54386	700	3500	7000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54800	700	3500	7000
Matricule 54855	3000	10000	30000
Matricule 54952	700	3500	7000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55511	15000	50000	125000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55867	1500	7500	15000
Matricule 55918	1500	7500	15000
Matricule 55926	3000	10000	30000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56287	1500	7500	15000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56660	1500	7500	15000
Matricule 56689	3000	10000	30000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57292	1500	7500	15000
Matricule 57468	700	3500	7000
Matricule 57525	1500	7500	15000

Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57949	1500	1500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58141	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58249	1500	7500	15000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59311	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000
Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000
Matricule 59554	1500	7500	15000
Matricule 59657	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 59984	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60384	1500	7500	15000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60457	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60825	1500	7500	15000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000

Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61273	1500	7500	15000
Matricule 61400	1500	7500	15000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62665	1500	7500	15000
Matricule 62672	1500	7500	15000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 62994	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63389	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63619	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63880	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63958	1500	7500	15000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64047	1500	7500	15000
Matricule 64132	700	3500	7000

Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64229	1500	7500	15000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000
Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000
Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65142	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65742	1500	7500	15000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66014	1500	7500	15000
Matricule 66254	700	3500	7000
Matricule 66282	1500	7500	15000
Matricule 66290	1500	7500	15000
Matricule 66316	1500	7500	15000
Matricule 66338	1500	7500	15000
Matricule 66360	1500	7500	15000

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 26731	1500	7500	15000
Matricule 35457	1500	7500	15000
Matricule 36965	1500	7500	15000
Matricule 37393	1500	7500	15000
Matricule 38008	1500	7500	15000
Matricule 38103	1500	7500	15000
Matricule 38932	1500	7500	15000
Matricule 38938	1500	7500	15000
Matricule 39283	1500	7500	15000
Matricule 39569	1500	7500	15000
Matricule 39659	1500	7500	15000
Matricule 39886	1500	7500	15000
Matricule 39976	1500	7500	15000
Matricule 40248	700	3500	7000
Matricule 40373	1500	7500	15000
Matricule 40422	1500	7500	15000
Matricule 40779	1500	7500	15000
Matricule 41064	1500	7500	15000
Matricule 41223	1500	7500	15000
Matricule 41321	1500	7500	15000
Matricule 41627	1500	7500	15000
Matricule 41630	1500	7500	15000
Matricule 41711	1500	7500	15000
Matricule 42356	1500	7500	15000
Matricule 42399	1500	7500	15000
Matricule 42445	1500	7500	15000
Matricule 42798	1500	7500	15000
Matricule 42984	1500	7500	15000
Matricule 43206	700	3500	7000
Matricule 43328	700	3500	7000

Matricule 43345	1500	7500	15000
Matricule 43434	700	3500	7000
Matricule 43450	1500	7500	15000
Matricule 43870	1500	7500	15000
Matricule 44009	1500	7500	15000
Matricule 44421	1500	7500	15000
Matricule 44462	1500	7500	15000
Matricule 44522	1500	7500	15000
Matricule 44632	1500	7500	15000
Matricule 44687	1500	7500	15000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44738	1500	7500	15000
Matricule 44744	1500	7500	15000
Matricule 44908	1500	7500	15000
Matricule 44947	1500	7500	15000
Matricule 44953	1500	7500	15000
Matricule 45346	1500	7500	15000
Matricule 45515	1500	7500	15000
Matricule 45646	700	3500	7000
Matricule 45969	700	3500	7000
Matricule 46185	1500	7500	15000
Matricule 46187	1500	7500	15000
Matricule 46446	1500	7500	15000
Matricule 46828	1500	7500	15000
Matricule 46833	1500	7500	15000
Matricule 46839	1500	7500	15000
Matricule 46843	1500	7500	15000
Matricule 47129	1500	7500	15000
Matricule 47225	700	3500	7000
Matricule 50058	1500	7500	15000
Matricule 50198	1500	7500	15000
Matricule 50247	1500	7500	15000
Matricule 50253	1500	7500	15000
Matricule 50274	1500	7500	15000
Matricule 50322	1500	7500	15000
Matricule 50576	1500	7500	15000
Matricule 51049	1500	7500	15000
Matricule 51054	1500	7500	15000
Matricule 51116	1500	7500	15000
Matricule 51366	1500	7500	15000
Matricule 51768	1500	7500	15000
Matricule 51794	1500	7500	15000
Matricule 51844	1500	7500	15000

Matricule 51944	1500	7500	15000
Matricule 51965	1500	7500	15000
Matricule 51973	1500	7500	15000
Matricule 52038	1500	7500	15000
Matricule 52054	700	3500	7000
Matricule 52093	1500	7500	15000
Matricule 52200	700	3500	7000
Matricule 52221	1500	7500	15000
Matricule 52271	1500	7500	15000
Matricule 52299	1500	7500	15000
Matricule 52355	1500	7500	15000
Matricule 52492	1500	7500	15000
Matricule 52528	1500	7500	15000
Matricule 52627	1500	7500	15000
Matricule 52716	1500	7500	15000
Matricule 52717	1500	7500	15000
Matricule 53136	700	3500	7000
Matricule 53140	1500	7500	15000
Matricule 53156	700	3500	7000
Matricule 53213	1500	7500	15000
Matricule 53364	700	3500	7000
Matricule 53438	1500	7500	15000
Matricule 53562	1500	7500	15000
Matricule 53608	1500	7500	15000
Matricule 53682	1500	7500	15000
Matricule 53690	1500	7500	15000
Matricule 53702	1500	7500	15000
Matricule 53853	1500	7500	15000
Matricule 54044	1500	7500	15000
Matricule 54186	700	3500	7000
Matricule 54196	1500	7500	15000
Matricule 54286	1500	7500	15000
Matricule 54504	700	3500	7000
Matricule 54629	1500	7500	15000
Matricule 54630	1500	7500	15000
Matricule 54671	1500	7500	15000
Matricule 54855	1500	7500	15000
Matricule 55190	700	3500	7000
Matricule 55288	700	3500	7000
Matricule 55360	700	3500	7000
Matricule 55518	1500	7500	15000
Matricule 55544	700	3500	7000
Matricule 55810	1500	7500	15000

Matricule 55867	1500	7500	15000
Matricule 55918	1500	7500	15000
Matricule 55926	1500	7500	15000
Matricule 55931	1500	7500	15000
Matricule 55942	1500	7500	15000
Matricule 56016	1500	7500	15000
Matricule 56226	700	3500	7000
Matricule 56229	1500	7500	15000
Matricule 56287	1500	7500	15000
Matricule 56308	700	3500	7000
Matricule 56528	700	3500	7000
Matricule 56660	1500	7500	15000
Matricule 56689	1500	7500	15000
Matricule 56734	700	3500	7000
Matricule 56951	700	3500	7000
Matricule 57015	1500	7500	15000
Matricule 57067	1500	7500	15000
Matricule 57108	1500	7500	15000
Matricule 57126	1500	7500	15000
Matricule 57292	1500	7500	15000
Matricule 57313	1500	7500	15000
Matricule 57525	1500	7500	15000
Matricule 57816	700	3500	7000
Matricule 57947	1500	7500	15000
Matricule 57949	1500	7500	15000
Matricule 57992	700	3500	7000
Matricule 58050	700	3500	7000
Matricule 58086	1500	7500	15000
Matricule 58141	1500	7500	15000
Matricule 58144	700	3500	7000
Matricule 58249	1500	7500	15000
Matricule 58252	1500	7500	15000
Matricule 58634	1500	7500	15000
Matricule 58652	1500	7500	15000
Matricule 58779	1500	7500	15000
Matricule 58804	1500	7500	15000
Matricule 58845	700	3500	7000
Matricule 59132	1500	7500	15000
Matricule 59311	1500	7500	15000
Matricule 59378	700	3500	7000
Matricule 59408	700	3500	7000
Matricule 59510	1500	7500	15000
Matricule 59522	1500	7500	15000

Matricule 59554	1500	7500	15000
Matricule 59657	1500	7500	15000
Matricule 59660	700	3500	7000
Matricule 59712	700	3500	7000
Matricule 59760	700	3500	7000
Matricule 59780	700	3500	7000
Matricule 59824	700	3500	7000
Matricule 59830	700	3500	7000
Matricule 59856	1500	7500	15000
Matricule 59872	700	3500	7000
Matricule 59968	1500	7500	15000
Matricule 59984	1500	7500	15000
Matricule 60308	700	3500	7000
Matricule 60384	1500	7500	15000
Matricule 60393	1500	7500	15000
Matricule 60457	1500	7500	15000
Matricule 60580	700	3500	7000
Matricule 60646	700	3500	7000
Matricule 60667	1500	7500	15000
Matricule 60702	700	3500	7000
Matricule 60710	1500	7500	15000
Matricule 60720	700	3500	7000
Matricule 60825	1500	7500	15000
Matricule 60872	700	3500	7000
Matricule 61118	700	3500	7000
Matricule 61208	700	3500	7000
Matricule 61214	1500	7500	15000
Matricule 61254	700	3500	7000
Matricule 61273	1500	7500	15000
Matricule 61276	700	3500	7000
Matricule 61415	1500	7500	15000
Matricule 61484	1500	7500	15000
Matricule 61544	700	3500	7000
Matricule 61836	1500	7500	15000
Matricule 61962	700	3500	7000
Matricule 62080	1500	7500	15000
Matricule 62092	700	3500	7000
Matricule 62094	700	3500	7000
Matricule 62120	700	3500	7000
Matricule 62228	700	3500	7000
Matricule 62302	700	3500	7000
Matricule 62540	700	3500	7000
Matricule 62617	1500	7500	15000

Matricule 62665	1500	7500	15000
Matricule 62672	1500	7500	15000
Matricule 62695	1500	7500	15000
Matricule 62828	700	3500	7000
Matricule 62838	700	3500	7000
Matricule 62840	700	3500	7000
Matricule 62914	1500	7500	15000
Matricule 62980	1500	7500	15000
Matricule 62994	1500	7500	15000
Matricule 63040	1500	7500	15000
Matricule 63046	1500	7500	15000
Matricule 63389	700	3500	7000
Matricule 63402	700	3500	7000
Matricule 63458	700	3500	7000
Matricule 63465	700	3500	7000
Matricule 63472	700	3500	7000
Matricule 63510	700	3500	7000
Matricule 63592	700	3500	7000
Matricule 63619	700	3500	7000
Matricule 63632	700	3500	7000
Matricule 63640	700	3500	7000
Matricule 63716	1500	7500	15000
Matricule 63808	700	3500	7000
Matricule 63898	700	3500	7000
Matricule 63958	1500	7500	15000
Matricule 63990	700	3500	7000
Matricule 64016	700	3500	7000
Matricule 64047	1500	7500	15000
Matricule 64132	700	3500	7000
Matricule 64160	700	3500	7000
Matricule 64206	700	3500	7000
Matricule 64229	1500	7500	15000
Matricule 64270	700	3500	7000
Matricule 64272	700	3500	7000
Matricule 64284	700	3500	7000
Matricule 64336	1500	7500	15000
Matricule 64345	1500	7500	15000
Matricule 64365	1500	7500	15000
Matricule 64624	1500	7500	15000
Matricule 64744	700	3500	7000
Matricule 64884	700	3500	7000
Matricule 64940	700	3500	7000
Matricule 64978	700	3500	7000

Matricule 64986	700	3500	7000
Matricule 65024	700	3500	7000
Matricule 65026	700	3500	7000
Matricule 65028	700	3500	7000
Matricule 65036	700	3500	7000
Matricule 65040	700	3500	7000
Matricule 65142	700	3500	7000
Matricule 65194	700	3500	7000
Matricule 65304	1500	7500	15000
Matricule 65544	1500	7500	15000
Matricule 65562	700	3500	7000
Matricule 65742	1500	7500	15000
Matricule 65990	700	3500	7000
Matricule 66014	1500	7500	15000
Matricule 66254	700	3500	7000
Matricule 66282	1500	7500	15000
Matricule 66290	1500	7500	15000
Matricule 66316	1500	7500	15000
Matricule 66338	1500	7500	15000
Matricule 66360	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/12 du 7 oct. 2021 du directeur régional
PILLON Jean-Michel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

DREETS OCCITANIE

R76-2021-11-16-00001

Arrêté portant fixation de la dotation globale de
financement du centre provisoire
d'hébergement (CPH) géré par l'association
Pyrénées Terre d'Accueil pour l'exercice 2021

**Arrêté portant fixation de la dotation globale de financement
du centre provisoire d'hébergement (CPH)
géré par l'association Pyrénées Terre d'Accueil pour l'exercice 2021**

Le Préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre 1er du Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment le chapitre IV ;

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021;

Vu le décret n° 2020-1754 du 29 décembre 2020 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021;

Vu l'arrêté du 10 avril 2006 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, R 314-13, R.314-17, R 314-19, R 314-20, R 314-48, R 314-82 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu l'arrêté du 21 mai 2021, publié au journal officiel du 23 mai 2021, pris en application de l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres provisoires d'hébergement ;

Vu les crédits délégués du programme 104 pour l'exercice budgétaire 2021 ;

Vu le rapport d'orientation budgétaire des centres provisoires d'hébergement de la région Occitanie du 7 juin 2021 ;

Vu l'arrêté du préfet de région pris par avenant du 18 mai 2021 à la délégation de gestion en date du 29 mars 2021, portant délégation de signature au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité, notamment la section 1 portant compétence d'administration générale ;

Vu la délégation de gestion en date du 18 mai 2021 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services mettant en œuvre des mesures de protection des majeurs ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes adressées par l'association par courrier recommandé le 29 octobre 2020 pour le fonctionnement du centre provisoire d'hébergement sur l'exercice 2021 reçues par l'autorité de tarification ;

Vu le rapport de propositions budgétaires du 9 juillet 2021 ;

Vu les observations adressées le 15 juillet 2021 par la personne ayant qualité pour représenter le centre provisoire d'hébergement géré par l'association Pyrénées Terre d'Accueil ;

Vu le visa n°735/2021 du contrôleur budgétaire régional en date du 28 octobre 2021 ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association Pyrénées Terre d'Accueil sont autorisées comme suit :

	B.P. 2020 exécutoire	B.P. 2021 demandé hors mesures nouvelles	B.P. 2021 demandé avec mesures nouvelles	B.P. 2021 approuvé
Dépenses				
Groupe I	90 180,00 €	63 907,00 €	63 907,00 €	63 907,00 €
Groupe II	211 350,00 €	239 818,00 €	239 818,00 €	239 818,00 €
Groupe III	208 845,00 €	218 350,00 €	218 350,00 €	218 350,00 €
Total des dépenses	510 375,00 €	522 075,00 €	522 075,00 €	522 075,00 €
Produits				
Groupe I	501 875,00 €	501 875,00 €	501 875,00 €	501 875,00 €
Groupe II	8 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
Groupe III	500,00 €	200,00 €	200,00 €	200,00 €
Total des produits	510 375,00 €	522 075,00 €	522 075,00 €	522 075,00 €

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2021, la dotation globale de financement du centre provisoire d'hébergement (CPH) géré par l'association Pyrénées Terre d'Accueil est fixée à **501 875 euros** (cinq cent un mille huit cent soixante-quinze euros).

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
5, Esplanade Compans Caffarelli – BP 98016 – 31080 TOULOUSE Cedex 6 – Std : 05 62 89 81 00 –
www.occitanie.dreets.gouv.fr

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **41 822,92 euros** (*quarante et un mille huit cent vingt-deux euros et quatre-vingt-douze centimes*).

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région. La copie sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification dans le mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux sis Greffe du TITSS – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 Bordeaux Cedex – également dans un délai d'un mois à compter de la notification ou de sa publication, ou dans le délai d'un mois à partir de la date de réception de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 5 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULOUSE, le

16 NOV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités et par délégation
Le directeur régional adjoint responsable du pôle
cohésion sociale, formation, certification
Régis CORNUT

RECTORAT

R76-2021-11-12-00001

Arrêté portant création d'un bureau de vote
électronique dans le cadre de l'élection des
représentants des étudiants au CA du CROUS de
Montpellier



RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Election des représentants des étudiants au conseil d'administration du CROUS de Montpellier - Occitanie

Arrêté portant création d'un bureau de vote électronique

La rectrice de la région académique Occitanie,
Chancelière des universités

VU

- Les articles L. 822-1 et R. 822-9 à R. 822-12 du code de l'éducation relatifs aux œuvres sociales en faveur des étudiants ;
- Le décret n°2021-457 du 15 avril 2021 relatif notamment à l'organisation d'un vote électronique par internet pour les élections 2021 ;
- l'arrêté du 13 août 2021 relatif à l'élection des représentants des étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- L'arrêté rectoral du 15 septembre 2021 portant création de la commission électorale ;
- La circulaire du 31 août 2021 relative à l'organisation de l'élection susvisée ;
- L'arrêté du 16 septembre 2021 fixant la composition de la commission électorale relative à l'élection des représentants des étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Montpellier- Occitanie

- ARRÊTE -

Vu les propositions indiquées sur les listes de candidats validées

- Liste n°1 : « SCUM Casa del CROUS : face à la précarité étudiante faites sauter la banque !
- Liste n°2 : « UNI : étudiez, on s'occupe du CROUS ! »
- Liste n°3 : « POUR TON CROUS DE DEMAIN : la liste associative et indépendante »
- Liste n°4 : « CROUS' Ensemble, les assos étudiantes »
- Liste n°5 : « UNEF le syndicat étudiant, en bande organisée contre la précarité, pour une allocation d'autonomie et des CROUS égalitaires et écologiques ! »
- Liste n°6 : « Solidaires Etudiant-e-s Montpellier »

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote électronique situé dans les locaux du CROUS 2 rue Monteil 34000 Montpellier chargé du contrôle de la régularité du scrutin et assurant le respect des principes régissant le droit électoral.

ARTICLE 2 : Le bureau de vote est constitué comme suit :

Présidente : Mme Aline Teissier, représentant la rectrice de région académique

Secrétaire : Mme Cathy Deshons, représentant le directeur général du Crous de Montpellier-Occitanie

et des représentants de listes désignés par ces dernières :

Au nom de la liste « SCUM Casa del CROUS : face à la précarité étudiante faites sauter la banque !

- Titulaire : Fabien Bon
- Suppléant : Chakib Labgaa

Au nom de la liste « UNI : étudiez, on s'occupe du CROUS ! »

- Titulaire : Marine Anjo
- Suppléant : Marie Montariol

Au nom de la liste « POUR TON CROUS DE DEMAIN : la liste associative et indépendante »

- Titulaire : Eloïse Charvat-Niel
- Suppléant : Lucas Demeulemeester

Au nom de la liste « CROUS' Ensemble, les assos étudiantes »

- Titulaire : Edgar Briel
- Suppléant : Axelle Schmitt

Au nom de la liste « UNEF le syndicat étudiant, en bande organisée contre la précarité, pour un allocation d'autonomie et des CROUS égalitaires et écologiques ! »

- Titulaire : Nassim Adrao
- Suppléant : Paterne Manga

Au nom de la liste « Solidaires Etudiant-e-s Montpellier »

- Titulaire : Lyssandra Mercier-Ponce
- Suppléant : Thomas Vilbert

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur général du CROUS de Montpellier-Occitanie et le secrétaire général de la région académique Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le **12 NOV. 2021**

Sophie Béjean

Pour la rectrice de région académique Occitanie,
Chancelière des universités
et par délégation

Le recteur délégué à l'enseignement supérieur,
à la recherche et à l'innovation



Khaled Bouabdallah

RECTORAT

R76-2021-11-12-00003

Arrêté portant modification de la liste électorale
dans le cadre de l'élection des représentants des
étudiants au CA du CROUS de Montpellier



RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Election des représentants des étudiants au conseil d'administration du CROUS de Montpellier - Occitanie

Arrêté portant modification de liste électorale

La rectrice de la région académique Occitanie,
Rectrice de l'académie de Montpellier,
Chancelière des universités

VU

- Les articles L. 822-1 et R. 822-9 à R. 822-12 du code de l'éducation relatifs aux œuvres sociales en faveur des étudiants ;
- Le décret n°2021-457 du 15 avril 2021 relatif notamment à l'organisation d'un vote électronique par internet pour les élections 2021 ;
- L'arrêté du 13 août 2021 relatif à l'élection des représentants des étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- La circulaire du 31 août 2021 relative aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- L'arrêté rectoral du 15 septembre 2021 portant création de la commission électorale
- L'arrêté rectoral du 21 octobre 2021 fixant la liste électorale initiale

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 : L'arrêté rectoral du 21 octobre 2021 est modifié afin d'intégrer à la liste électorale initiale les étudiants qui n'y figurent pas et de tenir compte des modifications et des rectifications demandées par les étudiants.

ARTICLE 2 : L'inscription sur la liste électorale de chaque étudiant au sein du collège unique est vérifiable via le portail numérique « messervices.etudiant.gouv.fr ». Cette liste est par ailleurs affichée dans les locaux du Crous.

ARTICLE 3 : Le Directeur général du CROUS de Montpellier-Occitanie et le secrétaire général de la région académique Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la rectrice de région académique Occitanie,
Chancelière des universités
et par délégation
Le recteur délégué à l'enseignement supérieur,
à la recherche et à l'innovation



Khaled Bouabdallah

Fait à Montpellier, le 12 NOV. 2021

Sophie Béjean

RECTORAT

R76-2021-11-09-00003

Arrêté portant modification de la liste électorale
dans le cadre de l'élection des représentants des
étudiants au CA du CROUS de Toulouse



RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Election des représentants des étudiants au conseil d'administration du CROUS de Toulouse - Occitanie

Arrêté portant modification de liste électorale

La rectrice de la région académique Occitanie,
Rectrice de l'académie de Montpellier,
Chancelière des universités

VU

- Les articles L. 822-1 et R. 822-9 à R. 822-12 du code de l'éducation relatifs aux œuvres sociales en faveur des étudiants ;
- Le décret n°2021-457 du 15 avril 2021 relatif notamment à l'organisation d'un vote électronique par internet pour les élections 2021 ;
- L'arrêté du 13 août 2021 relatif à l'élection des représentants des étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- La circulaire du 31 août 2021 relative aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- L'arrêté rectoral du 15 septembre 2021 portant création de la commission électorale
- L'arrêté rectoral du 21 octobre 2021 fixant la liste électorale initiale

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 : L'arrêté rectoral du 21 octobre 2021 est modifié afin d'intégrer à la liste électorale initiale les étudiants qui n'y figurent pas et de tenir compte des modifications et des rectifications demandées par les étudiants.

ARTICLE 2 : L'inscription sur la liste électorale de chaque étudiant au sein du collège unique est vérifiable via le portail numérique « messervices.etudiant.gouv.fr ». Cette liste est par ailleurs affichée dans les locaux du Crous.

ARTICLE 3 : La Directrice générale du CROUS de Toulouse - Occitanie et le secrétaire général de la région académique Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 9 novembre 2021

Sophie Béjean

RECTORAT

R76-2021-11-16-00002

Arrêté portant subdélégation de signature de la
Rectrice de l'académie de Montpellier (domaine
financier)



Division de l'expertise et du conseil
juridiques et financiers
Bureau des affaires juridiques et disciplinaires
BAJD

Affaire suivie par :
Jean-Marc INDA
Tél : 04 67 91 49 77
Mél : ajd@ac-montpellier.fr

Rectorat de l'académie de Montpellier
31, rue de l'Université
CS 39004
34064 MONTPELLIER cedex 2

Montpellier, le **16 NOV. 2021**

La rectrice de région académique Occitanie,
Rectrice de l'académie de Montpellier
Chancelière des universités

ARRÊTÉ

Portant subdélégation de signature financière à des fonctionnaires placés sous son autorité

- VU** le code de l'éducation ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU** le décret n° 96-751 du 14 août 1996 relatif aux établissements d'enseignement français en Principauté d'Andorre et aux personnels y exerçant leurs fonctions ;
- VU** le décret n° 2006-31 du 5 janvier 2006 portant publication de la convention entre le gouvernement de la république française et le gouvernement de la principauté d'Andorre ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques ;
- VU** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU** le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Etienne GUYOT préfet de la région Occitanie, préfet de Haute-Garonne ;
- VU** le décret du 5 février 2020 portant nomination de Madame Sophie BÉJEAN en qualité de rectrice de la région académique Occitanie, rectrice de l'académie de Montpellier ;
- VU** l'arrêté du 21 juin 1983 relatif à la compétence d'ordonnateur secondaire du recteur de l'académie de Montpellier pour le fonctionnement des établissements scolaires du co-prince français en Andorre ;

- VU** l'arrêté interministériel du 7 mars 1983 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, et en particulier l'article 1^{er} concernant les dépenses relatives aux allocations de recherche ;
- VU** l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 2 mai 1984 portant désignation des personnes responsables des marchés et de leurs délégués pour des investissements imputés sur le budget du ministère de l'éducation nationale ;
- VU** les arrêtés ministériels du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'éducation nationale et le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 juillet 2019 portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2019 de Madame Nathalie MASNEUF, attachée d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général de l'académie de Montpellier, en charge de la coordination interdépartementale et du département de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 août 2019 portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2019 de Madame Alma LOPES, attachée principale d'administration de l'Etat, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, directrice des ressources humaines (académie de Montpellier) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 septembre 2019 portant nomination à compter du 7 octobre 2019 de Monsieur Julien VASSEUR, attaché principal d'administration de l'Etat, dans l'emploi d'adjoint au secrétaire général d'académie, responsable du pôle « services supports et experts » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 2020 portant nomination de Madame Isabelle CHAZAL dans l'emploi de secrétaire générale de l'académie de Montpellier.
- VU** l'arrêté 12 février 2020 portant délégation de signature de Monsieur Etienne GUYOT préfet de la région Occitanie à Madame Sophie BÉJEAN, rectrice de la région académique Occitanie, rectrice de l'académie de Montpellier, chancelière des universités ;
- VU** les conventions de délégation de gestion relatives à l'organisation financière du ministère de l'éducation nationale dans le cadre du déploiement de CHORUS (application au 29 Juin 2009), passées entre les directions académiques des services de l'éducation nationale de l'AUDE, du GARD, de l'HÉRAULT, de la LOZÈRE et des PYRÉNÉES ORIENTALES, en qualité de délégantes de gestion et le rectorat de l'académie de Montpellier, en qualité de délégataire de gestion,

ARRÊTE

Article I :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BÉJEAN , rectrice de la région académique Occitanie, rectrice de l'académie de Montpellier, chancelière des universités, subdélégation de signature est donnée à Madame Isabelle CHAZAL, secrétaire générale de l'académie de Montpellier :

I - En qualité de responsable de BOP, à l'effet de :

- 1) recevoir les crédits des programmes :
 - 139 enseignement scolaire privé du premier et second degrés
 - 140 enseignement scolaire public du premier degré
 - 141 enseignement scolaire public du second degré
 - 150 enseignement supérieur et recherche
 - 214 soutien de la politique de l'éducation nationale
 - 230 vie de l'élève
- 2) répartir ces crédits entre les divers services et unités opérationnelles chargés de l'exécution et procéder à des réallocations de crédits en cours d'exercice budgétaire entre les services et unités opérationnelles.

II - En qualité de responsable d'unités opérationnelles, à l'effet de :

- 1) signer les actes relatifs aux opérations de dépenses et de recettes imputées sur les programmes suivants :
 - 139 enseignement scolaire privé du premier et second degrés
 - 140 enseignement scolaire public du premier degré
 - 141 enseignement scolaire public du second degré
 - 150 enseignement supérieur et recherche
 - 172 orientation et pilotage
 - 214 soutien de la politique de l'éducation nationale
 - 230 vie de l'élève
 - 231 vie étudiante
- 2) signer les actes relatifs aux opérations de dépenses et de recettes imputées sur le compte d'affectation spéciale n°723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat » :
 - BOP 723 IHC fonds réaffectés au ministère de l'éducation nationale
 - BOP 723 IXC fonds réaffectés au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- 3) décider de l'opposition ou du relèvement de la prescription quadriennale des créances de l'Etat.
- 4) Sont exclus de la présente subdélégation :
 - les ordres de réquisitions du comptable public ;
 - en cas de demande de passer outre le refus de visa du contrôleur budgétaire, la lettre de saisine du ministre concerné ;
 - en cas d'avis préalable défavorable, la décision de l'ordonnateur informant le contrôleur budgétaire des motifs de ne pas se conformer à l'avis donné ;
 - les conventions et les arrêtés attributifs de subvention pour les investissements destinés aux constructions et équipements de l'enseignement supérieur et de la recherche.

III - En qualité de pouvoir adjudicateur

La présente subdélégation porte également sur tous les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics.

Article II :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle CHAZAL, secrétaire générale de l'académie de Montpellier, subdélégation est donnée à Madame Alma LOPES, adjointe à la secrétaire générale d'académie, directrice des ressources humaines ; à Monsieur Julien VASSEUR, adjoint à la secrétaire générale d'académie, responsable du pôle « organisation scolaire » et à Madame Nathalie MASNEUF, adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la coordination interdépartementale et du département de l'Hérault.

Article III :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alma LOPES, adjointe à la secrétaire générale d'académie, directrice des ressources humaines ; de Monsieur Julien VASSEUR, adjoint à la secrétaire générale d'académie, responsable du pôle « organisation scolaire » et de Madame Nathalie MASNEUF, adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la coordination interdépartementale et du département de l'Hérault, subdélégation est donnée, dans la limite de leurs attributions à :

- Madame Magali AMOUROUX, APAE, chef de la division des affaires financières,
- Madame Gabrielle SKRZYPCZAK, APAE, adjointe à la chef de la division des affaires financières,
- Madame Caroline PRIOR, SAENES,
- Madame Sabrina BEDEL, SAENES,
- Monsieur Jérôme FINIELS, SAENES,
- Monsieur Nicolas DUGARDIN, SAENES,
- Monsieur Alexandre CROUZET, SAENES,
- Madame Sandrine JULLIAND, SAENES
- Madame Marie-Ange TRANO, SAENES
pour l'ensemble des recettes et des dépenses du titre 2 et du hors titre 2 des programmes cités au paragraphe I ;
- Monsieur Philippe RAMON, APAE, chef de la division des affaires générales,
- Madame Martine GARNESSON, APAE, adjointe au chef de la division des affaires générales,
pour l'ensemble des dépenses du hors titre 2 des programmes 140, 141, 214 et 230 ;
- Madame Géraldine MILOT, AAE, responsable de la coordination paye,
pour les dépenses du titre 2 de l'ensemble des programmes cités au paragraphe 1,
pour les recettes du titre 2 de l'ensemble des programmes cités au paragraphe 1 ;
- Madame Annick DEBORDEAUX, AAHC, chef de la division des personnels enseignants,
- Monsieur Olivier ARRIBAT, APAE, adjoint à la chef de la division des personnels enseignants,
pour les dépenses du titre 2 programmes 140, 141, 214 et 230 ;
- Madame Patricia GALERA, APAE, chef de la division des personnels administratifs, techniques et d'encadrement,
- Madame Véronique REBOUL, APAE, adjointe au chef de la division des personnels administratifs, techniques et d'encadrement,
- Mme Catherine BESSEAU, AAHC, chef de la division de l'organisation scolaire,
- M. Laurent GOUZE, APAE, chef de la division des examens et concours,
- Madame Hélène AYRAL, APAE, adjointe au chef de la division des examens et concours,
pour les dépenses du titre 2 et hors titre 2 des programmes 150 et 214 ;
- Madame Valérie BOUCHET, IA-IPR, déléguée académique de la formation des personnels de l'éducation nationale,
- Madame Aline SANCHEZ-CONTRERAS, APAE, adjointe à la déléguée académique de la formation des personnels de l'éducation nationale,
pour les dépenses du titre 2 et du hors titre 2 des programmes 140, 141, 214, 230 ;
- Monsieur Michel WAREMBOURG, APAE, chef de la division des affaires médicales, des retraites et de l'action sociale,
- Madame Sophie PROSPERO, SAENES, chef des bureaux des affaires médicales, des accidents de service et des maladies professionnelles et de l'action sociale,
pour les validations financières des dossiers mis en paiement dans l'application SAXO
pour les dépenses du titre 2 des programmes 139, 140, 141, 214, 230, 150 et du hors titre 2 des programmes 139, 150, 214,
pour les validations financières des dossiers mis en paiement dans l'application ANAGRAM,
pour les dépenses du titre 2 des programmes 139, 140, 141, 150, 214, 230 et hors titre 2, 150, 214, 230, 231 ;
- Madame Claire PUIGSEGUR, APAE, chef de la division de l'expertise juridique et du conseil et du contrôle budgétaire et de légalité des établissements scolaires,
- Madame Nathalie ESCANO, APAE, chef du bureau contrôle et conseil aux EPLE,
pour les dépenses du hors titre 2 des programmes 141 et 230 ;
- Monsieur Thierry MESLET, personnel de direction, chef de la division de la vie éducative, des élèves et des écoles et des établissements,
pour les dépenses du hors titre 2 des programmes 141 et 230 ;
- M. Nicolas BARACHET, IGR, directeur des systèmes d'information et de l'innovation,
pour les dépenses du hors titre 2 du programme 214 ;

- Monsieur Jean-Pierre DUFOUR, IRE, chef de la division des constructions et de la politique immobilière,
- Madame Hélène HEGOBURU, APAE, adjointe au chef de la division des constructions et de la politique immobilière,
pour les dépenses du hors titre 2 des programmes 150, 231 et 214 ;
- Madame Anne HERAIL, APAE, chef de la division des établissements d'enseignement privés,
- Monsieur François BELLAMY, APAE, adjoint au chef de la division des établissements d'enseignement privés,
pour les dépenses du titre 2 et hors titre 2 du programme 139.

Article IV :

La secrétaire générale de l'académie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil actes administratifs de la préfecture de région Occitanie.

La rectrice de la région académique Occitanie
Rectrice de l'académie de Montpellier
Chancelière des universités

Sophie Béjean

RECTORAT

R76-2021-11-12-00002

Arrêté relatif aux listes de candidatures dans le
cadre de l'élection des étudiants au CA du
CROUS de Montpellier



RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Election des représentants des étudiants au conseil d'administration du CROUS de Montpellier - Occitanie

Arrêté relatif aux listes de candidatures

La rectrice de la région académique Occitanie,
Chancelière des universités

VU

- Les articles L. 822-1 et R. 822-9 à R. 822-12 du code de l'éducation relatifs aux œuvres sociales en faveur des étudiants ;
- Le décret n°2021-457 du 15 avril 2021 relatif notamment à l'organisation d'un vote électronique par internet pour les élections 2021 ;
- L'arrêté du 13 août 2021 relatif à l'élection des représentants des étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- La circulaire du 31 août 2021 relative aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- L'arrêté rectoral du 15 septembre 2021 portant création de la commission électorale
- L'arrêté du 16 septembre 2021 fixant la composition de la commission électorale relative à l'élection des représentants des étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Montpellier- Occitanie

Après avis de la commission électorale du 28 octobre 2021,

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 : Sont déclarées recevables pour l'élection des représentants des étudiants au Conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires de Montpellier – Occitanie, scrutin du 6 au 10 décembre 2021 :

- Liste n°1 : « SCUM Casa del CROUS : face à la précarité étudiante faites sauter la banque !
- Liste n°2 : « UNI : étudiez, on s'occupe du CROUS ! »
- Liste n°3 : « POUR TON CROUS DE DEMAIN : la liste associative et indépendante »
- Liste n°4 : « CROUS' Ensemble, les assos étudiantes »
- Liste n°5 : « UNEF le syndicat étudiant, en bande organisée contre la précarité, pour une allocation d'autonomie et des CROUS égalitaires et écologiques ! »
- Liste n°6 : « Solidaires Etudiant-e-s Montpellier »

ARTICLE 2: Le Directeur général du CROUS de Montpellier-Occitanie et le secrétaire général de la région académique Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la rectrice de région académique Occitanie,
Chancelière des universités
et par délégation
Le recteur délégué à l'enseignement supérieur,
à la recherche et à l'innovation


Mohamed Bouabdallah

Fait à Montpellier, le

12 NOV. 2021

Sophie Béjean

SGAMI SUD

R76-2021-11-08-00014

Arrêté portant désignation des membres de la
commission administrative paritaire
interdépartementale de la région Occitanie
compétence à l'égard du corps d'encadrement
et d'application de la police nationale



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Ressources Humaines
Bureau des Personnels et du Recrutement

**ARRETE PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES DE LA
COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE INTERDEPARTEMENTALE
DE LA REGION OCCITANIE**

**COMPETENTE A L'EGARD DU CORPS D'ENCADREMENT ET D'APPLICATION
DE LA POLICE NATIONALE**

**LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

- VU la loi n°83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84.16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
- VU le décret n°82.451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires,
- VU le décret n°95.654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale,
- VU le décret n°95.1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale, modifié par le décret n°96.1141 du 24 décembre 1996 et par le décret n°2005-1723 du 30 décembre 2005,
- VU le décret n°2014-296 du 06 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'Intérieur,
- VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Préfet de zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône,
- VU le décret du Président de la République du 7 mai 2019 portant nomination de M. Christian CHASSAING, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône,
- VU l'arrêté du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale,
- VU l'arrêté du 06 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du Ministère de l'Intérieur,
- VU l'arrêté du 23 septembre 2014 instituant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale,
- VU l'arrêté du 1^{er} septembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Christian CHASSAING, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud,
- SUR** proposition du secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud,

SGAMI – SUD – DRH - BPR – 4 chemin de Bordeblanque – Colomiers
Tél : 05 34 55 49 00

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 30 avril 2021 est abrogé.

ARTICLE 2 : La commission administrative paritaire interdépartementale de la région Occitanie compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police nationale est composée comme suit :

I- REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires :

Monsieur Christian CHASSAING	Secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud, président,
Monsieur Hugues CODACCIONI	Secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud,
Monsieur Philippe TIRELOQUE	Directeur zonal de la sécurité publique de la zone Sud,
Monsieur Fabrice FINANCE	Directeur zonal au recrutement et à la formation de la police nationale de la zone Sud,
Monsieur Jean-Cyrille REYMOND	Directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Garonne,
Monsieur Yannick BLOUIN	Directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault,
Monsieur Pascal DUMAS	Directeur départemental de la sécurité publique du Tarn,
Monsieur Jean-Pierre SOLA	Directeur départemental de la sécurité publique du Gard,
Monsieur Benoît DESMARTIN	Directeur départemental de la sécurité publique des Pyrénées Orientales,
Monsieur Charles-Régis ALLEGRI	Directeur départemental de la sécurité publique du Tarn et Garonne,
Monsieur Gilles REJAUD	Directeur interdépartemental de la police aux frontières de la Haute-Garonne.

Membres suppléants :

Madame Nathalie TALLEVAST	Directrice territoriale de la police judiciaire de la DZPJ Sud à Toulouse,
Monsieur Laurent COINDREAU	Directeur départemental de la sécurité publique de l'Aude,
Madame Christine BERTRAND	Directrice départementale de la sécurité publique de l'Ariège,
Monsieur Loïc JEZEQUEL	Directeur départemental de la sécurité publique de l'Aveyron,
Monsieur Laurent SINDIC	Directeur départemental de la sécurité publique des Hautes Pyrénées,
Monsieur René PICHON	Directeur départemental de la sécurité publique du Gers,
Monsieur Patrick MEYNIER	Directeur départemental de la sécurité publique du Lot,
Madame Marion COMBET	Directrice départementale adjointe de la sécurité publique de la Haute-Garonne,
Madame Laura SIMON	Adjointe au directeur des ressources humaines du SGAMI SUD
Monsieur Michel BOURELLY	Chef du bureau des personnels actifs du SGAMI SUD
Madame Natalie VILALTA	Cheffe du bureau des personnels et du recrutement du SGAMI SUD

II- REPRESENTANTS DU PERSONNEL

GRADE DE MAJOR DE POLICE

Titulaires :

Monsieur Michel SOULIER
DZPAF SUD/34DID MONTPELLIER

Monsieur Luc ESCODA
ENSAPN TOULOUSE

Suppléants :

Monsieur Didier MARTINEZ
C.S.P TOULOUSE

Monsieur Denis PUECH
D.D.S.P. 30 – SDRT ALES

GRADE DE BRIGADIER CHEF DE POLICE

Titulaires :

Monsieur Christophe MARIN
C.S.P. TOULOUSE

Monsieur David LEYRAUD
C.S.P NARBONNE

Madame Aurélie MOLINA
DZPAF SUD/34DID SETE

Suppléants :

Monsieur Christophe SICART
DZPAF SUD/34DID NIMES

Monsieur Christophe ORENGO
C.S.P ALBI

Monsieur Christophe TOURNIE
C.S.P ALBI

GRADE DE BRIGADIER DE POLICE

Titulaires :

Monsieur Bruno MENGIBAR
C.S.P MONTPELLIER

Monsieur Nicolas CABOS
C.S.P. TARBES

Monsieur Fabien VELLERET
C.S.P. TOULOUSE

Suppléants :

Monsieur Fabien MAGESCAS
DZPAF SUD/31DID TOULOUSE

Monsieur Harold COURT
C.S.P MENDE

Monsieur Rémy ALONSO
C.S.P MONTPELLIER

GRADE DE GARDIEN DE LA PAIX

Titulaires :

Madame Emmanuelle MARTENS
C.S.P. CASTELSARRASIN

Monsieur Jérôme GARCIA
C.S.P. NARBONNE

Monsieur Franck ROVIRA
C.S.P PERPIGNAN

Suppléants :

Monsieur Yohann LOMBART
C.S.P. DECAZEVILLE

Madame Sandy ISSARTEL
C.S.P. NIMES

Monsieur Grégory HEMOUS
C.S.P TOULOUSE

ARTICLE 3 : Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire de la direction des ressources humaines du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud, assisté éventuellement de fonctionnaires du service.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à MARSEILLE le 08 NOV. 2021

Le secrétaire général
de la zone de défense
et de sécurité Sud

Christian CHASSAING

